

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU ROLE DE L'ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES DANS LA RÉPRESSION DES FRAUDES COMMERCIALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 31 mai 1929, à 2 heures

PAR

RENÉ MAGRE

Diplôme d'Études Supérieures d'Économie Politique

JURY : *Président* M. ALLIX

Suffragants : { MM. RIPERT
LESCURE

PARIS

JOUBE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1929

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU ROLE DE L'ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES

DANS LA RÉPRESSION DES FRAUDES COMMERCIALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 31 mai 1929, à 2 heures

PAR

RENÉ MAGRE

Diplôme d'Études Supérieures d'Économie Politique

JURY : *Président* M. ALLIX

Suffragants : { MM. RIPERT
LESCURE

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1929



A MON PÈRE

INTRODUCTION.

La fraude est une tromperie ayant pour but de procurer à son auteur un bénéfice illicite au détriment d'autrui; elle s'exerce sous les formes les plus diverses, mais elle trouve un champ d'action particulièrement favorable dans les transactions qui portent sur la vente des denrées de consommation; elle peut revêtir en cette matière différents aspects : tromperie sur la *quantité* (fausses mesures ou faux poids), tromperie sur la *nature* consistant à fabriquer et à livrer sciemment sous le nom et les apparences d'un produit connu et déterminé une marchandise différente de celle demandée et impropre aux mêmes usages, tromperie enfin sur la *qualité* qui consiste par exemple à livrer une marchandise artificiellement préparée à la place d'une denrée naturelle; c'est ce dernier genre de fraude qui constitue à proprement parler la falsification en matière de denrées alimentaires. Elle s'effectue par le mélange ou l'addition à un produit d'une substance étrangère à sa composition normale, par la substitution d'éléments étrangers à ceux qu'il comporte ou par la soustraction de l'un des éléments constitutifs du produit (Cass. 20-1-1900; D. P. 1900-1-273; 24 mai 1901; Gaz. Pal. 1901-1-29); les fraudeurs dénaturent ainsi les produits, affaiblissent leurs qualités essentielles, leur donnent l'apparence de qualités qu'ils n'ont pas ou en dissimulent l'infériorité, afin de se procurer un gain immérité.

La nécessité d'assurer la répression des fraudes commerciales apparaît surtout à deux points de vue d'ailleurs étroitement unis en fait comme dans la législation : celui des intérêts économiques et celui de l'hygiène.

Au point de vue *économique*, nombreux sont en effet les intérêts auxquels les fraudes commerciales portent atteinte :

a) C'est d'abord l'intérêt du consommateur qui est pécuniairement lésé puisque la marchandise qu'on lui livre ne vaut pas le prix qu'il l'a payée.

b) C'est ensuite l'intérêt *du producteur* qui voit ses produits loyaux atteints de la même suspicion qui pèse sur les produits adultérés. Il est certain par exemple que les nombreuses falsifications dont les vins ont été un moment l'objet ont nui pendant longtemps au développement de la consommation de cette boisson, certaines personnes arrivant à considérer tous les vins sans distinction comme suspects de sophistication, ce qui les conduisait à s'en abstenir; des médecins en arrivèrent même à déconseiller pour ce motif l'usage du vin à leurs clients. D'autre part la dépréciation des marchandises à l'étranger porte atteinte au bon renom commercial d'un pays et risque de fermer à ses exportations d'importants débouchés.

A un autre point de vue il est à remarquer que la falsification se traduit le plus souvent par un accroissement de la production; c'est le grand reproche que l'on a fait à la fabrication des vins artificiels et à l'emploi du sucre en viticulture : les quantités obtenues par addition d'eau ou par sucrage sont trop souvent ajoutées à la première cuvée et viennent concurrencer le vin naturel dont l'écoulement est ainsi rendu plus difficile et la vente moins rémunératrice; cette surproduction peut amener l'avisement des prix et répandre la misère avec les exactions qui parfois l'accompagnent, sur des régions entières; la crise viticole du midi de la France, quelques années avant la guerre, en est le plus récent et le plus douloureux exemple.

c) En troisième lieu, la fraude lèse les commerçants honnêtes auxquels il est bien difficile de lutter contre des rivaux peu scrupuleux ne craignant pas de débiter des marchandises douteuses achetées à vil prix sans compter qu'ils peuvent se trouver eux-mêmes

compromis par les agissements de leurs propres fournisseurs.

La fraude entretient de l'incertitude dans la classe des petits négociants, des détaillants; elle menace le sentiment de responsabilité qui est la base solide de tout commerce (Rapport présenté au Congrès de Genève sur l'aliment pur par le Prof. Wissmann).

d) Enfin le Trésor peut subir un préjudice important lorsque la falsification porte sur une denrée qui fiscalement constitue une matière imposable, le vin par exemple.

Au point de vue de *l'hygiène*, il est inutile d'insister sur l'importance de la répression des fraudes; en effet la santé du consommateur peut se trouver compromise par les falsifications qui trop souvent ont consisté dans l'introduction d'éléments nocifs ou malsains « qui entraînent peut-être une mortalité plus considérable que les grandes épidémies : peste et choléra » (discours de M. Ruau au Congrès de Genève, 9 septembre 1908). C'est pourquoi les considérations hygiéniques tiennent une si grande place dans les législations contemporaines sur les fraudes et falsifications de produits alimentaires. On a même pu se demander si le point de vue de l'hygiène ne devait pas l'emporter sur tout autre dans l'œuvre législative à accomplir (voir dans ce sens la législation italienne); en fait en France, les rapports sont étroits entre les deux législations.

Sans aller plus loin dans ces considérations on peut déjà dire qu'il n'est personne d'une manière générale qui ne soit exposé à souffrir les entreprises de la fraude, véritable fléau économique, permanent et dissimulé; les gains illicites réalisés par les fraudeurs, particulièrement sur la classe laborieuse se chiffrent par des sommes considérables; aussi tous les citoyens, sauf ceux bien entendu à qui ces abus profitent, sont-ils d'accord pour les réprouver et pour demander qu'ils soient sévèrement punis. Dans cette lutte contre la fraude les syndicats de producteurs et d'intermédiaires ont joué un rôle très important;

en effet si l'individu pris isolément peut céder à la tentation mauvaise d'édifier en peu de temps une fortune imméritée sans s'inquiéter de la répercussion de ses actes sur l'ensemble de la société et l'avenir du groupement économique auquel il appartient, une collectivité permanente d'intérêts durables (telle un syndicat), ne peut tenir un raisonnement de ce genre; mais, par ailleurs, le syndicat a aussi des inconvénients, il est parfois un moyen de résistance pour les fraudeurs menacés; d'autre part, des groupements de régions entières peuvent être intéressés au maintien d'une pratique que d'autres régions considèrent comme frauduleuse; ainsi la question du sucrage des vins a engendré en 1908 de fortes polémiques entre le Midi adversaire de cette pratique et le Nord qui l'approuvait afin de créer un débouché à la production sucrière. Les conflits de ce genre apparaissent nombreux lorsqu'il s'agit de produits dont la dénomination, au dire des uns, indique une provenance locale et au dire des autres une simple mode de fabrication. En présence de telles difficultés c'est à l'Etat qu'il appartient d'intervenir pour régler la question au mieux des intérêts généraux.

La nécessité de la répression des fraudes commerciales nous apparaît aujourd'hui comme évidente, il n'en a pas toujours été ainsi; en effet, cette répression a été très longue à s'organiser, et ce n'est guère que depuis 1905 qu'elle fonctionne sur des bases sérieuses; cela tient à vrai dire à des causes très générales, on pourrait même dire philosophiques.

Il était naguère admis que le commerce était par essence une profession dont la ruse et le mensonge étaient les moyens d'action en quelque sorte normaux; dans l'antiquité l'esprit populaire avait symbolisé cette idée en faisant de Mercure le dieu des marchands et le patron des fraudeurs; le droit romain avait établi en matière de tromperies la distinction subtile du «*dolus bonus*» et du «*dolus malus*», ce dernier étant seul une cause de nullité s'il portait sur la substance même du contrat; cepen-

dant pour les objets ayant une valeur sérieuse il existait des règles plus sévères que les Ediles curules étaient chargés de faire respecter.

Cette idée que le droit n'a pas à intervenir pour sanctionner certains écarts en matière de loyauté dans les transactions a survécu au monde antique. Pour Pothier, dans le « for intérieur », la plus petite tromperie dans l'exécution d'un marché est contraire à la bonne foi, mais dans le « for extérieur » il n'y a que ce qui blesse ouvertement la bonne foi qui soit regardé comme un vrai dol.

Ce sont encore ces principes qui se sont fait jour dans nos codes. L'article 1116 du Code civil dit que « le dol est une cause de nullité de la convention lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles qu'il est évident que sans ces manœuvres l'autre partie n'aurait pas contracté » : ce sont là des conditions très étroites. Longtemps les tromperies commerciales furent soumises à l'article 423 du Code pénal, qui avant son abrogation par la loi du 1^{er} août 1905, était ainsi conçu : « Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or et d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises, quiconque aura trompé par usage de faux poids ou de fausses mesures sur la quantité des choses vendues sera puni, etc.... » Seul l'article 477, complété par l'article 98 de la loi du 28 avril 1832, disposait d'une façon plus précise : « Seront saisis et confisqués : 1° 2° Les boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur et débitant; ces boissons seront répandues. » De son côté le numéro 14 de l'article 475 punissait « ceux qui exposent en vente des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles ». Bédarride, dans son *Traité du dol et de la fraude* (vol. 3, p. 23), donnait pour raison à cette réserve du législateur, que l'acheteur en ajoutant une foi trop aveugle aux allégations intéressées du vendeur commet de son côté une faute.

Mais une réaction devait se faire jour contre ce libéralisme excessif qui avec les procédés nouveaux

de fabrication, avec l'arrivée sur le marché de produits exotiques aboutissait à favoriser des trafics audacieux devant lesquels l'acheteur le plus attentif et le plus perspicace se trouvait désarmé. Aussi dans le courant 19^e siècle, en raison de ces agissements intolérables, de violentes attaques furent-elles dirigées par les philosophes sociaux contre l'institution commerciale elle-même.

Sous l'action des critiques et des abus dont souffrait le corps social tout entier, la conception du commerce et des obligations professionnelles qu'il impose, s'est profondément modifiée; en même temps une révolution économique aux conséquences incalculables s'esquissait avec l'intervention des syndicats professionnels reprenant sous une forme élargie l'œuvre disciplinaire des anciennes corporations; de son côté la notion d'honneur commercial, jusque-là embryonnaire, s'affirma de plus en plus. Dans ces conditions, avec le concours moral et matériel, parfois sous la pression des commerçants eux-mêmes, il devint possible en s'appuyant sur des principes nouveaux d'entreprendre l'œuvre d'assainissement nécessaire et de fixer les bases des relations commerciales de l'avenir.

Ce mouvement débuta par le vote de la loi du 27 mars 1851 destinée à assurer une répression plus efficace des fraudes en matière de denrées alimentaires ou médicamenteuses. La loi du 5 mai 1855 l'a complétée en décidant que les dispositions y contenues seraient applicables aux boissons. Mais ces mesures devinrent bientôt insuffisantes. On aurait pu croire en effet que les falsifications, surtout celles des aliments, seraient restées le triste apanage de ces siècles arriérés où la conscience à l'état rudimentaire tenait peu compte de la vie humaine, et que la science apporterait aide et protection à l'Etat dans sa lutte contre les fraudeurs. Il n'en a rien été. Ces derniers, au contraire (voir Girard, *Documents sur les falsifications*, Paris 1885), sont prompts à transformer les derniers progrès de la science en instruments de

fraude, avec une audace et une ingéniosité sans égales; ils multiplient et perfectionnent constamment leurs procédés si bien qu'au lieu des anciennes falsifications relativement faciles à déceler, ils ont recours maintenant à des corps ou mélanges de corps savamment choisis et propres à dérouter les recherches les plus perspicaces.

D'ailleurs, à partir de la première moitié du 19^e siècle, le désir immodéré du gain, l'âpreté de la concurrence et certaines circonstances de nature à influencer sur les conditions de la production, ont déterminé une recrudescence des fraudes commerciales et motivé à diverses reprises, sous les influences que nous avons énumérées plus haut, l'intervention du législateur. Ce furent d'abord d'assez nombreuses dispositions d'objet spécial : lois sur les fraudes en matière de vins (vins artificiels, alcoolisation, mouillage), de sucres, de beurres, etc. Ces dispositions fragmentaires et éparses furent codifiées par la loi du 1^{er} août 1905. Elle comporte une définition plus précise des délits, la répression de la simple tentative de tromperie et des pénalités plus sévères; elle reste, malgré les nombreuses dispositions qui l'ont appliquée, complétée ou amendée, la charte en la matière.

La guerre devait fatalement amener une recrudescence de l'activité des fraudeurs, le contrôle étant devenu moins sévère par suite de la pénurie de personnel de surveillance; de plus le manque de denrées et les bénéfices plus ou moins illicites qui pouvaient en résulter constituaient un encouragement évident à ces manœuvres.

Après la fin des hostilités, la hausse presque constante des prix, le progrès de l'industrie chimique n'étaient pas de nature à amener la décroissance du nombre des falsifications. Aussi ces dernières ont-elles conservé, même dans la période actuelle, une importance qui légitime entièrement la sévérité qu'ont montrée les pouvoirs publics à l'égard des fraudeurs. C'est ainsi (et ce sont les derniers chiffres en notre possession), que durant le mois de novembre 1928

seulement, plus de 4000 commerçants ont été condamnés pour fraudes. Dans Paris et la Seine 7665 établissements ont été visités; sur 532 spécimens de marchandises prélevés, 71 p. c. ont été reconnus mauvais (surtout pour le lait, le vin et la confiserie). De plus on a relevé 509 infractions pour tromperie sur la quantité et faux poids.

Ce court historique laisse apercevoir combien grand a été le souci des divers gouvernements de combattre les fraudes commerciales, depuis la moitié du 19^e siècle mais surtout depuis le début du 20^e. Dans cette lutte, il était naturel que le gouvernement usât de tous les moyens qui pouvaient être à sa disposition; il fut donc amené à utiliser les organismes d'Etat préexistants, qui par la nature de leurs attributions paraissaient en mesure de prêter à l'action publique un concours aussi efficace que constant. Il était en particulier rationnel que l'on recourût à l'aide des administrations chargées du contrôle de matières imposables sur lesquelles s'exercent des falsifications aussi variées que difficiles à découvrir. Au nombre de ces administrations apparaît au tout premier plan celle des Contributions Indirectes.

Il est, en effet, peu de denrées qui de tout temps aient fait l'objet d'autant d'additions de substances étrangères, d'opérations de toute nature que le vin, qui au point de vue fiscal relève de la Régie. Boire est une des deux fonctions quotidiennes dont la nature humaine ne peut se dispenser; il était tout indiqué que les fraudes s'exerceraient sur elle; aussi dès les Anciens les falsificateurs martyrisèrent-ils les boissons et le vin en particulier, boisson principale pour ne pas dire unique. Il n'est besoin pour s'en convaincre que de lire l'historique très intéressant de M. Louis Hue : *Les falsifications des boissons*.

Dans cette étude nous nous proposons de rechercher comment la Régie a concouru à assurer la loyauté des transactions commerciales, comment par suite de la tendance générale à multiplier les interventions de

l'Etat dans les transactions privées, l'action de la Régie, d'abord presque exclusivement fiscale, destinée à assurer le recouvrement de divers impôts, a tendu directement ou indirectement à protéger les intérêts des producteurs, du commerce honnête et des consommateurs.

Lorsqu'un objet de consommation est assujéti à l'impôt, il prête doublement aux entreprises de la fraude car celle-ci peut alors avoir pour but soit de tromper l'acheteur (fraude commerciale), soit de soustraire au fisc tout ou partie de ses droits en dissimulant les faits à l'occasion desquels l'impôt est exigible ou en atténuant par de fausses déclarations le montant des droits légalement dus (fraude fiscale), soit les deux à la fois (infraction mixte); cette dernière retiendra surtout notre attention à cause des règles particulières qui la régissent, elle sera étudiée à part (chap. V); ainsi apparaît très nettement le lien constant et étroit qui doit exister entre les diverses administrations, car il est fréquent que la fraude fiscale s'accompagne d'une fraude commerciale ou inversement. Il est d'ailleurs à remarquer que la quasi-unanimité que nous avons rencontrée pour la répression des falsifications, est loin d'être aussi certaine en matière de fraudes fiscales; c'est que les répercussions de ces dernières sur les intérêts individuels n'apparaissent pas avec une évidence égale aux yeux de beaucoup de gens; pour certains, voler l'Etat est une faute vénielle pour laquelle l'opinion publique a des trésors d'indulgence; cette mentalité ne devrait plus subsister à une époque où les ressources budgétaires votées librement par les représentants de la nation reçoivent à l'avance une affectation déterminée et sont rigoureusement contrôlées dans leur emploi; les revenus du trésor sont aujourd'hui le patrimoine commun de tous les citoyens, quiconque en détourne une parcelle commet un larcin au détriment de la collectivité et chacun devra contribuer pour sa part à combler le vide ainsi creusé dans les caisses de l'Etat. La fraude fiscale enfin comme la

fraude commerciale apporte le trouble dans les transactions et fausse les conditions de la libre concurrence, au détriment des industriels honnêtes ou, il faut bien le dire, trop étroitement surveillés pour pouvoir s'y livrer.

Si l'Administration des Contributions Indirectes a pu jouer dans la répression des fraudes un rôle si important, parfois même primordial, c'est qu'elle était particulièrement bien armée pour mener à bien cette lutte; cela résultait d'une part de son organisation générale, d'autre part de ses attributions.

Au point de vue de son organisation d'abord, la Régie est l'administration fiscale dont le réseau d'agents est le plus serré, un grand nombre de recettes ambulantes couvrent la France entière, les employés parcourent ainsi constamment les routes, soit parce que leurs fonctions les contraignent à ces déplacements, soit parce que c'est le but même de leur activité qui est de rechercher la fraude de jour comme de nuit, surveillances particulièrement efficaces dans les départements viticoles. D'autre part, les agents des contributions indirectes ou leurs auxiliaires peuvent d'autant mieux avoir vent des fraudes qui se commettent dans la région qu'ils en connaissent mieux les habitants, le ressort de leurs fonctions étant plus étroit; cette remarque s'applique surtout aux receveurs buralistes qui sont très nombreux.

Au point de vue de ses attributions ensuite, la Régie a le contrôle de matières imposables qui ouvrent un champ particulièrement large à la fraude, nous voulons surtout parler du vin, de ses succédanés et des alcools, mais elle s'occupe aussi des bières, raisins secs, vinaigres, huiles, sucres et saccharine. Pour ne pas laisser ces produits échapper à l'impôt, il a fallu organiser un système de surveillance très complet et constant, afin qu'à tout moment de son existence, la matière imposable fut, sinon sous les yeux de l'Administration, du moins prise en compte et mise à la charge d'une personne rendue responsable de l'acquittement des droits en cas de disparition de la marchandise. La surveillance ainsi commencée à

la production de la denrée, se continue durant toutes les étapes de sa circulation, jusqu'à ce qu'elle soit consommée. Il est évident que ces formalités, la tenue des comptes avec les recensements qui les accompagnent, le droit de pénétrer chez certains détenteurs de matière imposable, le droit de visite (sous des conditions que nous aurons à préciser), sont de nature à prévenir ou à faciliter la répression de certaines fraudes, le mouillage et le sucrage des vins par exemple. La Régie participe donc à la lutte contre les fraudes d'abord par la simple application des lois fiscales qui la concernent. Mais son activité à ce point de vue ne se borne pas là, elle s'exerce aussi par la mise en œuvre de dispositions qui bien qu'insérées dans des lois fiscales (en ce sens que la Régie seule est chargée d'en assurer l'exécution et de requérir les pénalités), n'ont qu'un intérêt budgétaire secondaire lorsqu'il n'est pas tout à fait absent. (Voir les nombreuses lois fiscales édictées depuis 1889 pour prévenir, réprimer les fraudes dans la vente des vins et protéger aussi la viticulture.)

Enfin, l'Administration des Contributions Indirectes apporte son concours à l'application de lois sur les fraudes, étrangères par leur objet à tout intérêt fiscal et dont il appartient au ministère public de poursuivre l'exécution (loi de 1905, lois sur la saccharine, les beurres, etc...).

Le plan de cette étude nous est tracé par la triple activité de la Régie, que nous venons de constater, dans la matière qui nous intéresse; il sera le suivant :

Chapitre 1 : Participation indirecte de la Régie à la répression des fraudes, par la simple application de lois purement fiscales.

Chapitre 2 : Participation par l'application de lois dont l'intérêt fiscal n'est que secondaire.

Chapitre 3 : Participation par l'application de lois n'ayant aucun intérêt fiscal.

Chapitre 4 : Etude de l'infraction mixte.

Chapitre 5 : La protection des appellations d'origine. Etiquetage; indication du degré et de la nature des boissons.

CHAPITRE 1.

Participation indirecte de la Régie à la répression des fraudes, par l'application de lois purement fiscales.

En matière de Contributions indirectes les impôts sont établis pour la plupart d'après les déclarations des contribuables, mais on a dû naturellement entourer ces derniers d'une surveillance incessante et prescrire un certain nombre de mesures qui constituent la sauvegarde de l'impôt. Les unes sont relatives à l'enlèvement et au transport des marchandises sujettes aux droits, ce sont les formalités de circulation; les autres consistent dans des visites, exercices ou recensements chez les fabricants, industriels ou négociants, pour reconnaître les objets passibles de l'impôt ou vérifier l'exactitude des comptes. Nous étudierons ces deux sortes de mesures en deux paragraphes, un troisième sera consacré à la garantie des matières d'or, d'argent et de platine.

§ 1. — *Formalités à la circulation.*

Pour établir un impôt sur un objet de consommation on peut adopter deux méthodes :

— ou bien saisir la matière imposable au moment où elle prend naissance par des déclarations de fabrication et le contrôle à la production.

— ou bien la saisir soit au moment de ses déplacements, soit quand elle passe du producteur ou de l'intermédiaire au consommateur.

Ce deuxième moyen est plus commode que le premier, surtout en matière de boissons, alcools, etc., et en général pour toute matière imposable dont la production étant très disséminée exigerait, si l'on

voulait le contrôle à la fabrication, un personnel de surveillance excessivement nombreux, entraînant des dépenses considérables, eu égard au rendement de l'impôt. Avec cette deuxième méthode, adoptée pour la plupart des droits recouvrés par les Contributions Indirectes, une déclaration préalable à l'enlèvement est le point de départ nécessaire; elle place chaque quantité au moment même où elle sort de chez le producteur sous la main du fisc et lui permet d'en éclairer la marche jusqu'à son arrivée au lieu de destination; on exige alors que le produit soit accompagné d'un titre de mouvement attestant soit qu'il a payé l'impôt (congé), soit qu'il est pris en compte à la charge d'une personne responsable (acquit à caution comportant crédit des droits), soit qu'il circule en franchise (Passavant-laissez-passer).

Les formalités à la circulation quoiqu'ayant encore au point de vue budgétaire un intérêt très appréciable, ont perdu beaucoup de leur importance; sans doute c'est là le mode exclusif de constatation et de perception des droits pour les vins, les cidres et les alcools de cru, mais les alcools dont la fabrication est industrialisée, se trouvant aujourd'hui placés pour la plus grande partie sous le lien de l'impôt dès l'instant même de leur production, pour eux les formalités de circulation ne sont qu'une garantie complémentaire permettant de reprendre les quantités qui auraient pu échapper au contrôle de la fabrication. Ce même caractère se retrouve pour les vinaigres, sels, sucres, bières dont les établissements de production sont tous exercés plus ou moins étroitement.

Si elles ont un intérêt fiscal moindre qu'autrefois, les formalités à la circulation ont été appelées depuis 1905 à jouer un rôle considérable en matière de fraudes commerciales. De tout temps, il est vrai, ces formalités ont mis obstacle à certains abus, mais ce n'était là qu'une conséquence indirecte de l'application pure et simple des dispositions fiscales, résultat que le législateur n'avait pas cherché.

L'article 6 de la loi du 28 avril 1816, loi qui reste

la véritable charte de l'impôt des boissons, prescrivait en effet qu'il ne pourrait être procédé à aucun enlèvement de boissons sans une déclaration préalable de l'expéditeur ou de l'acheteur, et sans que le conducteur soit muni d'une expédition. L'article 10 spécifiait que les soumissions d'enlèvement énonceraient les quantités, *espèces* et *qualités* (c'est-à-dire la nature exacte) des boissons, mentions qui devaient être reproduites par le receveur ruraliste sur le titre de mouvement qu'il établirait. On voit aisément de quelle aide précieuse ces dispositions pouvaient être pour combattre les fraudes et falsifications en matière de boissons et alcools. Devant, pour l'application de l'impôt, contrôler si la véritable qualification fiscale de la matière imposable était bien celle que portait la déclaration d'enlèvement, la Régie était à même de découvrir si le déclarant ne cherchait pas à écouler sous une fausse énonciation une denrée frelatée; ce contrôle donnait par suite à l'acheteur une garantie relative quant à la nature véritable de la marchandise qui lui était livrée. Ainsi il y aura contravention fiscale dans le fait de déclarer sous le nom de vin de la piquette ou un vin de marc. Les décisions de jurisprudence en cette matière sont nombreuses, ainsi : le transport d'eau-de-vie de marc même rectifiée sous la dénomination d'eau-de-vie de vin, constitue la contravention fiscale d'expédition inapplicable. (Cass. 10 juill. 1912 et 17 juill. 1913.)

Lorsque les employés reconnaissent à la circulation un défaut d'identité entre la boisson transportée et celle indiquée au titre de mouvement, quant à la nature et à l'espèce du produit, ils doivent le saisir et constater le fait par procès-verbal judiciaire, visant les lois de 1816 et août 1889; ce défaut d'identité constituant d'ailleurs à la fois une contravention fiscale et un délit de droit commun puni d'une peine correctionnelle (Cass. 6 mai 1892, Sir. 92.1.540 et 25 juin 1896), l'établissement du procès-verbal sera accompagné d'un prélèvement d'échantillons et des formalités indiquées au chapitre IV de cette étude.

La loi du 14 août 1889, qui dans ses articles 1, 2 et 3 donna la définition légale des vins, vins de sucre et de raisins secs, réitéra l'interdiction d'expédier un de ces liquides sous une dénomination autre que celle qu'il devait prendre légalement, mais ici le but visé n'était pas fiscal, c'est pourquoi cette loi sera étudiée au chapitre 2.

Par la suite une circulaire, n° 88 du 20 février 1894 (reprenant les termes de celle du 10 nov. 1888), qui visait particulièrement la fraude par acquit fictif dont il sera parlé plus loin, s'exprimait ainsi :

« Bien que ce genre de fraude ne mette pas en cause les intérêts du Trésor, l'Administration croit utile de renouveler les recommandations qu'elle a faites à ce sujet au service et d'insister d'une manière toute spéciale pour qu'elles soient suivies d'effets; elle attache une grande importance à la plus stricte observation de ces dispositions légales (art. 10, loi de 1816), qui peuvent lui fournir des armes très efficaces pour la répression des fraudes commerciales dont il vient d'être parlé. » ... « Les receveurs buralistes doivent exiger que les déclarations soient toujours formulées par les personnes que la loi désigne à cet effet ou par leurs représentants, et faire tout ce qui dépend d'eux pour assurer la sincérité des énonciations en exigeant des expéditeurs toutes justifications utiles. (Circ. 572 du 18 nov. 1889.) « Pour les spiritueux il faudra aussi spécifier les espèce et qualité (eau-de-vie de vin, de marc, de cidre, etc...) (Cass., 15 mai 1845), afin que l'identité puisse être vérifiée. De même en matière de cidres ce sont les mentions portées sur les titres de mouvement qui assurent pratiquement la distinction entre les véritables cidres de pommes ou de poires fraîches et les boissons d'imitation, entre les cidres proprement dits et les petits cidres; quant aux vinaigres la loi du 9 juin 1921 a institué pour eux un mode de taxation atteignant la matière première, c'est-à-dire l'alcool (sous quelque état qu'il se présente); ces produits dénaturés en présence du service jouissent après de la liberté absolue de circulation; cette loi a donc

supprimé la garantie qui résultait pour l'acheteur du fait que les expéditions devaient mentionner, sous la sanction des pénalités fiscales et de droit commun, la qualité (vinaigre de vin ou d'alcool), des produits transportés.

Mais les formalités à la circulation ne valent que par la surveillance plus ou moins attentive et constante qui s'exerce sur les mouvements de la matière imposable, selon que le produit soumis aux droits est plus ou moins facile à dissimuler, et que le transport est à plus ou moins grande distance; elles sont presque totalement impuissantes en matière de droits sur l'alcool (surtout quand les producteurs sont aussi disséminés que le sont les bouilleurs de cru), comme pour toute autre taxe dont la quotité serait élevée par rapport au poids ou au volume de la matière imposable.

Seuls offrent à ce point de vue une certitude assez grande les transports par acquit à caution; ce titre de mouvement est destiné à faciliter les transactions commerciales en rapprochant autant que possible le moment où l'impôt est acquitté de celui où les marchandises sont définitivement livrées à la consommation en épargnant aux intermédiaires l'avance de sommes parfois considérables; il indique l'itinéraire du chargement, les conditions et heures de transport, les principaux lieux de passage; il implique comme condition de décharge de l'engagement contracté par le soumissionnaire et sa caution la représentation de la marchandise au point d'arrivée, intacte en quantité et qualité.

Les marchands en gros ne peuvent (en principe du moins) disposer des boissons de nouvelle venue avant vérification du service. De plus quand les boissons spiritueuses accompagnées d'un acquit-à-caution auront parcouru un trajet de plus de 2 myriamètres, les destinataires doivent à l'arrivée présenter en même temps que l'expédition de Régie, les bulletins de transport, lettres de voiture ou connaissements applicables au chargement. (Code Boissons, art. 143.)

Ces diverses dispositions permettent à l'Administration de s'assurer que le produit est bien conforme aux indications du titre de mouvement, ce qui donne contre les fraudes fiscales ou commerciales des garanties que l'on ne pourrait obtenir au même degré, par l'emploi des autres pièces de Régie. L'acquit à caution est donc un précieux instrument de contrôle, mais au point de vue légal les allégations qu'il peut contenir ne font foi en faveur du soumissionnaire que dans une certaine mesure : ainsi il a été jugé que « les certificats de décharge n'ont le caractère de l'authenticité que relativement aux faits matériels dont les agents ont pu juger par le témoignage de leurs sens, mais ils ne font pas foi jusqu'à inscription de faux, de l'inexistence de falsifications qui ne peuvent être révélées que par des opérations scientifiques (exemple le mouillage d'un vin). (Cass., Ch. crim. arrêt du 31 mars 1906, affaire Jubien.)

Il est une mesure qui s'applique aux titres de mouvement en général dont il faut maintenant dire un mot, c'est le *visa*. Il en est de deux sortes : le visa obligatoire et le visa facultatif. Les expéditions soumises au premier, doivent être visées en cours de route à un ou plusieurs bureaux des contributions indirectes, douanes ou octroi. Quant au visa facultatif voici en quoi il consiste : les employés de la Régie lorsqu'ils rencontrent un chargement de boissons, doivent demander au conducteur (et celui-ci est tenu de l'exhiber à toute réquisition) le titre de mouvement dont il doit être porteur. (Loi de 1816, art. 17. Loi 23-4-1836, art. unique.) Ils ont alors à vérifier si le chargement correspond bien en quantité et qualité aux mentions de l'expédition, et s'il est dans les limites de délai; lorsque la conformité est reconnue ils visent les titres de mouvement; quand il s'agit de congés, ils prennent en note leurs énonciations pour rapprochement ultérieur avec les souches des registres dont ils ont été extraits. On voit l'importance de ces visas; sans eux les formalités à la circulation seraient presque rendues vaines; la soumission d'en-

lèvement de l'expéditeur ne pouvant pas toujours être contrôlée utilement par le receveur ruraliste. Aussi l'Administration a-t-elle de tout temps exhorté ses agents à multiplier le plus possible ce genre de surveillance. Les visas sont particulièrement utiles lorsqu'il s'agit de contrôler la conformité du chargement avec un titre de mouvement que l'expéditeur s'est délivré à lui-même, ce qui de par la législation actuelle se produit fréquemment. Déjà, en effet, la loi du 28 avril 1816 (art. 12), disposait que, lorsqu'il n'existe pas de recette ruraliste à leur résidence, les marchands en gros et les simples particuliers peuvent se délivrer eux-mêmes des laissez-passer provisoires, valables jusqu'à la recette ruraliste qui se trouve sur le parcours et où ils sont échangés contre de nouvelles expéditions. Par la suite les marchands en gros furent admis sur leur demande à recevoir chez eux, en dépôt, des registres divers. (Circ. n° 444, du 18 avril 1901, et 901 du 9 mai 1911.) Cette façon de procéder, qui sans doute s'inspire du désir louable de ne pas trop gêner les opérations des expéditeurs, est par ailleurs de nature à faciliter les fraudes fiscales ou commerciales.

Quant au visa obligatoire son utilité devait apparaître nettement dès qu'on engagea la lutte contre la fraude par acquit ou congé fictif.

Ces manœuvres se pratiquaient dans les conditions suivantes : certains entrepositaires, surtout ceux établis à proximité des centres de production et plus spécialement près de vignobles réputés, réussissaient à accroître dans des proportions considérables les quantités en leur possession par des mouillages et autres opérations clandestines (sucrage, alcoolisation, etc.). Comme ces manœuvres auraient fait ressortir à leurs comptes de Régie des excédents, ils imaginèrent alors de lever des titres de mouvement fictifs, sans qu'aucune quantité de vin fût mise en circulation, le titre seul étant envoyé au destinataire. Lorsque les négociants ne trouvaient pas de propriétaires qui voulussent bien ainsi se faire sciemment leurs com-

plices, ils empruntaient leur nom à leur insu, ou celui d'individus ne possédant pas de vignes, ou même celui de personnages purement imaginaires. Ces acquits servaient non seulement à régulariser les comptes du négociant, mais encore ils devenaient entre les mains de ce dernier de véritables certificats d'origine, qui lui servaient à tromper le consommateur, sur la qualité véritable des vins qui lui étaient vendus.

Déjà la circulaire n° 94 du 5 juillet 1873 avait indiqué comme moyens de déjouer les envois fictifs de marchand en gros à marchand en gros, dans les grands centres de production et même dans les villes de moindre importance, des recensements simultanés chez les deux marchands en gros, et l'application de l'article 16 de la loi du 21 juin 1873, qui prescrivait que dans les villes sujettes au droit d'entrée, les envois de boissons entre les négociants en question, devaient toujours être déclarés au moins deux heures avant l'heure indiquée pour l'enlèvement et le service à la faculté d'imposer une vignette ou un scellement. Par la suite la circulaire n° 88 du 20 février 1894 précitée invita les agents et en particulier les receveurs buralistes, à rechercher attentivement ce genre de fraude, en veillant surtout à ce que l'identité de l'expéditeur fût exacte; pour que la contravention soit consommée il n'est d'ailleurs pas nécessaire que la simulation d'enlèvement soit couronnée de succès. (Arrêt de la Cour d'Aix, du 16 juin 1906. Bull. des C. I., 1906 ; n° 18.)

Les lois du 6 avril 1897 (art. 4) et du 16 décembre 1897 (art. 8), ont édicté certaines dispositions destinées à mettre fin à la pratique des acquits fictifs, en la frappant des peines portées par l'art. 1 de la loi du 28 février 1872. De plus en matière d'alcools pour les chargements supérieurs à un hectolitre d'alcool pur, les expéditeurs sont tenus d'ajouter à leurs déclarations la désignation de la tare et du poids brut de chaque fût déclaré avec le N° du fût en regard et la température à laquelle le degré a été constaté (loi 16 déc. 1897, art. 7); ces indications

seront reproduites sur les titres de mouvement. Mais ces prescriptions n'avaient pas eu tout l'effet qu'on était en droit d'en attendre, parce que dans la plupart des cas le producteur que l'on avait désigné comme expéditeur, ignorait l'usage abusif qui avait été fait de son nom, et que d'un autre côté des ententes frauduleuses s'établissaient parfois à cet égard, entre récoltants et industriels. De plus le peu d'abondance de la récolte de 1903 et le dégrèvement des sucres encourageaient dans de fortes proportions les fraudes commerciales sur les vins, et de fait elles avaient pris une fâcheuse extension ; aussi était-il nécessaire de prendre des garanties nouvelles contre ces manœuvres : ce fut l'objet de la loi du 18 juillet 1904. L'article 8, § 1, de la loi de décembre 1897, prescrivait, pour les chargements de plus d'un hectolitre d'alcool pur, le visa des acquits à caution en cours de transport, à un ou plusieurs bureaux. Ce visa est devenu aussi obligatoire pour les chargements de vin de plus de 20 hectos (art. 1, loi 18-7-1904), limite abaissée à 10 hectos (art. 12, § 1, loi 6-8-1905) puis à 5 (art. 2, loi 15-7-1907). La réalité de l'enlèvement pourrait alors être plus effectivement contrôlée.

La loi de 1904 (art. 2) exigeait en outre que les déclarations d'enlèvement de vin de plus de 20 hectolitres, quand elles ne sont pas faites par le détenteur actuel des boissons, soient accompagnées d'une attestation de celui-ci confirmant la réalité de l'opération. Il faut, par ailleurs, remarquer que l'obligation du visa en cours de route, n'est pas d'une efficacité absolue, car elle peut être assez facilement éludée par le fractionnement des envois, afin que chaque chargement comporte un nombre d'hectos inférieur à celui à partir duquel cette formalité est requise.

La loi du 6 août 1905 précitée poursuivit la lutte contre les acquits fictifs : l'art. 10, § 1 et 2, donne à toute personne le droit de rechercher sur les registres des recettes buralistes, si des expéditions n'auraient pas été indûment levées sous leur nom ;

§ 3, les expéditions devront (sauf autorisation contraire de l'Administration), être levées au lieu d'enlèvement; § 4, toutes les expéditions de vin par acquit à caution sont soumises à l'art. 2 de la loi du 18 juillet 1904 précédemment reproduit.

L'importance attachée par l'Administration à la question des acquits fictifs apparaît nettement dans la circulaire n° 572 du 19 juillet 1904, qui se terminait ainsi : « les armes que la nouvelle loi (du 18 courant) met à la disposition du service, lui permettront de combattre avec plus d'efficacité que par le passé les manœuvres illicites qui ont si vivement ému les populations viticoles ; il importe aussi que les agents ne négligent aucun des moyens dont ils disposaient déjà pour mettre un terme à des fraudes qui, si elles se perpétuaient, risqueraient de jeter le discrédit et la ruine sur l'une des branches les plus considérables de notre production nationale ».

La solution de la lutte contre les allongements de récolte à la propriété, les fabrications illicites des négociants et les acquits fictifs devait être finalement cherchée dans le système de la déclaration de récolte, avec affichage à la mairie (loi du 29 juin 1907), dont il sera parlé au chapitre 2.

Enfin les titres de mouvement ont été appelés par la loi du 6 mai 1919, (art. 13), à jouer un rôle très utile en matière d'appellations d'origine, mais pour ne pas scinder cette question nous renvoyons à la dernière partie de cette étude qui lui est consacrée.

D'après ce qu'on a dit de leur degré d'efficacité en matière fiscale, on peut juger d'avance qu'au point de vue des fraudes commerciales les formalités de circulation ne sauraient donner à elles seules, une complète sécurité. Une preuve bien convaincante de cette constatation a été fournie pour les spiritueux, par l'inefficacité de la réglementation qu'avait édictée la loi du 2 août 1872 et qui sera étudiée au chapitre suivant. Ce système a été complètement impuissant à réaliser la distinction que le législateur avait entendu établir entre les alcools de vin et d'industrie;

en effet, la différenciation reposait uniquement sur la déclaration de l'expéditeur, déclaration qui ne pouvait, dans bien des cas, être contrôlée effectivement et d'une façon probante. On dut en conséquence adopter, pour la loi du 1^{er} mars 1903, un système différent.

Il ne faut donc pas attendre des formalités à la circulation plus qu'elles ne peuvent donner ; dans la plupart des cas elles ne seront qu'un complément de garanties, mais un complément utile dont l'action préventive peut être efficace, car elles fournissent l'occasion d'effectuer en cours de transport, des vérifications suivies, le cas échéant, de prélèvement d'échantillons. Ces formalités doivent donc subsister, mais comme on ne peut leur accorder une confiance entière il faut qu'à côté d'elles existent d'autres mesures capables de déceler la fraude au cas où les premières se montreraient défaillantes ; ce sont ces mesures que nous allons examiner maintenant.

§ 2. — *Visites. Exercices. Recensements.*

Aux termes de la Constitution du 22 Frimaire, an 8, il est défendu de pénétrer dans la maison d'un citoyen sans y être expressément autorisé par la loi (loi 22 Germinal, an 6, art. 131 — du 22 Frimaire, an 8, art. 76). Ainsi la loi du 28 avril 1816 (art. 236 et 237) permet pendant le jour la visite des employés des Contributions Indirectes chez les redevables et même, en cas de soupçon de fraude, chez les particuliers non sujets à l'exercice (après l'accomplissement des diverses formalités). Il faut donc distinguer les visites chez les assujettis et chez les non assujettis.

Le droit de visite des employés a été précisé pour éviter des abus par des lois ou décrets spéciaux à chaque catégorie de redevables ; quant aux *débitants* la loi du 29 décembre 1900 (qui a institué une taxe unique et uniforme de circulation), a supprimé pour eux l'exercice ; ce dernier, (destiné à reconnaître les boissons, en surveiller la manutention et en suivre la vente afin de constater les droits), avait été jusque-

là rendu nécessaire par la perception du droit de détail « ad valorem ». Cependant dans les communes où il n'existe pas de surveillance effective et permanente aux entrées, (sauf les villes qui bénéficiaient déjà de la taxe unique) toute personne qui vend au détail des boissons reste seulement assujettie dans ses caves, magasins et autres locaux affectés au commerce, aux visites des employés de la Régie qui peuvent effectuer les vérifications et prélèvements nécessaires pour l'application des lois concernant les fraudes commerciales et fiscales (loi du 29 décembre 1900, art. 5). Qu'il s'agisse de vins ou de spiritueux les débitants ont été admis en 1902 à recevoir les boissons par congé, mais la substitution (facultative, pour les villes de moins de 4000 habitants), du congé à l'acquit à caution réalisée par l'art. 17 de la loi de finances du 30 mars 1902, n'a pas eu pour effet de soustraire à toute vérification de la part du service, les vins et cidres reçus par les commerçants dans les localités où n'existe pas de surveillance aux entrées. Les visites autorisées par l'art. 5 de la loi du 29 décembre 1900, lui ont fourni l'occasion de procéder aux reconnaissances qui lui incombent dans l'intérêt surtout de la répression des fraudes commerciales. (Circulaire n° 486 du 1^{er} avril 1902.)

En principe les visites et exercices que les employés sont autorisés à faire chez les redevables ne peuvent avoir lieu que pendant le jour ; cependant, chez les débitants ils peuvent être faits également pendant tout le temps que les débits sont ouverts au public (art. 235, loi du 28 avril 1816 ; Cass., 29 octobre 1896 ; Bull. C. I., 1897, 2. 26), ainsi que les dimanches et jours fériés (art. 56 de la loi de 1816).

Une fois que l'employé est chez le débitant il peut, dans les locaux énumérés par la loi de 1900, constater toutes les contraventions sans l'assistance d'un officier de police judiciaire, sauf en cas d'opposition par la force. Dans les localités où il existe une surveillance effective et permanente aux entrées, les vérifications qu'il y a lieu de faire chez les débitants

soupçonnés d'introduction ou d'opérations frauduleuses, doivent toujours être précédées des formalités exigées par l'art. 237 de la loi de 1816, ou par l'art. 14 de la loi du 6 août 1905 ; il en est de même pour les locaux où le service n'a pas accès en vertu de la réglementation fiscale. Mais les débitants installés en dehors du rayon de surveillance sont soumis aux visites des employés, sans formalités (trib. St-Etienne, 3 novembre 1902). Les boissons déclarées par les débitants soumis aux visites du service sont vérifiées, dégustées et le degré des spiritueux reconnu, de même pour les boissons reçues par les détaillants (art. 53, loi de 1816).

On voit que ces visites et vérifications n'ont rien de commun avec l'exercice prévu par la loi de 1816 ; en effet tandis que ce dernier avait pour objet la constatation même de l'impôt et impliquait des vérifications approfondies et souvent répétées, les visites que le service a la faculté d'effectuer chez les débitants de boissons n'ont d'autres buts que de prévenir et de réprimer les fraudes de toute espèce (fiscales ou commerciales), puisque ces contribuables ayant perdu le bénéfice du crédit de l'impôt, acquittent au comptant les droits exigibles. Dès lors, la fréquence de ces visites dépend des situations individuelles et des circonstances locales, les vérifications devant surtout porter sur les lieux de production. Il est à remarquer par ailleurs que les restrictions apportées par la loi de 1900 au droit de visite des agents ont eu de graves conséquences, car elles ont libéré de la surveillance du service un grand nombre de débitants qui peuvent ainsi plus facilement se livrer à des opérations frauduleuses.

Quant au *marchands en gros*, ils bénéficient seuls en fait depuis la loi de 1900 du crédit des droits, faculté qui entraîne pour eux l'obligation de rendre compte au fisc de toutes les quantités dont ils sont détenteurs (art. 100, loi de 1816) ; à cet effet la loi les astreint à ne recevoir les boissons que par acquit à caution, à tenir un compte d'entrées et de sorties,

arrêté semestriellement et leur impose l'obligation de supporter dans leurs magasins, caves ou celliers, du lever au coucher du soleil (art. 101, loi de 1816, Cass., 14 septembre 1838), les vérifications des employés qui sont ainsi à même de découvrir les fraudes commises par le marchand en gros.

Aux termes de l'art. 9 de la loi du 19 juillet 1880, les marchands en gros et fabricants de liqueurs sont tenus de déclarer aux employés de la régie lors des recensements, les espèces et quantités de boissons existant dans les fûts ou autres récipients ainsi que le degré des spiritueux. Il avait été jugé que cette obligation en s'étendait pas à la nature et la qualité des spiritueux (Trib. Narbonne, 18 mars 1898, Trib. Marseille, 11 mars 1911); mais l'Administration semble à juste raison soutenir la thèse inverse en s'appuyant sur les arrêts du 15 mai 1845, Sir 45, 1, 556 et 26 avril 1913, bull. crim. n° 217. Voir aussi note au directeur de la Charente n° 4898 du 28 juillet 1913).

Les *brasseurs et distillateurs de profession* sont soumis tant de jour que de nuit aux visites et vérifications des employés de la Régie dans leurs maisons; brasseries, ateliers, magasins, caves et celliers (art. 8, loi du 30 mai 1899). Toutefois, quand les usines ne sont pas en activité les employés ne peuvent pénétrer la nuit chez les brasseurs ou distillateurs de profession qui ont fait apposer certains systèmes agréés par l'administration. De même les employés ont le droit d'intervenir dans les vinaigreries et chez les bouilleurs de cru aux moments et dans les locaux fixés par la loi.

Pour les visites à accomplir chez les non assujettis à l'exercice (redevables ou non) il faut distinguer :

a) Pour les locaux servant exclusivement à l'habitation il faut une ordonnance du président du tribunal civil de l'arrondissement ou du juge de paix du canton (loi du 6 août 1905, art. 14, art. 5, § 2, décret du 22 janvier 1919).

b) Pour les locaux des simples particuliers et des redevables affranchis de l'exercice dans les locaux ne

servant pas exclusivement à l'habitation il faut un ordre de visite établi par un employé supérieur, spécial et nominatif, visé par l'officier de police judiciaire, qui accompagne les agents, lu à l'intéressé et motivé, c'est-à-dire qu'il doit indiquer sommairement au moins l'origine des soupçons de fraude; c'est là une innovation apportée par la loi du 6 août 1905, afin d'éviter qu'une dénonciation anonyme ne serve de prétexte à une visite domiciliaire. Les motifs doivent d'ailleurs être indiqués de façon assez précise (exemple : le motif tiré d'une enquête personnelle du service ou de renseignements recueillis par lui est insuffisant, Cass. ch. crim., 25 février 1911, Gaz. Pal., 1911, 1, 420, affaire de Grasset). Mais ces dispositions risquaient en mettant plus d'obstacles aux visites de rendre la fraude insaisissable. Aussi la loi de finances du 30 janvier 1907, art. 21 (code Boissons, art. 349) est-elle revenue en partie sur les énonciations de la loi de 1905. Elle a supprimé en particulier la formalité de l'ordonnance pour les recherches ayant pour objet la découverte des fraudes relatives au sucrage, à la fabrication, à la détention, à la vente ou à la mise en vente des vins artificiels.

L'utilité des visites, exercices et recensements tant au point de vue des intérêts du trésor que des fraudes commerciales, est certaine. En effet, les employés de la Régie agissant dans la limite de leurs fonctions, au domicile d'un négociant assujetti à l'exercice, peuvent légalement constater toutes les contraventions dont ils viennent à acquérir la connaissance au cours de leurs visites, alors même qu'elles concernent des objets étrangers à l'exercice qui motive cette visite; ces principes qui avaient déjà été énoncés par la jurisprudence (voir Besançon, 6 juin 1878), ont été définitivement et formellement consacrés par la loi du 1^{er} août 1905 et les décrets chargés de sa mise en application. Les agents sont ainsi mis à même de découvrir les manœuvres frauduleuses que les formalités à la circulation ne peuvent ou n'ont pas réussi à déceler; par exemple des recensements inopinés

sont de nature à faire apparaître en excédents saisissables les quantités provenant du mouillage ou de l'alcoolisation; opérés de façon simultanée ils dévoileront la fraude par envoi fictif de marchand en gros à marchand en gros.

§ 3. — *Garantie des ouvrages d'or, d'argent, et de platine.*

Parmi les lois dont l'application est exclusivement confiée à l'Administration des Contributions indirectes, il en est une dans laquelle l'intérêt fiscal et l'intérêt économique sont étroitement liés et même complètement inséparables, c'est celle sur la garantie des ouvrages d'or, d'argent et de platine.

Dans l'antiquité où l'orfèvrerie était cependant déjà florissante, il n'existait que des lois somptuaires; aucune n'avait pour objet de prévenir les fraudes. En France, au contraire, la nécessité d'assujettir l'industrie des orfèvres à des prescriptions destinées à assurer (moyennant certains droits) le titre des ouvrages, a été reconnue par tous les rois depuis Saint Louis (1260). On peut dire que ces prescriptions relatives aux métaux précieux, constituent une des premières manifestations de la tendance de l'Etat à s'immiscer dans les affaires des particuliers pour assurer la loyauté des transactions. En effet l'or, l'argent et plus tard le platine employés dans la bijouterie et l'orfèvrerie, sont presque toujours alliés à un métal commun; la fraude sur le titre ne pouvait manquer de tenter les industriels peu scrupuleux, d'autant plus qu'elle est particulièrement difficile à déceler. C'est pourquoi, dans les Etats policés, les gouvernements se sont attachés de tout temps à empêcher et à punir les altérations de titre. Le droit actuel de garantie représente les droits de marque et de contrôle (ou de seigneurage), établis par la déclaration du 31 mars 1672. A la Révolution, par suite de l'abolition des jurandes et de la suppression des impôts indirects, les fabricants se trouvèrent affranchis de toute surveil-

lance; cette liberté engendra de si graves abus que l'on dut voter la loi du 19 Brumaire an 6, autant pour faire cesser la défiance qui s'était emparée du public et ne pas compromettre à jamais la prospérité de cette branche du commerce national à l'intérieur comme à l'étranger, que pour restituer à l'Etat un revenu dont il avait besoin. A ces deux ordres d'idées, qui avaient inspiré la déclaration du Conseil des 500 du 26 Vendémiaire an 6, correspondant dans la loi du 19 Brumaire an 6, deux sortes de dispositions :

Les unes, ce sont celles qui nous intéressent surtout, ont pour but de garantir au public le titre des ouvrages en métaux précieux; elles déterminent les titres auxquels ils peuvent exclusivement être fabriqués et tracent les règles relatives à l'apposition des poinçons;

les autres organisent la perception de l'impôt sur ces ouvrages (bureaux, personnel, fonctions, etc...).

L'art. 37 de la loi de finances du 8 avril 1910 a étendu au platine les règles édictées pour l'or et l'argent par la loi de Brumaire an 6, et par les lois subséquentes.

De par ces lois tous les ouvrages en métaux précieux fabriqués ou vendus en France sont assujettis à la garantie; deux administrations qui relèvent du Ministère des Finances concourent à l'exécution de ce service : celle des Monnaies et Médailles et celle des Contributions Indirectes. Leurs attributions respectives ont été d'abord déterminées par la loi de l'an 6. L'enregistrement des dépenses dans les bureaux de garantie et le recouvrement des droits à percevoir fut transféré à la Régie des Contributions Indirectes par l'art 80 de la loi du 5 Ventôse an 12, et le décret du 28 Floréal an 13, donna aux préposés de cette administration le droit, concurremment avec les employés des bureaux de garantie, de constater les délits et contraventions à la loi de Brumaire et de poursuivre les condamnations aux peines encourues. L'ordonnance du 5 mai 1820 régla par la suite d'une manière précise le domaine respectif des deux administra-

tions : tout ce qui concernait le régime administratif, la proposition et le règlement des dépenses, la perception du droit, l'ordre des bureaux, la surveillance des redevables était du ressort des Contributions Indirectes. La partie technique était réservée aux Monnaies.

Mais le décret du 18 mai 1909 (art. 1), a décidé que les anciennes attributions des Monnaies et Médailles, en ce qui concerne la garantie des matières d'or et d'argent seraient transférées d'une manière générale à la Régie. Toutefois les Monnaies restent chargées de la direction et de la fabrication des poinçons et bigornes, et des contestations sur le titre des ouvrages soumis à l'essai.

Le droit de transaction a été accordé à la Régie des Contributions Indirectes par l'art. 11 de la loi du 22 avril 1905 (sauf pour les cas tombant sous le coup du Code pénal) ; elle est de plus chargée de la perception du droit, du règlement des dépenses et de la surveillance des marchands ou fabricants (ordon. du 5 mai 1820 ; décrets du 18 août 1887 et du 10 avril 1888). Le nombre maximum de bureaux qui pouvaient être créés (200) n'a jamais été atteint. La Régie possède 30 bureaux de garantie dans la France continentale et 7 en Algérie où les lois de la Métropole en cette matière ont été rendues applicables par le décret du 24 juillet 1854. Les contrôleurs de la garantie appartiennent tous au cadre des Contributions Indirectes ; ils correspondent avec le directeur de leur département (sous les ordres immédiats duquel ils sont placés), pour tout ce qui est relatif à l'application des règlements et à l'observation des instructions émanant de l'administration des Monnaies (art. 2 du Décret du 10 avril 1888).

Les receveurs des Contributions Indirectes étant chargés de la perception des droits, c'est d'habitude à la recette principale ou particulière que le bureau de la garantie est installé. Les receveurs de la Régie qui recouvrent ces droits sont aussi chargés d'autres parties du service de cette administration lorsqu'il est

reconnu que la cumulation de ces fonctions n'est pas nuisible au service de la garantie.

Les employés du service général (recettes ambulantes), au cours de leurs fonctions doivent, lorsqu'ils en ont l'occasion, se rendre chez les bijoutiers, joailliers et fabricants d'ouvrages en métaux précieux pour y procéder à des vérifications et se rendre compte en particulier si les objets mis en vente portent les poinçons de garantie appropriés; ils indiquent les principales opérations auxquelles ils se sont livrés sur un carnet spécial envoyé en fin de trimestre au Directeur; afin qu'ils puissent opérer utilement leurs vérifications, ils sont munis des instruments propres à leur faire connaître la légalité des marques apposées (Circ. 58 du 8 octobre 1822).

Les objets précieux, déposés aux Monts-de-piété et autres établissements de vente, sont assujettis aux droits de garantie, lorsque ces derniers n'ont pas été acquittés avant le dépôt. (Loi du 19 brum an 6, art. 28). Cette disposition est applicable aux ventes opérées dans les maisons particulières par un officier public (Déc. min. fin, du 23 mai 1806). Dans ce cas, le commissaire priseur doit aviser le service de la Régie. (Décret du 8 therm. an 13, et Circ. du 28 juin 1823); un contrôleur se transporte alors sur les lieux et après vérification, dresse la liste des objets non revêtus des empreintes qu'ils doivent porter; si le vendeur y consent ils sont envoyés à un bureau de garantie pour y recevoir la marque, sinon ils sont brisés.

Le rôle que joue la Régie dans la répression des fraudes est ici très net; par le seul fait qu'elle assure l'exacte perception du droit sur les ouvrages en métaux précieux, elle garantit aux acheteurs le titre de ces objets. C'est en partie à ce contrôle que l'industrie française de la bijouterie et de l'orfèvrerie est redevable du haut renom de probité dont elle a joui de tout temps dans le monde entier.

CHAPITRE 2.

Participation de la Régie à la répression des fraudes, par l'application de lois dont l'intérêt fiscal n'est que secondaire.

Le rôle de la Régie, à l'égard des fraudes commerciales, s'est longtemps borné à la simple application des lois fiscales que nous venons d'examiner, sans que le législateur ait visé directement ce résultat. Mais depuis le milieu du 19^e siècle environ, son champ d'action en cette matière s'est considérablement élargi, et l'Etat tendant toujours de plus en plus à s'immiscer dans les transactions privées, on a vu se développer toute une série de lois nouvelles dont l'application incombe exclusivement au personnel des Contributions Indirectes, lois qui revêtent dans la forme le caractère de dispositions fiscales, mais qui en fait sont inspirées par des considérations dans lesquelles l'intérêt budgétaire n'a qu'une part secondaire ou est même totalement absent. Leur but réel est la protection d'intérêts purement économiques et comme nous allons le voir plus spécialement viticoles, mais ces derniers sont en relation étroite avec la répression des fraudes commerciales.

Nous étudierons l'ensemble de cette législation en deux paragraphes.

§ 1. — Protection des eaux-de-vie naturelles; garantie de provenance.

L'article 8 de la loi du 2 août 1872, marque le début de cette évolution; par cet article le législateur a manifesté pour la première fois, formellement, son intention de faire servir les formalités de circulation à garantir la loyauté des transactions commerciales.

Voté par l'Assemblée Nationale sur l'initiative de la députation des Charentes, cet art. 8 avait essentiellement pour objet de protéger les producteurs d'eaux-de-vie de vin ou similaires contre la concurrence souvent déloyale des alcools d'industrie, qui tendaient à les supplanter sur le marché en usurpant leurs dénominations, et prémunir en même temps commerçants et consommateurs contre les tromperies dont ils pourraient être les victimes. Le moyen employé était le suivant : tout acquit à caution accompagnant des spiritueux devait porter l'indication des substances avec lesquelles ces spiritueux auraient été fabriqués, l'acquit délivré serait blanc pour les alcools de vin, sur papier rouge pour les alcools d'industrie et sur papier bleu pour les alcools de mélange. L'acquit devenait ainsi un instrument propre à authentifier les produits qu'il accompagne, c'est-à-dire à renseigner le destinataire sur la nature véritable de la marchandise qu'il reçoit. Ces dispositions n'ont pas donné les résultats que leurs promoteurs en attendaient et il devait en être nécessairement ainsi. En effet, d'une part, pour assurer l'efficacité de ces mesures, il aurait fallu étendre aux congés le système adopté pour les acquits à caution et tenir des comptes distincts pour les alcools de diverses natures en la possession des entrepositaires; mais cette condition même n'eût pas été suffisante; du moment où la couleur des titres de mouvement à délivrer reposait uniquement sur la déclaration de l'expéditeur, on ne pouvait avoir de garanties sérieuses qu'autant qu'on aurait disposé de moyens de contrôle permettant le cas échéant d'établir juridictionnellement que la provenance réelle de l'alcool n'était pas celle que le déclarant avait mentionnée dans sa soumission d'enlèvement. Or ce contrôle a posteriori n'était pas possible par la raison qu'il n'existe pas de procédé sûr d'analyse permettant de discerner un alcool d'industrie d'un alcool de vin convenablement rectifié et encore moins une eau-de-vie de mélange d'une eau-de-vie naturelle. La sincérité des déclarations reposait donc en fait à peu près uni-

quement sur la bonne foi des intéressés, et un système qui n'a pour sanction effective que celle de la conscience a de grandes chances de tomber dans le plus complet discrédit; c'est en effet ce qui arriva. Tout ce que l'on pouvait faire c'était de délivrer exclusivement des acquits rouges pour les alcools sortant des distilleries industrielles et d'empêcher qu'un négociant ne réexpédiât comme alcools de vin sous acquit blanc des quantités supérieures à celles qu'il avait reçues en vertu de titres de mouvement de même nature; l n'y avait en fait aucun moyen d'empêcher les substitutions.

La difficulté à résoudre était en réalité la suivante : ce n'est pas lorsque les spiritueux sont déjà rentrés dans la circulation que l'on peut songer à les différencier suivant leur provenance; pour arriver à un résultat pratique c'est à l'origine même qu'il fallait établir cette différenciation. Or pendant longtemps il n'en put être ainsi, puisque les bouilleurs de cru distillaient librement, mais la mesure est devenue réalisable sur des bases certaines, le jour où les opérations de cette catégorie très importante de producteurs ont été soumises à la surveillance du service des Contributions Indirectes par la loi du 31 mars 1903. Si cette loi a donné de bien meilleurs résultats, c'est que son article 23 a substitué le système préventif au système répressif; la différenciation entre les divers alcools se ferait dès lors au lieu même de production et reposerait non plus sur une simple déclaration de l'expéditeur mais sur les constatations mêmes du service, qui atteste la *provenance* du produit, c'est-à-dire la nature des substances avec lesquelles les spiritueux ont été fabriqués; l'Etat en quelque sorte se porte garant de la nature véritable du produit, il certifie qu'à partir du moment où les matières premières (vins, cidres, poirés, mères, etc...) ont été mises en œuvre, jusqu'à celui où l'alcool entre dans la consommation, il n'a pas été altéré par addition d'une substance étrangère; à cet effet il contrôle la fabrication et la vente du produit.

L'économie du système instauré par la loi du 31 mars 1903 peut se résumer ainsi : Les expéditions acquits ou congés sont de deux sortes : les unes sur papier *rose* pouvant être utilisées pour les spiritueux de toute espèce et ne préjugant dès lors en rien quant à leur provenance, les autres sur papier *blanc* qui sont affectées spécialement :

1° aux eaux-de-vie et alcools naturels provenant de la mise en œuvre *sous le contrôle de la Régie* des vins et produits vinicoles (mars, lies), cidres, poirés, cerises et prunes.

2° aux rhums et tafias naturels importés des colonies françaises, les importateurs fournissant les justifications en conséquence.

3° aux genièvres naturels provenant de la distillation simple du seigle, blé, orge ou avoine (loi du 15 février 1902).

Les titres de mouvement blancs mentionnent la substance avec laquelle les produits ont été fabriqués et il est annexé aux acquits à caution un bulletin constituant un certificat d'origine (ou plutôt de provenance pour parler plus exactement) et qui lors de la remise des acquits au service est détaché pour être conservé par le destinataire; cette pièce établira pour le consommateur l'authenticité des produits qui lui sont livrés; pour les envois à des entrepositaires les bulletins d'origine sont retirés des acquits à caution par le service au moment de la prise en charge et détruits par ses soins (loi du 15 juillet 1907, art. 4).

Depuis le décret du 19 août 1921, les eaux-de-vie de vins cidres, etc..., bien que rectifiées, conservent le droit de circuler sous acquit blanc, tandis que les rhums et genièvres qui, par suite d'une rectification ont perdu leurs caractères spécifiques, ne peuvent plus bénéficier des titres de mouvement sur papier blanc. (Circ. 1209 du 23 nov. 1921.) Ces titres ne sont pas refusés aux eaux-de-vie provenant de la distillation des lies fraîches, des vins de surplâtrage et des piquettes (Circ. 1209 précitée), mais les eaux-de-vie obtenues par la mise en œuvre des produits sucrés en première

ou en deuxième cuvée ne peuvent circuler que sous le couvert de titres roses. (Circ. 539 du 26 août 1903 et 613 du 8 août 1905.)

L'acquit blanc 1903 était délivré aussi bien aux bouilleurs de cru qu'aux distillateurs de profession; lorsque survint le vote de la loi du 27 février 1906, qui rétablit le privilège, les bouilleurs de cru conservèrent néanmoins la faculté d'obtenir la délivrance d'acquits blancs, en consentant à subir l'exercice. (Loi du 17 avril 1906, art. 10.)

Le consommateur ne s'approvisionnant qu'exceptionnellement chez le producteur, la loi de 1903 spécifiait que le négociant qui a reçu des spiritueux sous acquits blancs peut, lorsqu'il les réexpédie, obtenir la délivrance d'acquits ou de congés de même couleur, à la condition qu'il ait emmagasiné distinctement ces spiritueux (les locaux où ils sont réunis pouvant d'ailleurs communiquer entre eux) et les ait fait prendre en charge à un compte spécial (ouvert ou portatif 50 A) où ils sont suivis à la fois pour leur volume et pour la quantité d'alcool pur qu'ils représentent. Enfin le dernier § de l'art. 23 stipule expressément que les spiritueux en charge au compte spécial ne doivent être modifiés ni dans leur composition ni dans leur goût et qu'en particulier ils ne peuvent être l'objet d'aucun coupage avec d'autres spiritueux provenant du compte général; mais les négociants conservent bien entendu la faculté de mélanger librement entre elles les diverses eaux-de-vie naturelles du compte spécial; ils peuvent aussi les mélanger aux trois/six d'industrie ou en faire des liqueurs mais elles perdent alors le droit au titre blanc. De plus l'art. 23 dispose que si un mouillage est nécessaire pour ramener au degré de consommation des eaux-de-vie et alcools fabriqués à un degré supérieur, cette opération devra faire l'objet d'une déclaration préalable indiquant la quantité d'eau qui doit être ajoutée, l'augmentation de volume qui en résultera, les jours et heures de l'opération; les employés y assisteront si possible.

Postérieurement à la loi du 1^{er} août 1905, la Cour de

Cassation a rendu un arrêt aux termes duquel « l'acquit blanc n'étant qu'un mode de preuve de l'origine des alcools et ne se confondant pas avec cette origine, la preuve de tromperie sur l'origine de la marchandise ne résulte pas du simple fait de vendre sous acquit-à-caution blanc des alcools qui, aux termes de l'art. 23 de la loi du 31 mars 1903, n'avaient droit qu'à l'acquit rose, même quand la production de l'acquit blanc a été la cause principale de la vente (affaire Bavu, 12 février 1914, Gaz. Pal. 1914. I. 433 et 18-3-1915, B, p. 93), les dispositions de l'art. 1 (§§ 3 et 5) de la loi de 1905 ne pouvant être étendues à des tromperies autres que celles qu'elles prévoient. Il est nécessaire d'établir qu'en réalité l'origine de l'alcool n'était pas conforme à celle stipulée par l'acheteur.

Il est à remarquer par ailleurs que sous l'empire de la loi de 1872, chacun des trois types d'acquits s'appliquait exclusivement à une nature déterminée de spiritueux; sous le nouveau régime, au contraire, l'acquit ou congé rose constitue un titre de mouvement commun à la généralité des spiritueux, quelle que soit la matière dont ils sont extraits. Il ne doit même porter aucune mention relative aux substances avec lesquelles les boissons ont été fabriquées, ni au lieu d'origine des matières premières (Circ. 743 du 25-4-1908 — 1209 du 23 nov. 1921); quant aux acquits et congés blancs leur emploi n'est pas obligatoire pour les intéressés et la Régie n'est autorisée à en délivrer que pour ceux des spiritueux dont elle est en mesure de certifier la provenance (Circ. 520 du 4 avril 1903).

Depuis 1913, on ne pouvait plus alimenter le compte 1872 avec des eaux-de-vie naturelles à acquits blancs 1903 (Note n° 786 du 5 septembre 1912). Un tempérament fut apporté à cette mesure par une nouvelle décision en date du 22 sept. 1913; par la suite, la disparition plus rapide du compte 1872 fut hâtée par une décision du Ministre qui a admis les producteurs et les négociants à transférer ce compte aux comptes 1903 et 1909 sous réserve d'autorisations indi-

viduelles accordées sur l'avis du service local. (Lettre n° 14341 du 30 déc. 1920.)

Le régime instauré par la loi de 1903 est resté longtemps en vigueur dans ses grandes lignes pour les rhums, tafias et genièvres, mais le bénéfice de l'acquit blanc a en outre été subordonné ultérieurement :

a) pour les eaux-de-vie et alcools naturels de vin à la condition, en ce qui concerne les bouilleurs de cru, qu'ils ne se seront livrés à aucune opération de sucrage en première cuvée et en ce qui concerne les bouilleurs de profession qu'ils justifieront que les producteurs des vins, par eux mis en œuvre, ne se sont pas livrés à ladite opération. (Art. 6, loi du 6 août 1905.)

b) pour les eaux-de-vie et alcools naturels de vins, cidres, poirés, etc..., à la condition qu'ils soient non seulement emmagasinés à part (loi de 1903), mais encore dans des locaux séparés par la voie publique de tous locaux qui contiennent des spiritueux qui n'ont droit qu'aux titres de mouvement sur papier rose. (Art. 3, § 1, loi du 15 juillet 1907.)

Par cette dernière disposition on a voulu rendre les substitutions chez les intermédiaires sinon impossibles du moins difficiles. On a pensé qu'il ne pourrait ainsi y avoir de confusion (voulue ou non) entre les spiritueux de natures diverses soumis à un régime différent quant à la tenue des comptes et aux conditions d'expédition.

Quant au système du compte spécial (qui devait être utilisé plus tard pour la garantie des appellations d'origine proprement dite), le législateur en l'instituant n'avait pas été guidé par des considérations d'ordre fiscal; il était préoccupé de garantir l'authenticité des produits naturels en question. L'existence au compte spécial d'excédents soit en volume, soit en alcool pur, doit être considéré comme une infraction grave parce qu'elle implique une introduction frauduleuse dans le local affecté aux spiritueux naturels et pour ce motif tout excédent doit être saisi par procès-verbal; les manquants, au contraire, peuvent avoir

une cause parfaitement licite, cependant si les manquants en volume n'étaient pas en rapport avec ceux constatés sur l'alcool pur, ce serait l'indice d'une situation anormale et le service devrait en rechercher la cause. (Circ. 520 du 4 avril 1903.) Il importe de remarquer que le caractère et l'objet de la garantie offerte par l'acquit blanc diffère suivant les trois catégories de spiritueux distinguées par la loi; ainsi pour les rhums et tafias ce titre de mouvement atteste seulement qu'ils proviennent directement des colonies françaises.

§ 2. — *Protection des vins contre les vins artificiels.*

Telle est l'évolution du système inauguré par la loi de 1872; elle resta d'abord isolée, mais à partir de 1889 le législateur intervint dans les transactions commerciales par une série de dispositions concernant tantôt les vins, tantôt les spiritueux et dont les tendances étaient analogues à celle de la loi de 1872; voici quels événements motivèrent ce mouvement législatif.

Pendant la crise phylloxérique le marché avait été envahi par des boissons vineuses de remplacement et particulièrement par des vins de marcs, de sucre ou de raisins secs. Il faut ici préciser quelques-uns des termes qui seront souvent employés par la suite pour désigner ces vins artificiels :

Le *vin de marc* ou *piquette* est le produit de la fermentation des marcs de raisins avec de l'eau sans addition de sucre (art. 1, loi du 11 juillet 1891), d'alcool ou de matières sucrées (art. 3, loi du 6 avril 1897, § 6). (Par marcs on entend la vendange après pressurage ou après foulage poussé à fond).

Le *vin de sucre* (ou de deuxième cuvée) est obtenu par la fermentation des marcs de raisins frais avec de l'eau et du sucre (art. 1, loi du 11 juillet 1891); c'est le pétiotage ou pétiotisation.

Le *vin sucré* (en première cuvée) ou *chaptalisé* est le produit de la fermentation du raisin frais ou de

son jus additionné de sucre dans la limite légale pour en remonter le degré (chaptalisation).

Dans la *gallisation* le sucre est ajouté à la cuve avec addition d'eau ; il y a donc ici sucrage et mouillage.

Ces fabrications que l'on avait dans une certaine mesure encouragées, notamment par une réduction de l'impôt sur les sucres employés à cet usage (loi du 29 juillet 1884) — alors que le vin naturel faisait défaut — ne tardèrent pas, lorsque les maladies cryptogamiques de la vigne purent être combattues avec succès et que les vignobles eurent été reconstitués, grâce aux plants américains à grand rendement, à entraver l'écoulement des récoltes de nouveau abondantes. Les producteurs firent entendre de vives réclamations contre des pratiques qui étaient devenues une cause de dépréciation des vins naturels ; une campagne très active contre les différents succédanés du vin s'organisa dans les départements du Midi et fut signalée par des désordres qui un moment dégénérèrent même en émeutes. Cette fois encore le législateur fit appel au concours du service des Contributions Indirectes pour sauvegarder les intérêts des commerçants loyaux, des consommateurs et surtout, il faut bien le dire, ceux des viticulteurs. C'est la Régie, en effet, qui est spécialement chargée de l'application d'une série de lois, qui réglementent la fabrication, la circulation et la détention des vins artificiels et prescrivent les mesures destinées à en prévenir la production clandestine. Nous allons examiner sommairement les principales de ces lois.

La *loi du 14 août 1889*, dite loi Griffe, du nom de son rapporteur à la Chambre des Députés, était destinée « à prévenir et réprimer la fraude dans la vente des vins par l'obligation imposée aux expéditeurs et vendeurs d'indiquer la nature exacte du produit par eux livré (vin, vin de sucre, de raisins secs, etc...) » Rappelons que cette obligation résultait déjà pour les premiers de l'article 10 de la loi du 28 avril 1816, mais la loi de 1889 la réitère en donnant la définition légale du vin : « produit exclusif de la fermentation

des raisins frais » (art. 4) : toute autre boisson similaire sera désormais imposée comme liquide alcoolique. L'article 7 punissait des peines de la loi du 27 mars 1851 la vente faite de mauvaise foi de la denrée falsifiée.

L'article 4 spécifie que les fûts ou autres récipients contenant des vins de sucre ou de raisins secs devront porter mention de leur contenu; les livres, factures, lettres de voiture, etc..., devront contenir les mêmes indications.

L'arrêté ministériel du 19 août 1889, pris en exécution de l'article 5, indique que les déclarations d'enlèvement et les titres de mouvement indiqueront désormais les substances avec lesquelles le produit a été fabriqué et que les expéditions seront :

sur papier blanc pour les vins de raisins frais;

sur papier orange pour les vins de sucre;

sur papier vert d'eau pour les vins de raisins secs (ou leur mélange avec les précédents).

C'est là une idée identique à celle qui avait inspiré la loi de 1872 précédemment étudiée; on cherchait à utiliser les titres de mouvement pour renseigner l'acheteur ou plutôt l'intermédiaire sur la nature exacte du produit, mais l'efficacité de ce système était liée à celle des formalités de circulation en général, de la surveillance exercée, et nous avons dit plus haut ce qu'il est permis d'en penser.

La loi du 26 juillet 1890 a soumis les fabricants de vins de raisins secs à la surveillance permanente des employés de la Régie (déclaration de profession, licence, enseigne, déclarations de fabrication et de cessation, tenue de quatre comptes). L'article 1 de la loi stipule que les raisins secs ne pourront circuler qu'en vertu d'acquets à caution. Ce système permettait de suivre les produits jusqu'au lieu de destination et de veiller à ce que la fabrication des vins de raisins secs ne se transporte pas frauduleusement chez les simples particuliers. (Circ. 606 du 13 octobre 1890.)

La loi du 11 juillet 1891 (circ. 12 du 18 juillet 1891). Les dispositions de la loi de 1889 n'étaient pas suffi-

samment complètes pour permettre à la Régie d'exercer avec toute l'efficacité désirable le rôle qui lui avait été dévolu. En outre diverses questions, intéressant plus spécialement l'hygiène publique, n'avaient pas été réglées; aussi le Parlement a-t-il voté la loi de 1891 (loi Brousse).

L'article 1 vise les vins de marcs ou de sucre qui ne devront être expédiés ou mis en vente que sous ce nom (c'est le cas des piquettes). Les articles 2 et 3 font tomber sous le coup de la loi de 1851 l'addition au vin, vin de sucre, de marcs ou de raisins secs, de matières colorantes ou de certains produits énumérés.

Il est défendu de vendre des vins plâtrés contenant plus de 2 grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre (cette question sera d'ailleurs étudiée à part); les fûts et récipients, les livres, factures, etc..., devront porter l'indication qu'ils concernent des vins plâtrés.

Ce sont là des prescriptions d'ordre exclusivement hygiénique; le service des Contributions Indirectes était appelé à veiller à leur application dans les conditions générales où il concourt à l'exécution des lois de police; les infractions qu'il pouvait avoir à relever à cette occasion, donnaient lieu à la rédaction non d'un procès-verbal judiciaire, rapporté à la requête de la Régie, mais de procès-verbaux administratifs dressés suivant les règles rappelées par la circulaire n° 572 du 18 novembre 1889 et transmis au parquet.

L'article 4 prévoit (système déjà employé par la loi de 1872 pour les spiritueux) qu'à l'avenir pour faciliter le contrôle et la surveillance, les vins, vins de sucre, de marcs ou de raisins secs, chez les marchands en gros ou au détail, et les entrepositaires, seront suivis au moyen de comptes particuliers et distincts: ils seront tenus séparément dans les magasins afin d'empêcher les mélanges clandestins; c'est là le retour à un état de choses qui avait fonctionné en vertu de recommandations administratives de 1879 à 1880. (Circ. 272 du 4-9-1879.) Pour assurer l'exécution de ces articles le service devait exercer une surveillance attentive sur les opérations des assujettis; par le

mouillage les marchands en gros pouvaient accroître clandestinement les quantités de vins de raisins secs en leur possession et cela en vue d'expédier une partie de ces liquides sous la dénomination de vin de vendanges, sauf à écouler sans expédition l'excédent que cette opération ferait apparaître au compte de ces derniers vins; la fraude fiscale aurait servi dans ce cas à masquer la fraude commerciale; pour parer à l'une et à l'autre le service pouvait recourir à des recensements imprévus, à des prélèvements d'échantillons à l'enlèvement, enfin à la surveillance à la circulation.

Mais la garantie serait illusoire si les récoltants qui fabriquent librement le vin de leur récolte, pouvaient impunément ajouter des raisins secs à leurs vendanges, mélanger des vins de sucre avec les vins de première cuvée et vendre les mélanges sous le nom de *vin*. Aussi le législateur a-t-il autorisé (art. 5) certains droits de contrôle sur les opérations des récoltants faisant emploi de raisins secs ou de sucre. De plus les registres et bulletins concernant l'envoi de plus de 200 kilogrammes de raisins secs, les demandes de sucrage à taxe réduite pour la fabrication des vins de sucre, étaient conservés à la direction ou à la sous-direction où ils devaient être communiqués à tout requérant moyennant 50 centimes.

La loi du 24 juillet 1894 concernait le mouillage et le vinage des vins.

Déjà auparavant le fait d'ajouter de l'alcool ou de l'eau au vin était considéré par la jurisprudence comme faisant perdre au produit du mélange la qualité du vin. (Cass. 30-1-91.) Quant au *mouillage* la loi de 1894 dispose que dans les cas prévus par les §§ 1 et 2 de l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851 les pénalités seront applicables, même dans le cas où la falsification par addition d'eau ou d'alcool serait connue de l'acheteur ou du consommateur (art. 1 et 2).

En ce qui concerne le *vinage*, il convient de rappeler ici en quoi il consiste et quel avait été jusque-là son régime. Viner c'est relever par addition d'alcool la

richesse alcoolique d'un vin; l'opération prend le nom de mutage lorsqu'elle a pour objet de prévenir ou d'arrêter la fermentation d'un vin encore à l'état de moût. Ces deux opérations sont d'une application courante dans la fabrication des vins de liqueur, des vermouths et autres apéritifs et des vins mousseux. Le vinage est également pratiqué à l'égard de certains vins expédiés sur les marchés lointains et qui sans cela supporteraient mal le transport ou ne satisferaient pas le goût des consommateurs étrangers qui réclament des vins corsés. La question du vinage des vins ordinaires destinés à la consommation intérieure a longtemps été l'objet d'ardentes controverses; certains pays de plaine produisent des vins plats dont le placement serait facile s'ils pouvaient être économiquement remontés par addition d'alcool. D'autres vins par suite d'une fermentation défectueuse contiennent encore du sucre non transformé et sont pour ce motif sujets à des maladies qu'on peut prévenir par une addition d'alcool. Le vinage peut donc être un moyen de sauver de mauvais vins, mais, outre qu'il aboutit à tromper le consommateur sur la qualité du produit qui lui est livré, il présente le grave inconvénient de faciliter les fraudes commerciales et fiscales par mouillage. On alcoolise en effet les vins surtout en vue de permettre aux détaillants de les allonger d'eau sans que la fraude soit trop apparente.

Interdit implicitement par le décret du 12 octobre 1812, le vinage en franchise fut autorisé sous certaines conditions par les lois du 8 décembre 1814 et 28 avril 1816, dans une limite trop libérale à laquelle la loi du 24 juin 1824 ne remédia que fort imparfaitement. Grâce à ces concessions véritablement excessives, les plus graves abus ne tardèrent pas à être signalés, ils se trouvèrent aggravés par le fait qu'on introduisait dans les villes dites rédimées (loi de 1832), de grandes quantités de vins vinés qui prêtaient à des mouillages que les débitants exempts de toute surveillance pratiquaient sur une large échelle. Une opposition très vive contre le vinage s'éleva dans les départe-

tements viticoles dont les vins insuffisamment chargés en couleur ne se prêtaient pas à des vinages suivis de dédoublement. A la suite de la grande enquête sur le régime des boissons ordonnée par la loi du 29 déc. 1849, le décret-loi du 17 mars 1852 (art. 22), restreignit le vinage en franchise pour l'intérieur à sept départements et prit des dispositions contre le vinage clandestin effectué avec l'alcool de cru. Les remèdes adoptés furent insuffisants; le développement des voies ferrées donna aux départements autorisés à viner en franchise toutes facilités pour répandre leurs vins additionnés d'alcool sur toute l'étendue du territoire. A la suite d'une nouvelle protestation des autres départements (vainement combattue par les départements privilégiés et par les représentants de la région du nord, dont les distilleries fournissaient au midi l'alcool de vinage) la loi du 8 juin 1864 ne laissa subsister le vinage (légalement du moins) que pour les vins destinés à l'exportation. En fait le privilège des bouilleurs de cru permettait à ces récoltants de viner en franchise une partie de leur récolte avec l'alcool obtenu par la distillation de l'autre partie en dehors de toute surveillance.

Vers 1892 la question du vinage se présentait sous un aspect plus net. Il ne s'agissait pas de savoir si l'on vinerait ou non, mais plutôt de savoir si l'on vinerait clandestinement sans rien payer (à la faveur du privilège des bouilleurs de cru); ou bien si l'on vinerait ouvertement sous la surveillance de la Régie et en acquittant une redevance modérée.

A cette époque d'ailleurs, sous l'influence des changements survenus dans la tarification douanière et dans les conditions de la production viticole, un revirement d'intérêts et d'opinion se produisait dans le Midi même où le vinage avait jusqu'alors recruté ses partisans. L'Administration fut alors vivement sollicitée de poursuivre la répression du vinage clandestin en s'autorisant des termes de la loi du 14 août 1889, qui réserve la dénomination de vin au produit exclusif de la fermentation du raisin frais. C'est dans le

but de rendre cette répression plus facile que la députation du Midi fit voter la loi de 1894, qui interdit formellement toute addition d'alcool au vin pour la consommation intérieure (sauf pour les vins de liqueur, de quinquina et les mousseux). Il faut ajouter qu'en dépit de cette loi le vinage subsista dans le Midi, grâce au privilège des bouilleurs de cru; on y employait aussi des alcools d'industrie reçus sous acquit à caution et auxquels les alcools de cru étaient substitués pour obtenir décharge des titres de mouvement (fraudes par substitution); ces fraudes restaient presque toujours impunies devant l'impuissance de l'analyse à les déceler, quand elles sont renfermées dans des limites modérées. Ces pratiques, en rendant vendables des petits vins défectueux, risquaient d'aggraver la surabondance du vin (cause principale de la mévente) et de rendre nos produits suspects à l'étranger.

La loi du 6 avril 1897 (loi Turrel) est à la fois une loi fiscale et une loi de police; il y a des dispositions exclusivement fiscales (ex. : enlèvements fictifs) avec pénalités se référant à une loi fiscale, mais il n'est pas douteux que le législateur a voulu aussi protéger la viticulture et compléter les mesures que nous avons précédemment analysées. (Voir Rapport Perrier de Larsan à la Chambre.)

Art. 1 : les vins artificiels (sauf les mousseux) sont exclus du régime fiscal des vins et soumis aux droits et régime de l'alcool pour leur richesse alcoolique totale acquise ou en puissance.

Art. 2 : les raisins secs à boisson ne circuleront qu'en vertu d'acquits à caution.

Art. 3 : la fabrication, la circulation et la détention en vue de la vente des vins de marcs et de sucre, des cidres et poirés produits autrement que par la fermentation des pommes ou poires fraîches sont interdites. D'après cet article les vins de sucre doivent être consommés par l'exploitant et les piquettes ne sont admises à circuler que si elles sont destinées à des particuliers pour leur consommation familiale. Les

infractions à cette loi ont été jugées fiscales. (Cass, 12 mai 1910. Bull. crim. 251.)

Les dispositions des lois précédentes n'ayant rien changé aux facilités que la loi du 29 juillet 1884 assurait au sucrage, ne donnèrent pas les résultats qu'on en attendait ; aussi la *loi du 29 déc. 1900* (art. 16) limita-t-elle d'après les besoins présumés de la consommation familiale des producteurs les quantités de sucre susceptibles d'être employées à tarif réduit dans la fabrication des vins.

Les prescriptions de cette loi semblaient avoir apaisé les craintes de la viticulture, lorsque les modifications apportées par la *loi du 28 janvier 1903* au régime des sucres vinrent à nouveau éveiller en elle les plus vives appréhensions. Cette loi, en effet, avait supprimé le tarif de faveur établi au profit du sucre de vendanges mais avait abaissé en même temps l'impôt général de 60 frs à 25 frs les 100 kgs (taux de l'ancienne taxe réduite). L'opération du sucrage, qui au tarif de 60 frs était très onéreuse, allait devenir rémunératrice et risquait de prendre une extension d'autant plus grande que l'emploi en viticulture du sucre provenant du commerce libre n'était soumis à aucune réglementation. On a craint que ces facilités données à la pratique du sucrage n'amènent un renouveau d'activité de la part des fraudeurs. Pour parer à ce danger et calmer en même temps l'émotion légitime du monde viticole, il parut nécessaire de restreindre dans une certaine limite la liberté du sucrage en le soumettant à une réglementation particulière. L'art 7 de la loi du 28-1-1903 (complété par les art. 32 et 33 de la loi de finances du 31-3-1903 et les lois des 6 août 1905 et 29 juin 1907) institue le contrôle direct par les agents de la Régie des opérations de sucrage basé sur la déclaration du contribuable à la recette buraliste, trois jours au moins à l'avance ; il réglemente la simple possession du sucre en quantité supérieure à 50 kg. chez les détenteurs de vendanges, moûts ou marcs de raisins. La loi de 1903 n'autorise les propriétaires, les acheteurs de

vendanges (mais non de moûts) à procéder au sucrage que sous une des deux formes suivantes : en première cuvée par addition de sucre à la vendange (avec un maximum de 10 kgs par 3 hectos de cette dernière) ; le produit obtenu pourra être vendu sous le nom de vin ; — en deuxième cuvée par versement de sucre et d'eau sur les moûts pour fabriquer des vins de sucre destinés à la consommation familiale. Dans le premier cas, le sucre paie une surtaxe de 100 frs par 100 kilogrammes.

De plus le droit de recherche du public (loi 11-7-1891), s'étendra désormais à toutes déclarations de sucrage ou de détention de sucre en quantités supérieures à 50 kgs.

La circulaire 572 du 19 juillet 1904 s'exprimait ainsi :

L'Administration insiste pour que tous les abus soient énergiquement poursuivis ; elle est convaincue que le service des C. I. saura s'acquitter avec succès d'une mission dont l'objet consiste à défendre les grands intérêts de la viticulture française et à sauvegarder le bon renom de ses produits. »

La loi du 18-7-1904 visait (voir chapitre I, § 1) dans ses 2 premiers articles les acquits fictifs ; son article 3 interdisait dans Paris toute fabrication de liquides fermentés autres que les bières et les cidres de pommes ou de poires fraîches (fabrication que l'on ne pouvait contrôler), sauf pour les simples particuliers à domicile ; cette interdiction devait par la suite s'étendre aux cidres (art. 11, loi du 6 août 1905).

1905 fut une année où le législateur fit preuve en matière de répression des fraudes d'une activité particulièrement intense ; ce fut d'abord la loi générale du 1 août 1905, fondamentale en la matière, elle sera étudiée au chapitre 3 ; puis celle du 6 août 1905 qui visant les boissons, les vins artificiels et le sucrage concerne plus spécialement les Contributions Indirectes ; avant d'en exposer les dispositions principales il convient de rappeler les circonstances qui en ont motivé la promulgation.

En 1902 et 1903 la récolte du vin avait été faible (39 et 35 millions d'hectolitres). les prix étaient montés à 29 frs l'hectolitre au début de 1904. Les viticulteurs qui avaient eu à supporter les crises de 1900 et 1901, semblaient rassurés, lorsque 1904 amena une vendange de 66 millions d'hectolitres (moyenne 1900-1904 : 47 millions). Aussitôt les cours baissèrent considérablement ; l'hectolitre se vendit en 1905 de 5 à 10 frs, et moins cher encore en 1906. La question de la mévente des vins agitait donc de nouveau les esprits dans les départements du Midi, et pour trouver les remèdes à la crise, on cherchait naturellement quelles en étaient les causes ; c'est ici que le désaccord éclatait. En fait la situation était la suivante ; les départements du Midi atteints les premiers par le phylloxéra reconstituèrent également les premiers leurs vignobles ; comme l'essentiel paraissait alors de produire beaucoup, les prix étant très élevés, non seulement, ils le firent en adoptant l'aramon, espèce à gros rendement, à teneur en alcool et en extrait moindre, mais on utilisa des terrains mieux appropriés, on irriga, on eut recours à la taille longue et aux fumures énergiques, deux moyens d'augmenter le rendement au détriment, d'ailleurs, de la qualité ; ce calcul réussit quand dans les autres régions de France la récolte est médiocre, mais il aboutit, quand elle y est aussi abondante, aux plus graves mécomptes. C'était là pour les viticulteurs une de ces situations que l'on se décide difficilement à envisager en face ; on cherche à se faire illusion à soi-même et plutôt que de voir la cause véritable du mal dont on souffre, on est tenté de l'attribuer à d'autres causes, qui, si elles ne sont pas purement imaginaires, ne jouent du moins qu'un rôle accessoire. Alors que la mévente des vins était surtout la conséquence d'une orientation fâcheuse donnée à la production du Midi, les viticulteurs de cette région étaient portés à voir la raison de cette crise dans la concurrence déloyale des vins artificiels. Nous avons vu quelles avaient été jusque-là les mesures adoptées contre cette sorte de

vins; on augmenta les droits de douane sur les raisins secs, on interdit le mouillage et on favorisa les vins naturels par la suppression des droits d'octroi. Mais ces mesures furent malheureusement insuffisantes. Après 1903, en effet, la déclaration de sucrage et l'intervention du service ne procuraient plus au récoltant aucun avantage (les sucres de viticulture n'étant plus privilégiés). Dans les formalités imposées on ne voyait qu'une gêne sans compensation, une ingérence déplaisante des agents du fisc dans l'exercice du droit de propriété; il était donc à prévoir que les récoltants seraient tentés de sucrer sans déclaration (c'est-à-dire en fait en proportion illimitée). De plus la suppression de l'exercice pour un grand nombre de débitants (loi de 1900), avait ouvert une nouvelle porte à la fraude, porte que la loi du 18 juillet 1904 avait fermée à moitié mais pour Paris seulement et encore l'Administration avait-elle, par une circulaire, permis chez 34.000 débitants la fabrication de boissons de ménage titrant moins de 2 degrés et qui servaient en fait à augmenter clandestinement la quantité de vin naturel qui rentrait chez les débitants. Qu'il y ait donc eu sous le rapport du sucrage de réels et très sérieux abus, surtout depuis l'abaissement du droit sur les sucres, on ne saurait le contester, mais il paraît peu vraisemblable qu'ils aient eu toute l'influence qu'on a voulu leur attribuer, surtout qu'à cette époque le prix de revient du produit ainsi obtenu était sensiblement supérieur au prix du vin naturel. Il était malgré tout certain que tant que le sucrage serait permis pour la consommation familiale, la fraude trouverait matière à s'exercer.

Il est enfin une troisième considération qui devait entrer en jeu; jusque là la distillation des vins avait servi de régulateur; or elle avait presque disparu pour trois raisons principales: le privilège des bouilleurs de cru était très atténué, l'alcool d'industrie faisait une concurrence souvent victorieuse aux alcools de vin et le vinage était interdit. Les producteurs du Midi réclamaient deux sortes de mesures, afin, comme

le disait M. Doumergue à la séance du 25 mai 1905, que « le liquide vendu sous le nom de vin soit réellement du vin » : les uns voulait réglementer la circulation et la détention du sucre, les autres soumettre les propriétaires de vignes à l'obligation de déclarer chaque année l'importance de leur récolte, afin de mettre un terme aux allongements de récolte à la propriété, pratiqués par le propriétaire lui-même ou par le négociant acheteur de la récolte, grâce aux locaux et au matériel du vigneron ; on luttait ainsi contre les acquits fictifs. Il faut bien, en effet, reconnaître que c'est au vignoble même que la fraude se pratiquait avec le plus d'intensité ; c'est là, en effet que l'on dispose de la matière première par excellence des fabrications clandestines, les marcs de vendanges, et l'alcool de cru ; en fait si l'on voulait réellement et sincèrement enrayer la fraude, c'est sur ce terrain qu'il fallait la combattre.

Ces réclamations devaient enfin aboutir après bien des péripéties au vote de la *loi du 6 août 1905*.

ART. 1 : Les opérations de sucrage ne pourront désormais avoir lieu que durant la période des vendanges (sauf bien entendu pour les vins de Champagne et les mousseux).

ART. 2, combiné avec le § 1 de l'art 3 il ajoute les vins destinés à la vente et les lies à l'énumération des produits qui ne peuvent être détenus sans déclaration et justification d'emploi concurremment avec une quantité de sucre supérieure à 50 kg. On comblait ainsi une lacune de l'art. 7 de la loi de 1903, mais l'observation de ces prescriptions impliquait des perquisitions domiciliaires, opérations qu'on doit éviter de multiplier ; par ses art. 14 et 15 la loi de 1905 complétait celle de 1903 et tendait à rendre ces perquisitions plus rares en les entourant de formalités nouvelles (voir chapitre 1).

On chercha donc un moyen préventif d'obliger les personnes détenant du sucre concurremment avec des substances viticoles à faire la déclaration qui leur était imposée. A cet effet l'art. 3, § 2 décida que « tout

envoi de sucres ou glucoses fait par quantités de 50 kgs au moins à une personne n'en faisant pas le commerce ou n'exerçant pas une industrie qui en comporte l'emploi, sera accompagné d'un acquit à caution remis à la Régie par le destinataire dans les 48 heures suivant l'expiration du délai de transport. Les négociants convaincus de fraude encourront certaines pénalités (tenue d'un compte-visites de la Régie).

ART. 3, § 3 : Tout détenteur d'une quantité de sucre ou de glucose supérieure à 200 kgs et dont le commerce n'en comporte pas l'emploi est tenu d'en faire déclaration à la Régie et de se soumettre aux visites de ses employés.

ART. 7 : Il interdit la mise en consommation des vins de marcs de sucre et autres vins artificiels ; ils devront être transformés en alcool après paiement de leur valeur ou être détruits.

L'ART. 8 impose à tout expéditeur de marcs de raisins ou de lies sèches l'obligation de se munir à la recette ruraliste d'un passavant indiquant le poids expédié et l'adresse du destinataire.

L'ART. 12, § 2 et l'ART. 13, interdisent la circulation en vue de la vente des piquettes ; il y a prohibition absolue sauf pour les piquettes destinées à l'expéditeur lui-même.

La deuxième partie de la loi concernait les spiritueux et plus spécialement les acquits blancs portant certificat d'origine ; nous l'étudierons au chapitre 5.

La loi de 1905 ne contenta pas les représentants de la viticulture méridionale ; ils auraient voulu que l'on généralisât les formalités à la circulation des sucres et que toutes les personnes faisant commerce de cette denrée fussent en tous lieux soumises à un exercice rigoureux ; le Gouvernement ne pouvait évidemment aller jusque-là ; il chercha à donner une satisfaction partielle aux doléances des producteurs de vin, en faisant voter *la loi du 29 juin 1907*.

Nous avons exposé plus haut le but de la déclaration de récolte avec affichage à la mairie des enlèvements effectués ; mettre un terme aux allongements

de récolte à la propriété et à la fraude par acquits fictifs; l'affichage désignant à l'indignation publique les récoltants fraudeurs, la publicité était ainsi pour ces derniers, dans une certaine mesure, le commencement de la sagesse et de l'honnêteté.

L'art. 1 de cette loi impose à tout viticulteur l'obligation de faire chaque année, aussitôt que possible après la fin des vendanges, une déclaration de récolte à la mairie de la commune où il fait son vin, avec indication de la superficie des vignes qu'il exploite; les receveurs buralistes ne pourront délivrer de titres de mouvement concernant les enlèvements à effectuer de chez le déclarant pour une quantité supérieure à celle qu'il a déclarée. La circulaire 695 du 13 juillet 1907 fixe les conditions d'application de ce système; les employés de la Régie contrôlent le cas échéant les déclarations de récolte surtout en cas de soupçon de fraude ou connaissance d'opérations irrégulières; en cas de défaut de déclaration pas de possibilité d'expédier; la déclaration frauduleuse de récolte constitue une contravention fiscale, elle doit comprendre la totalité des vins récoltés, celle des stocks antérieurs sans distraire les quantités destinées à la consommation personnelle de l'intéressé. (Cass. crim., 30 janv. 1919.)

Sans doute ces mesures n'offraient pas de garanties absolues et n'allaient pas sans quelques inconvénients, mais la déclaration de récolte ne saurait s'écarter de la réalité au point de permettre des fraudes considérables à cause du contrôle de l'opinion publique. De plus elle n'a rien de vexatoire ni de gênant même pour les producteurs honnêtes.

L'art. 2 prescrit la déclaration à la mairie dans les trois jours de la réception pour ceux qui reçoivent des moûts ou vendanges fraîches.

L'art. 4 interdit la fabrication, l'exposition, la mise en vente, vente de produits ou mélanges œnologiques de composition secrète ou indéterminée destinés soit à améliorer et à bouqueter les moûts et les vins, soit à les guérir de leurs maladies soit à fabriquer des vins artificiels. Ici l'absence de caractère fiscal de

la disposition est très nette, aussi comme nous le verrons plus loin, le procès-verbal de constatation sera seulement transmis au Parquet (loi 1-8-1905).

L'art. 5 frappe d'une taxe complémentaire de 40 frs. le sucre employé au sucrage des vendanges en première cuvée (dans les limites autorisées par la loi du 28 janvier 1903).

L'art. 6 § 1 restreint la faculté de fabrication des vins de sucre (20 k. de sucre par membre de la famille, 20 k. par 3 Hl. de vendanges avec un maximum de 200 k. par exploitation) et des piquettes (40 kilos par exploitation) pour la consommation familiale.

Art. 8 : les formalités de circulation et de détention pour les sucres et glucoses sont abaissées à la limite de 25 kgs.

Il intervint par la suite d'assez nombreuses dispositions fragmentaires parmi lesquelles on peut citer les suivantes :

la loi de Finances du 8 avril 1910 étend les formalités de circulation aux vendanges fraîches, afin de permettre au service de connaître tous les acheteurs de vendanges, l'importance de leurs approvisionnements et faciliter par là même la découverte des opérations clandestines. La loi de finances du 13 juillet 1911, art. 4, titre I, s'est efforcée par une réglementation appropriée de prévenir les abus pouvant résulter de l'extraction par le procédé de diffusion du vin contenu dans les marcs de vendanges. La vente et l'expédition des piquettes aux simples particuliers permise jusqu'à la cessation des hostilités par circulaire 1080 du 30 sept. 1917 a cessé d'être autorisée par la circulaire 1134 du 29 oct. 1919.

La guerre et la période subséquente n'amenèrent pour ainsi dire pas de modifications appréciables aux dispositions des lois antérieures dans la matière qui nous concerne, si ce n'est des majorations de tarifs.

Que peut-on penser de la législation si touffue et souvent si hésitante que nous avons ci-dessus analysée ?

Il est à remarquer, tout d'abord, que les diverses lois nées des récriminations des viticulteurs avaient en fait deux buts d'ailleurs étroitement liés : le premier de supprimer ou tout au moins de restreindre la concurrence faite au vin naturel par des boissons n'ayant aucun droit à cette appellation et le second de réprimer les fraudes commerciales en matière de vins, qui sont souvent la conséquence de la fabrication des vins artificiels. Le caractère protectionniste de ces mesures est allé toujours en s'accroissant ; si l'on considère en effet celles qui ont pour objet de combattre les fraudes sur les vins on constate qu'il s'agissait seulement à l'origine (lois de 1889 et 1891) d'obtenir que les produits fussent livrés à la consommation sous des dénominations indiquant exactement leur nature et rien à coup sûr n'était plus légitime. Puis on a fait intervenir l'impôt et la Régie pour modifier les conditions de la concurrence entre des produits destinés aux mêmes usages ; ainsi on a soumis les vins de raisins secs au régime de l'alcool et grevé de droits de douane fort élevés les raisins secs eux-mêmes ; c'est également à une surtaxe qu'on a eu recours plus tard pour enrayer le sucrage des vins en première cuvée ; on en arriva finalement à une prohibition presque absolue ; on limita la quantité de piquettes que le vigneron peut fabriquer avec les marcs de sa récolte. Ce sont là d'indéniables atteintes à la liberté individuelle, nous n'avons pas à discuter l'opportunité de pareilles mesures ; si le Parlement les a votées c'est qu'apparemment elles se justifiaient par des considérations d'intérêt général, et du moment où l'on avait cru devoir y recourir on était forcément amené à en confier l'exécution au service des Contributions Indirectes particulièrement armé pour en assurer l'application. Quant à l'efficacité de ces mesures c'est une autre question, elle n'est que relative ; ainsi pour le sucrage les formalités ne sont imposées que pour les transports de plus de 25 kgs. effectués à destination de certaines personnes, d'où une double conséquence : 1° il est possible de

les éluder en fractionnant les envois ; 2° l'intervention du service ne peut se produire utilement qu'au moment du déchargement, car jusqu'à ce moment le transporteur de sucres non accompagnés de titres de mouvement peut toujours alléguer qu'il les conduit à une destination pour laquelle les formalités ne sont pas exigibles.

De ces mesures il n'en est qu'une seule dont le Trésor retire un avantage : c'est l'institution d'une surtaxe de 100 frs. par 100 kgs. pour le sucrage en première cuvée ; encore faut-il remarquer que la pensée du législateur n'a pas été de procurer une ressource au budget, mais bien plutôt de rendre l'opération plus onéreuse pour celui qui s'y livre. Cette particularité mise à part on est amené à reconnaître que le service de la Régie opère en ces matières de fort nombreuses vérifications dans un but étranger au recouvrement de l'impôt et que son concours a été largement utilisé au profit des intérêts viticoles et de la répression des fraudes commerciales sur les boissons ; ce rôle du service des Contributions Indirectes est à rapprocher pour mémoire de celui qui lui a été dévolu de 1884 à 1903, dans l'intérêt de l'industrie sucrière et de la culture de la betterave, afin de lutter contre la concurrence étrangère.

CHAPITRE 3.

Participation de la Régie à l'application de lois contre les fraudes n'ayant aucun intérêt fiscal.

On ne s'est pas contenté de faire servir la loi fiscale à la satisfaction d'intérêts économiques, on a de plus habilité le personnel des Contributions Indirectes à constater les infractions à des lois de police générale n'ayant pour la plupart rien de commun avec l'intérêt du trésor.

Il en fut d'abord ainsi pour les lois sur la pêche et la chasse (décrets 1844 et 1852), puis en matière de roulage, auxquelles le service de la régie devait concourir dans une certaine mesure. A une époque plus récente ces agents ont été investis des pouvoirs nécessaires pour participer à la répression des fraudes dans la vente du beurre.

La loi du 16 avril 1897, réservait le nom de *beurre* avec ou sans qualificatif au produit « exclusivement fait avec du lait ou de la crème provenant du lait ou avec l'un et l'autre, avec ou sans sel, avec ou sans colorant. » L'art. 10 du décret du 9 nov. 1897 énonce au nombre des agents chargés de la surveillance, les employés des C. I. commissionnés à cet effet par le ministre de l'Agriculture. La circulaire 283 du 31 mai 1898 détermine les conditions dans lesquelles le service doit exercer la surveillance sur les beurseries industrielles, les fabriques de margarine et la vente de la margarine, de l'oléo-margarine et du beurre. Le Ministre de l'Agriculture a jugé que tous les agents des C. I. devaient être appelés à concourir à cette surveillance et à l'exercer sur tous les points de leur sphère d'action tout en exécutant leur service habituel. Les art. 8 et 19 du décret de 1897 leur don-

nent en effet le droit de pénétrer dans les locaux où l'on fabrique pour la vente, dans ceux où l'on prépare et vend du beurre, de prélever des échantillons de la marchandise fabriquée, exposée ou vendue comme beurre. L'habitation du cultivateur, fermier, propriétaire ou régisseur qui se borne à transformer en beurre le lait de ses propres vaches reste, bien entendu, en dehors de cette surveillance. Les agents de la Régie peuvent en outre prélever des échantillons en quelque endroit que ce soit, aussi bien dans les gares de chemin de fer que sur la voie publique. D'après un arrêt de la Cour de Cassation du 12 mai 1900, le ministre de l'Agriculture avait tout pouvoir pour commissionner en bloc tous les agents de l'Administration (lettre du ministre au Directeur général des C. I. du 7 mai 1898) ; c'est du reste ce qui a eu lieu. La loi du 23 juillet 1907 a modifié (voir circ. 702 du 20 sept. 1907) la procédure de constatation et appliqué aux fraudes sur les beurres, certaines des prescriptions de la loi du 1 août 1905, dont il sera parlé plus loin. (Voir aussi décret du 23 mars 1924.)

Un rôle particulièrement important a été réservé au service de la Régie dans l'application de la loi du 30 mars 1902 concernant *la saccharine et autres édulcorants artificiels* ; cette loi avait pour objet de protéger la santé publique contre les dangers qu'offrirait la consommation de ces substances ; la saccharine en effet ne s'assimile pas ; elle est douée en outre de propriétés antifermentescibles qui suspendent ou retardent le travail digestif. Il convenait aussi de protéger l'industrie sucrière (fabricants de sucre et cultivateurs de betteraves) contre une concurrence déloyale. La saccharine en effet, qui chimiquement n'a aucun lien de parenté avec les sucres proprement dits, a un pouvoir sucrant très intense évalué, suivant le degré de pureté du produit de 300 à 550 fois celui du sucre ; cette propriété explique le développement que n'a pas tardé à prendre la fabrication de cette matière et sa substitution au sucre dans la préparation d'un grand nombre de produits alimen-

taires. Aussi dès son apparition dans le commerce le Gouvernement, s'appuyant sur l'avis du comité d'hygiène, a-t-il, par un décret du 1 déc. 1888, interdit l'importation de la saccharine en France. De plus une circulaire du Ministre de la Justice en date du 16 oct. 1888 prescrivait aux procureurs généraux de considérer l'emploi de la saccharine dans les boissons et substances alimentaires comme constituant un délit de falsification tombant sous l'application des lois des 27 mars 1851 et 5 mai 1855. L'Administration des C. I. s'était elle-même associée à l'exécution de ces prescriptions ; elle s'était attachée dans les limites de son pouvoir à combattre l'emploi de la saccharine. Elle avait invité ses employés à prélever à fin d'analyse des échantillons des produits qui leur sembleraient suspects et à porter à la connaissance des Parquets les faits, toutes les fois que les résultats de l'analyse paraîtraient concluants. Jusqu'à 1902 ces mesures n'avaient pas donné de résultats très appréciables. Aussi la loi de finances du 30 mars 1902 (art. 49 à 54, décret du 12 avril) a-t-elle eu pour objet de combler les lacunes de la législation antérieure : désormais la fabrication des substances édulcorantes artificielles ne peut avoir lieu que dans les usines soumises à la surveillance permanente du service des C. I., à qui incombe, pour la plus grande part, le soin de relever les contraventions ; la vente doit en être faite exclusivement soit à des pharmaciens pour des usages thérapeutiques et pharmaceutiques, soit à des industriels admis, sous certaines conditions, à utiliser ces substances pour la préparation de produits non alimentaires ; enfin, la circulation de ces matières est assujettie à des formalités étroites. La circulaire 709 du 24 oct. 1907 prescrit au service d'opérer pour la constatation des infractions en la matière suivant les principes de la loi du 1 août 1905 et du décret du 31 juillet 1906. Les peines que la loi de 1902 édictait étaient exclusivement des peines de droit commun, mais comme le Trésor est intéressé dans la répression (les abus dans ce domaine étant de nature

à affecter la consommation du sucre, donc de nuire à la prospérité de l'impôt), une autre loi du 26 déc. 1908 a complété lesdites pénalités par une amende fiscale, ce qui permet à l'Administration des C. I. d'intervenir dans les poursuites et de suppléer au besoin à l'inaction du ministère public ; c'est donc là un cas d'infraction mixte. La loi du 7 avril 1917 a permis pendant la guerre des dérogations aux principes de la loi de 1902 ; ce régime exceptionnel a pris fin en 1922.

Le service de la Régie a été aussi appelé à concourir à l'application de la loi relative à la protection des conserves de sardines, de légumes et de prunes contre la fraude étrangère, (loi du 11 juillet 1906, circ. du 27 juillet, n° 659).

Les différentes mesures dont il a été question jusqu'à présent ne visaient que telle ou telle branche de produits. Le législateur ne s'en est pas tenu là ; il a entrepris de définir plus étroitement les fraudes dans la vente des marchandises *en général* et spécialement les falsifications de denrées alimentaires et de produits agricoles ; tel a été l'objet de la loi du 1 août 1905 ; elle a codifié en les complétant les textes antérieurs. Mais cette loi n'était pas complète ; au fur et à mesure que la pratique journalière révélait des difficultés d'interprétation ou des omissions, le Gouvernement et les Chambres furent obligés de mettre en vigueur des dispositions nouvelles, afin de donner à la loi toute son efficacité (ex. : lois des 5 août 1908 et 25 juillet 1912). De plus le législateur de 1905 n'avait fait que poser des principes ; il s'en était rapporté au gouvernement pour prendre les mesures destinées à faire entrer ces principes dans le domaine de l'application ; c'était lui confier une tâche singulièrement complexe et délicate en raison des intérêts considérables et souvent difficiles à concilier qui étaient en jeu, ainsi que des conséquences fort graves pouvant résulter des mesures qu'il s'agissait d'édicter. Les règlements à élaborer se rattachaient à deux ordres d'idées différents :

1° Fixer la procédure à suivre pour la constatation

des infractions (ex. : décrets du 31 juillet 1906 et du 22 janvier 1919).

2° Appliquer la loi aux diverses catégories de produits visés par elle, préciser pour chacun d'eux les manipulations licites et les falsifications délictueuses ; dans cet ordre d'idées plusieurs décrets intervinrent en 1907 (3 sept.), en 1908 (graisses, cidres, bières, etc.), en 1921 (19 août, décret sur les vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux) ; décret du 12 janvier 1922 sur les eaux minérales naturelles et artificielles.

La loi de 1905 contenait diverses dispositions intéressant le service des Contributions Indirectes. Aux termes de l'art. 10, « en cas d'action pour tromperie ou tentative de tromperie sur l'origine des marchandises, des denrées alimentaires ou des produits agricoles et naturels, les magistrats instructeurs et les tribunaux peuvent ordonner la production des registres et documents des diverses administrations et notamment celle des Contributions Indirectes. L'article 15 aggrave les dispositions répressives édictées par diverses lois fiscales (ex. : celles de 1889, 1891, 1894 et 1897, sur les fraudes dans la vente des vins ; du 28 janvier 1903 sur le sucrage des vendanges, etc.). »

Le décret du 31 juillet 1906 rendu par application de l'art. 11 de la loi du 1^{er} août 1905 indique dans l'art. 2 de son titre I au nombre des autorités qualifiées pour opérer des prélèvements :

« Les agents des C. I. (et des douanes), agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ».

Il était d'ailleurs naturel que pour assurer la meilleure exécution de la loi, le législateur fit appel une fois de plus au service de la Régie ; la nature même de ses occupations le désignait tout particulièrement comme nous l'avons vu, pour cette tâche ; il est constamment en surveillance sur les routes, dans les gares, les ports et chez un grand nombre d'industriels ou de commerçants détenant une importante variété de marchandises qui font plus spécialement

l'objet de fraudes fiscales ou commerciales (vin); il est en même temps et depuis longtemps habitué à rechercher la fraude et à rédiger des procès-verbaux (Voir les paroles de MM. Doumer, Cochery, etc., séances des 15, 16 et 20 décembre 1909 à la Chambre). D'autre part, l'art. 4 du décret de 1906 impose aux administrations publiques l'obligation de fournir aux agents qui ont qualité pour opérer des prélèvements (art. 2) tous les éléments d'information nécessaires à l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905. Sur la réquisition écrite de ces agents les chefs locaux de service et les receveurs buralistes dans les localités non pourvues d'un poste d'employés doivent leur communiquer sur place les registres, portatifs, déclarations de sucrage, etc., dont ils demandent à prendre connaissance; aucune rétribution ne peut être exigée pour la communication de ces documents (voir circ. 661 du 23 août 1906). Mais ce droit n'est dévolu qu'aux agents commissionnés par le préfet ou le Ministre de l'agriculture; les autres agents ont à se mettre en rapport avec le Directeur des C. I. qui apprécie dans quelle mesure les communications peuvent leur être faites.

Inversement, des dispositions combinées des art. 15 et 22 du décret du 31 juillet 1906 il résulte que lorsque des échantillons de vins, cidres, bières, alcools ou liqueurs prélevés par des agents autres que ceux des C. I. sont incriminés de fraude, le Préfet doit transmettre au Procureur de la République, avec le procès-verbal de prélèvement, le rapport du laboratoire relatif à ces échantillons et donner ensuite avis de cet envoi au Directeur des C. I. De son côté si des poursuites sont décidées en dehors de toute intervention des agents de la Régie, le Procureur de la République doit faire connaître au Directeur ou à l'employé de la Régie le plus élevé en grade au siège du tribunal, 10 jours au moins à l'avance, les jour et heure de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée; ces prescriptions ont été confirmées par l'art. 39 du décret du 22 janvier 1919 ci-après étudié.

Dès la réception de l'avis du préfet, les Directeurs et sous-directeurs doivent s'informer des motifs du prélèvement d'échantillons, rechercher si les faits retenus tombent sous l'application de la législation spéciale aux Contributions Indirectes et le cas échéant prendre les dispositions utiles pour déposer à l'audience fixée par le Parquet des conclusions tendant à la condamnation du prévenu aux pénalités fiscales encourues; il s'agira alors d'une infraction dite *mixte* (voir chap. 4). Dans le cas où le procureur de la République renoncerait à l'action publique il y aurait lieu, avant d'engager toute poursuite, de rendre compte de l'affaire sous le timbre du contentieux, à l'Administration qui apprécierait la suite à donner en ce qui concerne l'action fiscale. Les prélèvements d'échantillons opérés par le service de la répression des fraudes sur les boissons et spiritueux pouvant entraîner la constatation de manquants au compte des redevables ou un défaut d'identité entre les expéditions et le chargement, ce service doit adresser (Circ. du 14 janvier 1908) au Directeur de la Régie un P. V. administratif sur papier libre portant entre autres indications le volume du liquide prélevé et si possible le degré pour les spiritueux et vins de liqueur. Cette formalité est en fait inutile pour les vins, cidres et poirés vu le faible volume des échantillons et des droits qu'ils représentent par rapport au chargement total.

Quand les faits constituent une infraction mixte, ils continuent à être constatés dans la forme usitée en matière de Contributions Indirectes, mais les Directeurs doivent aviser le Parquet et le Préfet. Lorsque l'infraction constatée est uniquement prévue par la loi du 1^{er} août 1905, les employés se conforment aux prescriptions des art. 5 à 11 du décret et à celles de l'arrêté ministériel du 1^{er} août 1906, en ce qui concerne le prélèvement et le scellement des échantillons, la rédaction du procès-verbal et la transmission de cet acte ainsi que des échantillons à

la préfecture ou à tout autre service administratif qui sera désigné.

Le décret du 31 juillet 1906 a été complété et remplacé par le décret du 22 janvier 1919 (circ. 1115 du 18 février 1919) qui confirme les pouvoirs donnés à l'Administration. Mais les délits de fraudes n'en constituent pas moins des délits de droit commun qui peuvent (art. 1 du décret) être recherchés et poursuivis comme les autres délits du moment qu'ils ont été découverts par un des moyens ordinaires prévus par le droit commun.

Il nous reste à examiner comment ces principes ont été appliqués et mis en œuvre dans la pratique.

1) *Compétence des agents de la Régie.*

« Les agents des C. I. n'ont à intervenir qu'à l'égard des personnes déjà soumises par la loi fiscale à leur propre initiative; mais les Préfets pourront signaler au Directeur des C. I. de leur département les soupçons de fraudes qui porteraient sur des assujettis à cette Administration afin que le service recherche les occasions de réprimer les faits délictueux » (Circ. agric. du 26 février 1907). Le rôle des agents de la Régie a été précisé dans une Circ. de l'agric. du 17 octobre 1910 :

« Ce rôle doit être différent suivant qu'il s'agit des campagnes et des communes peu importantes ou des villes dans lesquelles existe une surveillance effective et permanente aux entrées.

Dans le premier cas les agents des C. I. peuvent pénétrer dans les magasins des marchands en gros de cidres, vins, poirés, hydromels et alcools, dans les distilleries, les brasseries, les établissements des fabricants, marchands en gros et détaillants de vinaigres et enfin chez les détaillants de boissons. Ils peuvent être ainsi appelés à prélever dans ces établissements des échantillons de produits soumis à l'impôt indirect tels que vins, cidres, etc.; ils peuvent de même opérer des prélèvements à la circulation. En même temps il leur est loisible de relever incidemment les contraventions relatives à d'autres

matières alimentaires non soumises à l'impôt indirect telles que beurres, margarines, graisses, huiles sur lesquelles au cours de leur intervention ils ont pu découvrir ou soupçonner l'existence de fraudes sans avoir eu à se livrer pour cela à des recherches particulières. » C'est là un point de vue confirmé par un jugement du tribunal correctionnel de la Seine (aff. Dubois, 30 mai 1908, Gaz. Pal. 18 août 1908).

« D'une manière générale les employés des C. I. peuvent donc prélever des échantillons de toutes les matières alimentaires qui se trouvent soit dans les établissements où ils pourront être appelés en raison de leurs fonctions, soit sur la voie publique, les quais des ports ou des gares.

Dans les villes possédant une surveillance effective et permanente aux entrées les agents de la Régie n'ont pas le droit d'intervenir dans les débits de boissons, la loi ne leur donnant pas accès dans ces établissements; sous cette réserve ils peuvent opérer comme précédemment ».

Ainsi par application de ce dernier paragraphe, dans la catégorie de villes susvisée, les employés ne peuvent, à l'occasion de leur vérification des cartes à jouer chez un débitant, prélever des échantillons de vin. Autre exemple : même à la campagne ils auront très peu souvent l'occasion de faire des prélèvements de lait soit sur des voitures soit chez des débitants, la condition qu'ils agissent « à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions » n'étant en la matière que très rarement remplie.

Il faut par ailleurs remarquer que les agents peuvent effectuer des prélèvements aussi bien entre les mains des acheteurs que chez les débitants (Cour de Cass. ch. crim., arrêt du 11 juillet 1912. Gaz. Pal. 1912, 2, 457, affaire Calbotte). De même aucune disposition n'interdit de prélever des échantillons au domicile des particuliers à la demande de ces derniers lorsque les marchandises sont parvenues en leur possession (Cass., 27 janvier 1911, Bull. C. I., 1911, n° 8) ; ces cas ne pourront se présenter pour le

service de la Régie que pour des produits soumis à l'impôt indirect, le vin par exemple.

2) *Prélèvement des échantillons. Procédure.*

La procédure comprend deux parties :

Une phase administrative (prélèvement, analyse) ;

Une phase judiciaire (expertise contradictoire).

Quant à la première phase, il y a deux cas à distinguer :

A) Si l'infraction constatée est uniquement prévue par la loi de 1905, les employés se conformeront aux prescriptions des art. 5 à 11 du décret du 31 juillet 1906 (devenues les art. 7 à 18 de celui du 22 janvier 1919). En particulier l'art. 10 du décret de 1919 prescrit que : « Tout prélèvement comporte quatre échantillons identiques si possible (art. 12), l'un destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres éventuellement destinés aux experts; toutefois quand le produit est en trop faible quantité il est mis tout entier sous scellés, en un échantillon unique adressé dans les 24 heures avec le procès-verbal et toutes les pièces au Procureur; il en est de même lorsque le produit est rapidement altérable ou qu'il ne peut faire l'objet en raison de sa nature d'un prélèvement de quatre échantillons homogènes.

L'art. 11 règle la rédaction du procès-verbal; il doit contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué et toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés, l'identité de la marchandise et la dénomination exacte sous laquelle cette dernière était détenue ou mise en vente; ainsi il ne suffit pas de demander au laboratoire si un vin est mouillé, sucré, alcoolisé, etc., il est également opportun de préciser autant que possible le lieu d'origine des vendanges, la nature des cépages, l'année et l'époque de la récolte, les conditions (climatériques ou autres) dans lesquelles le vin a été obtenu, en un mot tous les éléments qui peuvent avoir une influence sur sa composition. Le détenteur de la

marchandise est invité à signer le procès-verbal; s'il s'y refuse mention en est faite.

L'art. 13 : les échantillons prélevés sont mis sous scellés, ces derniers sont appliqués sur une étiquette à deux parties séparables et rapprochables ultérieurement savoir :

un talon, enlevé par le chimiste au laboratoire après vérification du scellé;

un volant, signé par l'auteur du procès-verbal.

Art. 15 : un des échantillons est laissé au détenteur du produit ; s'il refuse mention en est faite au procès-verbal.

Art. 16 : Le procès-verbal et les échantillons disponibles sont transmis dans les 24 heures par l'agent verbalisateur à la préfecture, à la sous-préfecture ou tout autre service administratif désigné par les décisions ministérielles; le service qui a reçu les échantillons enregistre ce dépôt, numérote les étiquettes et envoie un échantillon au laboratoire, avec le talon seulement (qui ne porte pas le nom du détenteur du produit), le volant reste au procès-verbal.

B) Si les faits relevés constituent une *infraction mixte* le service de la Régie continue à opérer conformément aux règles usitées en matière de Contributions Indirectes. Ce point sera d'ailleurs précisé au chapitre suivant.

Les dispositions de l'art. 5 du décret de 1906 (art. 10 de celui de 1919), ne sont pas prescrites à peine de nullité, à moins qu'il ne s'agisse de l'inobservation de prescriptions substantielles aux droits et garanties d'exactitude et d'impartialité donnés à la défense (Cass., 18 juin 1920, Bull. C. I., 1920, n° 18; Cass., 10 avril 1918, B. crim. n° 156, aff. Jeannin).

Ainsi il n'y a pas nullité si, à défaut de prélèvement de quatre échantillons, à aucun moment de la procédure le prévenu, usant de la faculté de l'art. 18 du décret de 1906 d'y renoncer, n'a réclamé l'expertise contradictoire (Cass., 5 juin 1908. Bull. crim. n° 236. Cass. 25 juillet 1908. B. crim. n° 337, aff. Rohart).

3) *L'expertise contradictoire.*

Le laboratoire qui a reçu l'échantillon est tenu de donner dans les 8 jours un renseignement administratif qu'il ne faut pas confondre avec l'expertise. En exécution de l'art. 23 du décret de 1919, au cas où le rapport du laboratoire signale une infraction à la loi de 1905, le Préfet transmet ce rapport au procureur de la République qui a le choix entre trois solutions :

- a) Classement de l'affaire sans suite;
- b) Citation directe devant le tribunal si l'expertise n'est pas réclamée soit que l'inculpé avoue soit que l'expertise soit inutile à raison des circonstances dans lesquelles la constatation a été faite;
- c) Ouverture, enfin, d'une expertise contradictoire.

La mise en œuvre de cette forme d'expertise organisée pour offrir une garantie nouvelle à la défense est indiquée en détail aux art. 17 à 21 du décret de 1906 (art. 24 à 33 de celui de 1919) ; ici, seul le principe est à retenir.

Toutes les expertises nécessitées par l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et réclamées par l'accusé ou par le juge doivent être contradictoires (art. 12 de cette loi) (voir Cass., 12 janvier 1907, Pand. Fr. 1907, 1, 1919). Mais l'expertise n'est pas prescrite comme mode unique de preuve dans tous les cas et à l'exclusion des autres preuves de droit commun et le prélèvement de denrées prévu par l'art. 4 du décret de 1906 n'est indispensable qu'autant que la preuve du délit ne résulte pas des autres modes de preuve admis par la loi (Cass., 28 février 1908, Bull. crim. n° 83, aff. Gauthier; Cass. crim., 12 mai 1906, Bull. crim. n° 202), ainsi le mouillage d'un vin destiné à la vente, peut être établi par les constatations matérielles des agents et les aveux du prévenu (Cass. crim., 13 décembre 1913, Gaz. Pal. 1914, n° 13, Bull. C. I. 1915, n° 2). En résumé si la preuve du délit est faite le juge peut s'opposer à l'expertise (Cass., 30 mai 1918, Bull. C. I. 1918, n° 20) ; de plus il n'apparaît pas que la loi de 1905 ait changé la nature de

l'expertise et les tribunaux ne paraissent pas liés par les conclusions des experts (Monier, « Traité théorique et pratique des fraudes », n° 524); car les juges du fait apprécient souverainement la valeur des preuves qui leur sont soumises (Cass., 11 juillet 1918, Bull. C. I. 1918, n° 21).

L'analyse préalable destinée à vérifier si le produit saisi est ou non falsifié ne tombe pas sous le coup de l'art. 12 de la loi de 1905; bien que non contradictoire elle est cependant propre à constater le délit (Cass. crim., 5 juin 1918, aff. Quisefit; 30 mai 1918, Bull. crim. n° 114, aff. Prunier et Dupuis, 28 mai 1921, Bull. C. I., n° 14).

Un décret du 31 décembre 1928 (J. O. du 10 janvier 1929), sur les suggestions des producteurs et des commerçants, a modifié le fonctionnement de l'expertise contradictoire. Sans toucher aucunement à la garantie de contradiction reconnue aux intéressés par la loi de 1905, il donne au chimiste officiel qui a formulé la présomption de fraude un rôle plus étendu dans la procédure en lui accordant le droit d'émettre des observations sur l'expertise judiciaire (au cas où le juge ne l'aurait pas appelé directement à y prendre part), et même, innovation très importante, de provoquer lorsqu'il le jugera indispensable, une nouvelle expertise.

Casier vinicole.

En vue de faciliter la recherche par les laboratoires d'analyse des falsifications dont les vins peuvent être l'objet, le département de l'Agriculture a décidé la création d'un casier vinicole, constitué par des échantillons-types de vins authentiques dont le prélèvement incombe aux maires (Lettre commune n° 341 du 19 mars 1910). Afin de donner aux échantillons ainsi prélevés un caractère plus certain d'authenticité, il a été convenu que les bouteilles ou flacons les renfermant seraient revêtus par les employés des Contributions Indirectes de leur cachet administratif formant scellement (Ibid.).

CHAPITRE 4.

Etude de l'infraction mixte.

Il y a infraction *mixte* lorsqu'un même fait contraventionnel est punissable aux yeux et de la loi pénale et de la loi fiscale. Le double caractère de ce concours idéal d'infractions en a fait une institution hybride, qui a donné lieu à des discussions que la jurisprudence n'a pas toujours tranchées avec toute la netteté désirable.

Il est à remarquer que l'infraction mixte existait en matière de Contributions Indirectes dès avant 1905; il en était ainsi pour les infractions aux règles sur les voitures publiques (Orléans, 6 mars 1854, Cass., 11 juillet 1873) sur le refus d'exercice (Montpellier, 24 août 1874), les transports en fraude (Limoges, 27 novembre 1875, Cass. crim., 17 mars 1876); dès le 17 décembre 1831 un arrêt disposait que les amendes fiscales peuvent être cumulées le cas échéant avec les peines prévues par le Code Pénal. Mais ce fut surtout à partir de la loi de 1905 que les cas d'affaires mixtes se multiplièrent mettant ainsi mieux en lumière les questions de principe qui se posaient à leur égard.

Procédure à suivre en cas d'infraction mixte :

D'après l'art. 23 du décret du 31 juillet 1906 (art. 5 de la loi du 28 juillet 1912 et art. 35 du décret de 1919), il n'est rien innové quant à la procédure suivie par l'Administration des C. I., pour la constatation et la poursuite des faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction aux prescriptions de la loi du 1^{er} août 1905. Quand au cours de leurs visites et vérifications habituelles les employés

découvriront des fraudes ou falsifications prévues et punies par la loi susvisée et par la législation fiscale, ils continueront à constater comme par le passé dans la forme usitée en matière de Contributions Indirectes, c'est-à-dire conformément aux principes du décret du 1 Germinal an 13. Donc dans ce cas les employés de la Régie sont affranchis de l'observation des formalités des décrets précités (mais l'Administration leur recommande néanmoins de les suivre). C'est là maintenant un fait certain quoique une controverse se voit élevée sur ce point à un moment donné; mais elle n'était basée que sur une contradiction tout à fait apparente entre les art. 2 et 4 de la loi de 1905 et l'art. 23 du décret de 1906. D'ailleurs ce principe a été consacré par nombreuses décisions de jurisprudence. (Cass., 26 novembre 1908, Gaz. Trib., 1908-2-12; 15 janvier 1912, Gaz. Pal. 27 janvier 1910). Ainsi les agents des C. I., dans l'exercice de leurs fonctions, pour un fait constituant une infraction mixte, ont à bon droit prélevé des échantillons sur du vin mouillé hors des lieux énumérés par le décret de 1906, art. 4, et par la loi du 28 juillet 1912, art. 5 (Cass. crim., 27 décembre 1917, Bull. crim. n° 272, affaire Thomas). Pour le même motif (mêmes textes) l'inobservation de la disposition de la loi de 1905, art. 12, relative à l'expertise contradictoire ne saurait être invoquée comme moyen de nullité (Cass., 2 mai 1919, Bull. C. I., 1919, n° 14, affaire Roussey; Cass. crim., 10 juillet 1925, Bull. crim. n° 221, affaire Serres). Cependant quand la Régie saisit le Parquet d'un procès-verbal relevant une infraction mixte, le ministère public qui a l'initiative des poursuites comme précédemment doit être à même de provoquer l'expertise contradictoire (Circ. 723 du 6 janvier 1908); à cet effet il importe toujours de prélever quatre échantillons.

Au cas d'infraction mixte, les Directeurs adressent sans délai une copie du procès-verbal au procureur de la République du ressort et se concertent avec ce magistrat en vue de l'exercice des deux actions, si le

Parquet décide de poursuivre; sinon l'affaire est suivie dans les conditions ordinaires. De plus, depuis le décret du 22 janvier 1919, l'administration doit aussi informer le Préfet en lui adressant en même temps qu'au procureur une copie du procès-verbal de constatation.

Il s'est posée une question délicate : celle de savoir si la Régie pourrait intervenir sans procès-verbal dans les poursuites du Ministère public à l'occasion des affaires mixtes, telles que l'expédition et la vente du vin mouillé comme vin naturel. Bien souvent dans ces sortes d'affaires, surtout lorsqu'il s'agit de ventes dans les débits des villes, les prélèvements d'échantillon sont faits soit par des commissaires de police, soit par des agents du service de la répression des fraudes. L'instruction du délit est alors assurée par les soins du Parquet qui une fois l'information terminée doit prévenir le service de la Régie de la date de l'audience au moins 10 jours à l'avance, cela évidemment dans le but de mettre en mesure le Directeur des C. I. d'apprécier si les faits motivant la poursuite impliquent une contravention aux lois fiscales et dans l'affirmative de permettre à l'Administration assimilée à une partie civile de se présenter à ladite audience pour réclamer les pénalités fiscales, (art. 66 et 67 du code d'instruction criminelle) attendu que le tribunal doit se prononcer sur le délit pénal et sur l'infraction fiscale par une seule et même décision, sous peine de forclusion en principe pour la Régie (Cass., 18-7-1891, Sir. 92.1.606 et Cass., 19 nov. 1891 et 6 mai 1892, Sir 92.1.540) et l'intervention de la partie civile doit se produire en première instance (Cass. 24 mai 1833 et 17-7-1841), avant la clôture des débats (art. 67 code instr. crimin.), c'est-à-dire avant le prononcé du jugement (Cass. 28-7-70). En effet en règle générale un délit une fois jugé contradictoirement avec le ministère public, l'est également à l'égard de tous, notamment vis-à-vis de la partie civile (art. 161 du code d'instruction criminelle); cependant, le Dalloz est d'avis que l'Administration

des C. I. peut reprendre une poursuite à laquelle elle n'a pas été partie. Il faut en réalité faire ici une distinction. L'autorité de la chose jugée par rapport au ministère public est opposable à la Régie lorsque l'action pénale et l'action fiscale procèdent du *même fait* (Cass. 19 nov. 1891. Cass. 6 mai 1892, Sir 92.1.540, journal C. I. 93, p. 348) ; il s'agissait dans ces espèces de vins de vendanges mouillés d'où délit pénal (art. 1 et 3 loi du 14-8-89) et contravention fiscale (fausse déclaration de la nature de la boisson expédiée, loi du 28 avril 1816 art. 10). Mais il n'y a pas chose jugée à l'égard de la Régie si la demande de celle-ci n'est pas fondée sur la même cause que celle du Ministère public (Cass. 25-2-1905, recueil de jurisp. p. 238), distinction d'ailleurs parfois bien subtile à établir. Au cas particulier le ministère public avait poursuivi pour falsification par mouillage et alcoolisation, tandis que la Régie basait son action sur la fausse déclaration de boissons à un recensement (art. 9 et 10 loi du 19-7-1880). Il semble donc que toutes les fois que dans une affaire de falsification la Régie poursuit sous un autre chef que le ministère public, elle pourrait dresser procès-verbal bien que le délit pénal ait déjà fait l'objet d'un jugement définitif. Mais il convient d'ajouter qu'il y a chose jugée vis-à-vis de la partie civile pour tous les points résolus dans le jugement.

En principe donc en cas d'infraction mixte la Régie prévenue par le Parquet doit intervenir à l'instance, mais pour le faire utilement doit-elle être armée conformément aux art. 25 et 26, loi du 1 Germinal an 13 et à la loi du 15-6-1875 d'un procès-verbal à fins fiscales (qualité d'ailleurs indépendante de la régularité du P. V. lui-même, Cass. 30.4.1907, G. P. 20.7.09, Cass. 30 déc. 1910) et auquel il ne peut être suppléé par aucune preuve (Cass. 3.7.1920, G. P. 1920.2.468), c'est-à-dire d'un P. V. qui relève la contravention fiscale et qui soit dressé par des agents ayant qualité à cet effet et la Régie doit-elle assigner elle-même le prévenu à l'audience désignée par le ministère public?

Il peut se faire à la vérité que le service ne puisse établir un P. V. de cette nature faute de temps ou d'éléments, puisqu'il dépend de la bonne volonté des autorités judiciaires de fournir ou non ces éléments. Sur cette question les cours et tribunaux n'ont pas toujours été du même avis. Pour la cour de Nîmes, (ch. correct. 23 nov. 1911, Gaz. Pal. 1912.1.225) un P. V. n'était pas nécessaire pour le motif que la Régie est dans ce cas une partie civile jouissant de tous les droits conférés aux parties civiles (art. 22, décret du 31 juillet 1906).

Au paravant la cour d'Aix s'était ralliée à la même opinion dans son arrêt du 17.2.1911 (v. aussi Agen. 17 mai 1912, Paris, 17 déc. 1914, Bull. C. I. 1915, n° 9). Au contraire la cour d'Alger avait estimé qu'un P. V. à fins fiscales était indispensable dans une espèce, il est vrai où le délit pénal n'était pas retenu et où il ne subsistait dès lors que l'infraction fiscale (ch. correct., arrêt du 28 oct. 1911, Gaz. Pal. 1912.1.9, aff. Ortéga). Dans un arrêt du 17.12.1912 (Aff. Juliani et Montcassin précitée, Gaz. Pal. 1912.1.401) la Cour de Cassation s'était prononcée à son tour en adoptant la manière de voir de la cour de Nîmes, celle d'après laquelle le P. V. à fins fiscales n'est pas requis (confirmé par la cour d'appel de Douai le 2.3.1923, aff. Delle Leleu). Cet arrêt aurait dû faire cesser les hésitations et les divergences d'opinion pour le cas où le délit est retenu ; il reste à savoir s'il en serait de même dans l'hypothèse où l'inculpation pénale serait repoussée et où cependant le fait matériel de la contravention fiscale subsisterait. Voici les passages intéressants de l'arrêt dont il s'agit :

Attendu que la contravention fiscale se confondant dans ce cas (infraction mixte) avec le délit la preuve de la contravention découle nécessairement des preuves administrées par le ministère public pour établir le délit, qu'il suit de là que la Régie qui intervient aux fins fiscales sur la poursuite exercée par le Ministère public aux fins de répression du délit est dispensée de produire un P. V. constatant ladite contra-

vention » (dans le même sens, Cass. 4.4.1919, Ann. falsif. 1920, Bull. p. 463).

Des décisions semblables intervinrent dans les affaires Ferraro (Cass. Crim. 6.7.1912, bull. crim. 1912, n° 372) et Azerrad (Cass. crim. 7.2.1913, Gaz. Pal. 1913.1546). Mais ce dernier arrêt établit une distinction analogue à celle que nous avons indiquée quand la question s'est posée de savoir si la Régie peut reprendre une poursuite après un jugement définitif auquel elle n'a pas été partie. De l'arrêt Azerrad précité il résulte en effet que si la contravention relevée par la Régie repose sur un fait qui, tout en réunissant les caractères d'un délit pénal et d'une contravention fiscale, n'est pas précisément celui-là même dont le ministère public demande la répression, un P. V. aux fins fiscales devient nécessaire : par exemple vin mouillé d'une part, déclaration, expédition et transport de boisson avec expédition inapplicable ou fabrication d'une dilution alcoolique (cas Azerrad) d'autre part (Cass. 27 déc. 1912 et 7.2.1913, Ann. fals. bull. p. 280, et 28 nov. 1913). Pour que la Régie puisse intervenir par voie de simples conclusions dans les poursuites exercées par le Parquet, il est donc nécessaire que le fait poursuivi soit identiquement « *le même* » ; mais quand en sera-t-il ainsi ? Il faut en premier lieu se reporter au titre qui a saisi le tribunal, c'est-à-dire à l'ordonnance ou arrêt de renvoi ou bien à la citation directe donnée par le ministère public et il faut ensuite que la qualification donnée à l'infraction pénale, telle qu'elle y est formulée, contienne tous les éléments de la contravention fiscale, sans rien y ajouter.

Ainsi tous ces éléments seront généralement réunis lorsque le ministère public poursuit une infraction à la loi fiscale, infraction qui est punie d'une peine d'emprisonnement et de réparations pécuniaires ; c'est le cas des fraudes sur les alcools avec engins prohibés (art. 12 loi du 21.6.1873, art. 20 loi du 30.1.1907), sur les alcools dénaturés et dans les distilleries par moyens disposés (art. 11, loi du 16 déc. 1897) sur les

tabacs (lois du 25.3.1817 et 31.3.1903), sur les cartes à jouer, les allumettes, etc... L'inculpation est alors la même pour la Régie et le Ministère public. Elle le sera encore également lorsque la loi pénale et la loi fiscale, quoique distinctes, sont conçues dans des termes à peu près équivalents. Ainsi, expédition comme vin, soit de vin de sucre, de marcs, de raisins secs ou de piquette (loi fiscale du 28.4.1816 art. 10 ; lois pénales des 14.8.1889 art. 1 à 3, et 11.7.1891 art. 1), soit de tout autre vin artificiel (mêmes dispositions fiscales et décret pénal du 3 sept. 1907 art. 1) ; enfin expédition d'eau-de-vie sous de fausses dénominations de nature et d'espèce (idem et art. 6 du décret).

La difficulté commence réellement lorsque le délit pénal et la contravention fiscale étant prévus par des lois distinctes, la prévention est conçue dans des termes différents, par exemple : falsification de vin destiné à la vente, mise en vente et vente de vin falsifié. Ces délits d'ordre pénal comportent-ils des contraventions fiscales ? En ce qui concerne la falsification elle-même, la cour de Cassation a décidé que la falsification de vin (mouillage par ex.) équivaut à la fabrication d'une dilution alcoolique, sans déclaration ni paiement des droits, (Cass. crim. 10.2.1911, Journal C. I. 1912, p. 696 ; 17.2.1912, Journal C. I. 1914 p. 69, 6.7.1912, aff. Ferraro ; 23.1.1914, aff. Lafon). Cela peut se justifier ; à la vérité, sauf pour Paris où la fabrication de l'alcool est interdite, la production industrielle de l'alcool ne constitue une contravention fiscale que si elle a lieu sans déclaration. Peut-on dire alors que la falsification comporte la fabrication sans déclaration ? Bien que ce dernier élément ne ressorte pas avec évidence de l'inculpation pénale, la cour de Cassation adopte l'affirmative ; en effet, si la falsification est punissable c'est qu'elle a été faite de mauvaise foi, ce qui exclut évidemment toute déclaration.

Quant à la doctrine en matière de mise en vente, et vente de vin falsifié, elle a été précisée en 1913 à l'occasion de l'affaire Garrigos dans les circonstan-

ces suivantes assez curieuses qui méritent d'être signalées :

A la suite d'un prélèvement chez un M. G. de Beaucaire, le Parquet de Montpellier avait fait citer MM. Garrigos, père et fils, négociants à Sète et Valence (Espagne) et fournisseurs du M. G., devant le trib. correct. de Montpellier, sous l'inculpation « d'avoir au cours de l'année 1911 à Sète exposé, mis en vente et vendu du vin qu'ils savaient viné à 1 % environ et additionné d'eau dans la proportion de 20 % ». Avisée, la Direction des C. I. de l'Hérault intervint à l'audience pour demander les pénalités fiscales encourues à raison de la mise en circulation de dilution alcoolique avec un acquit à caution énonçant du vin et par conséquent inapplicable, (art. 10, loi du 28.4.1816 et 1 loi du 6.4.1897). Le tribunal, puis en appel la cour de Montpellier (arrêt du 18.7.1913) admirèrent l'intervention de la Régie et lui adjugèrent partiellement les réparations réclamées. Mais sur le pourvoi du sieur Garrigos, la cour de Cassation par un arrêt du 27 déc. 1912 (Gaz. Pal. 1913, 1.546) cassa l'arrêt de Montpellier en ce qui concernait la condamnation prononcée à la requête de la Régie, motif pris de ce que : « les demandeurs étaient uniquement poursuivis pour exposition, mise en vente et vente de vin falsifié, (art. 1 et 3 § 2 loi du 1^{er} août 1905), fait qui ne présentait que les caractères d'une infraction de droit commun et ne constituait pas en même temps la contravention fiscale d'expédition inapplicable (art. 6 et 10, loi de 1816) qui implique une fausse déclaration à la Régie; que sans doute il appartenait à cette dernière d'intervenir de ce chef dans l'instance, mais que la contravention d'expédition inapplicable devait alors être établie au moyen d'un P. V. (à fins fiscales) régulier, etc... » En conséquence, la cause était renvoyée devant la cour de Nîmes pour juger au fond. Cet arrêt (voir aussi celui du 25.4.1914, aff. Chèreau) ne faisait que confirmer la doctrine déjà établie par l'arrêt Azerrad précité et l'Administration ne pouvait songer à en

contester le bien fondé. Mais elle s'avisa que son échec provenait uniquement d'une qualification défectueuse — mise en circulation d'une dilution alcoolique avec une expédition inapplicable — donnée aux faits sur lesquels elle avait basé ses conclusions. La contravention ainsi qualifiée ne résultait pas, il est vrai, du fait de vente de vin mouillé retenu par le Ministère public, mais une autre contravention fiscale en découlait directement, celle de mise en vente d'un vin artificiel, contravention prévue par l'art. 1, loi du 6.4.1897 et punie par l'art. 4 même loi des pénalités prononcées par l'art. 1, loi du 28.2.1872, c'est-à-dire de celles-là même qui étaient applicables en cas de circulation de spiritueux sans expédition ou avec une expédition inapplicable. Sans doute elle n'avait pas visé cette contravention en termes explicites dans ses conclusions, mais elle l'avait implicitement indiquée en comprenant l'art. 1 parmi les textes dont elle demandait l'application. Au surplus, il est de jurisprudence constante que les juges doivent suppléer d'office aux moyens qui auraient été omis dans les conclusions de la Régie et prononcer les condamnations qu'elle aurait négligées de demander (Cass. 5 nov. 1906 et 29 juin 1889), « qu'ils doivent prononcer sur toutes les contraventions résultant de l'instruction » (Cass. 20 mai 1908), « que le contrevenant ne saurait être renvoyé des fins de poursuite par la raison que la prévention est mal définie » (Agen, 2.4, 1908, Journal « La Loi », 27.5.1908), et « que le juge doit restituer à la condamnation son véritable caractère » (Grenoble, 1 mars 1877).

S'autorisant de cette jurisprudence, l'Administration demandait à la Cour de Nîmes (cour de renvoi) de déclarer les sieurs Garrigos coupables de mise en vente d'un vin artificiel déclaré vin et de les condamner de ce chef. Cette thèse a prévalu et la cour de Nîmes a rendu le 18 juillet 1913 un arrêt dont les considérants sont ainsi conçus :

« Attendu qu'il est certain que le vin ainsi vendu, après avoir été altéré dans ses éléments essentiels »

par addition d'alcool et d'eau, constituait un vin artificiel au sens de l'art. 1 de la loi du 6.4.1897 ; que l'infraction déferée à la juridiction correctionnelle présentait donc le double caractère d'un délit de droit commun (art. 1 et 3, loi de 1905) et d'une contravention fiscale (art. 4, loi de 1897, I loi de 1872, 33 loi du 30.3.1902 et 19 loi de 1907) ; que même sans intervention de la Régie, le Ministère public aurait pu requérir et le tribunal prononcer lesdites peines fiscales ; que la Régie était donc recevable à en demander elle-même l'application ; que pour ce faire elle n'avait pas besoin de s'appuyer sur les énonciations d'un P. V. inexistant dans l'espèce et qui aurait été au contraire nécessaire pour établir la contravention de fausse déclaration et d'expédition inapplicable.

Attendu que pour requérir condamnation en vertu des textes précités de la loi du 6.4.1897, la Régie ne se sert d'aucune autre preuve que celle résultant de l'information et des débats suivis à la requête du ministère public ; qu'ainsi envisagée à ce point de vue et non au regard des dispositions de la loi du 28 avril 1816 visant l'irrégularité et l'inexactitude des déclarations passées par l'expéditeur de boissons, la condamnation d'ordre fiscal prononcée par le tribunal de Montpellier se trouve justifiée. »

Cette manière de voir peut prêter à discussions, car la loi du 6.4.1897 art. 1 se borne à décider que la vente des vins artificiels est soumise aux droits et régime de l'alcool, qu'est-ce à dire sinon que dans le cas de vente ou mise en vente ce sont les règles qui concernent l'alcool qu'il faut appliquer ? Cela résulte d'ailleurs de la jurisprudence de la Cour de Cassation dans les arrêts des 10.2.1911, 17.2.1912, 23.1.1914, aff. Lafon (voir dans le même sens : trib. corr. Saint-Calais 22.11.1913, Gaz. Pal. 1913.2.641). Il semble donc bien que si le seul fait de fabrication industrielle de vin artificiel avait suffi pour constituer une contravention fiscale, la Cour suprême se serait contentée de dire qu'il y avait fabrication industrielle de

vin artificiel et non fabrication d'alcool ; de plus elle ne se serait pas efforcée, dans l'arrêt du 10.2.1911 de trouver un texte de pénalité relatif à l'alcool, elle aurait accepté l'art. 4 de la loi de 1897, au lieu de l'écarter formellement. On pourrait donc rechercher si l'alcool a été fabriqué ou est détenu régulièrement, si, en d'autres termes, il a été fabriqué après déclaration régulière ou s'il a été reçu avec des titres de mouvement applicables ; mais le simple fait de vendre ou de mettre en vente un vin falsifié, semble bien ne pas contenir la preuve que l'alcool a été fabriqué sans déclaration (dans ce sens arrêt Azer-rad précité, contra Aff. Ortéga et aff. Gaillard et Richard, Cass. crim. 15.11.1912 ; Gaz. Pal. 1913.1.546), ni qu'il a été transporté sans expédition ou avec une expédition inapplicable (aff. Garrigos, aff. Chéreau) ; ce serait ajouter alors à la prévention pénale.

La question restait, comme on le voit, très discutée, bien que l'arrêt de Nîmes parut fortement étayé.

Un arrêt de Cassation (ch. crim. 27.4.1917, bull. Crim. n° 111, aff. Tournier) de 1917 donne la même solution que dans l'affaire Garrigos et déclare : « La détention en vue de la vente d'un vin artificiel (en l'espèce vin mouillé) ne constitue pas une contravention fiscale mais une condamnation aurait pu intervenir s'il eût été établi qu'une fabrication de dilution alcoolique avait été effectuée sans déclaration préalable. »

L'arrêt du 26 mars 1920 (B. crim. n° 161, aff. Ranson et Fan) disait de même : « La contravention fiscale d'expédition inapplicable (en l'espèce envoi d'un mélange d'alcool d'industrie et de diverses essences sous le lien d'un acquit blanc) est distincte du fait de falsification et vente d'eau-de-vie falsifiée poursuivie par le Ministère public ; et l'action fiscale l'a été par la Régie à l'exclusion de ce dernier. »

Par la suite, au contraire, de nombreux arrêts ont décidé qu'aux termes des art. 1 et 4, loi du 6.4.1897, les vins mouillés sont exclus du régime fiscal des vins et soumis aux droits et régime de l'alcool ; leur

détention, mise en vente et vente constitue une infraction fiscale punie des peines portées à l'art. 1, loi du 28.2.1872 (Cass. crim. 21.2.1925, aff. Roses; 16.7.1925, Bull. crim. 228, aff. Marchini; 24.7.1920, aff. Gendron).

Comme on le voit la jurisprudence de la Cour de Cassation est loin d'avoir été constante et d'avoir eu toute la netteté désirable ; c'est là une situation d'autant plus regrettable qu'il y a là en dehors d'une question de terminologie, une question de principe qui exerce son influence sur toute la suite de la procédure ; la tendance semble bien être cependant de séparer dans leurs bases et dans leurs règles l'action pénale et l'action fiscale ; c'est ce qui ressort du moins des solutions qui ont été adoptées quand les problèmes ci-après exposés se sont présentés.

La bonne foi.

Il est utile de rappeler ici comment a été réglée la question de la bonne foi du vendeur, dans les affaires mixtes.

Un arrêt de Cassation du 9 mai 1908 (ch. crim. aff. Boumaïza) déclare que le délit de mise en vente de vins falsifiés n'existe qu'autant que l'auteur connaissait la falsification ; c'est ce qu'ont décidé de façon générale en matière de fraudes de nombreux arrêts ou jugements (farines, aff. Gatel, 25.2.1910, G. P. suppl. 1910.1.466; Cass. 3 mai 1907, aff. Crozals; Amiens 28.3.1912, G. P. 1912.1.708, aff. Gouve). Mais la cour d'appel d'Angers (12 nov. 1908, aff. Boucher) a bien spécifié que : « Il est de principe en matière de contraventions fiscales que les pénalités sont attachées à l'infraction matérielle, abstraction faite de la bonne foi du prévenu (Cass. 8 mai 1879, Sir 1880.1.483; 9 nov. 1907, Bull. C. I. n° 18 et 10.12.1920, Bull. crim. n° 478). Il s'ensuit que lorsque la matérialité du fait de mise en vente de vin mouillé est constante et bien établie, le débitant poursuivi doit être condamné aux pénalités fiscales bien que relativement au délit pénal il soit acquitté comme n'étant pas l'auteur du mouillage ou l'ayant ignoré. » (voir aussi Cass. Crim. 16.7.1925, aff. Marchini et aff. Gouve pré-

citées, Alger, 28 oct. 1911 Gaz. Pal. 1912.1.12; Paris, 5.2.1909; Aix, 28.1.10).

Prescription.

La Régie qui n'a pas été partie à l'instance (après avoir été prévenue par le Ministère public), peut-elle en tout temps exercer l'action fiscale ? Y a-t-il en un mot pour elle dans ce cas des délais de prescription ? Un arrêt de Cassation (ch. crim. 22.2.1907, Journal C. I. 1908, p. 329, aff. Hourseau frères) a jugé que « les actes interruptifs de la prescription de l'action publique n'interrompent la prescription de l'action civile, et qu'autant que les deux actions ont la même cause ; bien que les infractions soient connexes, l'instruction suivie à la requête du ministère public au sujet d'un délit de droit commun, n'interrompt donc pas la prescription de l'action de la Régie, quand cette instruction est restée étrangère à la contravention fiscale ayant sa source dans un fait distinct. »

Il est nécessaire d'établir ici une distinction :

a) S'il y a pas eu de procès-verbal dressé par la Régie, la prescription de 3 mois (loi du 15.6.1835) ne peut intervenir et il importe peu alors que l'assignation soit délivrée plus de 3 mois après le P. V. de prélèvement établi par des agents autres que ceux de la Régie (Cass. 17.2.1912. Ann. falsif. 1912, p. 268, et 28 nov. 1913, Ann. falsif. 1913. Aix, 25 mai 1910).

b) Si un P. V. administratif relevant l'infraction mixte (donc à fins fiscales) a été dressé, il importe, à peine de déchéance, que l'action de la Régie s'exerce dans les 3 mois fixés par la loi du 15.6.1835 (dans le mois de l'arrestation si le prévenu est arrêté) ou tout au moins qu'une assignation soit délivrée dans ce délai (Cass., 30 décembre 1910; Bull. crim. 1910, n° 680; Gaz. Pal. 1911, 1, 223, affaire Ostrand. Cass., 9 juin 1910, Journal le Droit, 22 octobre 1910); voir dans le même sens la circulaire 723 du 6 janvier 1908 qui porte : « Toutes les fois qu'un procès-verbal judiciaire est transmis au Parquet à l'occasion d'une infraction mixte, il convient de délivrer assignation dans les trois mois du procès ».

Il est à noter par ailleurs que si la prescription de trois mois (loi de 1835) est interrompue par un acte de poursuite, la prescription nouvelle (qui court à partir de l'acte interruptif) est alors celle du droit commun, c'est-à-dire de trois ans (art. 638 du code instr. crim.); dans ce sens, Cass., 1^{er} février 1917, Ann. falsif. 1919, p. 123, et Cass., 18 février 1921.

Le lien qui existe entre l'action fiscale et l'action pénale n'entraîne donc pas pour ces deux actions des règles identiques; chacune d'elles conserve, dans la mesure tout au moins où ils ne sont pas inconciliables, ses caractères propres; ainsi il a été jugé (Cass. crim., arrêt du 7 décembre 1907, aff. Rhode), que : « aux termes de l'art. 158 du décret du 18 juin 1811 la Régie des C. I. n'est assimilée à une partie civile que pour les procès suivis à sa requête ou d'office et dans son intérêt en vertu des lois qui lui sont propres. Par suite quand la Régie intervient aux fins fiscales dans une affaire où le Ministère public poursuit en vertu d'une loi pénale de droit commun (ici loi de 1905), tous les frais de l'instance ne peuvent être mis de plein droit à la charge de la Régie; il appartient aux juges de déterminer les frais qui incombent soit au Trésor soit à la Régie. Ainsi lorsqu'il est constaté qu'une expertise intéressait tout spécialement l'action fiscale, la totalité des frais de l'expertise a pu être légalement attribuée à la Régie.

Autre conséquence quant à la portée de l'ordonnance de non-lieu. Lorsque la Régie s'est portée partie civile (a déclaré vouloir intervenir), l'ordonnance de non-lieu lui est opposable même si cette ordonnance laisse subsister la matérialité des faits à la condition (distinction établie à la page 79) qu'il s'agisse d'un même fait retenu à la fois par le Ministère public et par la Régie (Cass., 9 février 1912, Bull. C. I. 1912, n° 17) cette dernière doit alors, si elle veut poursuivre, faire opposition à l'ordonnance dans les 24 heures de la signification régulière (Cass., 22 février 1902, Bull. crim. n° 86). Lorsque, au contraire, la Régie ne s'est pas constituée partie civile, l'ordon-

nance de non-lieu ne lui est opposable que sur les points résolus par le juge (Cass., 12 décembre 1877, Sir. 1880, 1, 149) ; s'il résulte de l'ordonnance que le mouillage existe, la Régie peut donc dresser un procès-verbal judiciaire au vu du dossier d'instruction qui lui a été régulièrement communiqué.

Quant aux voies de réformation des jugements, « lorsque à propos d'une infraction mixte punie de peine d'emprisonnement et d'amende fiscale, la Régie interjette seule appel, c'est à tort que la Cour statue sur la peine d'emprisonnement en même temps que sur les pénalités fiscales (Cass. crim., 22 février 1924, Bull. crim. n° 95).

Si le Ministère public doit être considéré quand il agit seul à l'occasion d'une infraction mixte, comme le représentant de la Régie, en ce qui touche exercice de l'action fiscale, il n'en n'est plus ainsi dans le cas où cette administration est intervenue comme partie civile pour exercer son action, le Ministère public n'exerce plus alors que l'action publique. Il suit de là que l'acquiescement du prévenu passé en force de chose jugée à l'égard du Ministère public ne saurait faire obstacle à ce que la Régie use du droit reconnu à toute partie civile par les art. 202 et 273 du Code d'Instruction criminelle d'interjeter appel ou de former un pourvoi en cassation quant aux dispositions du jugement ou de l'arrêt relatives aux intérêts civils (Cass., 10 décembre 1920, Gaz. Pal., 18 mars 1921).

Inversement, l'arrêt qui, statuant en premier sur l'action fiscale, a constaté la mauvaise foi du prévenu ne s'impose pas avec l'autorité de la chose jugée aux juges saisis de l'action exercée par le Ministère public (Cass., 7 novembre 1907, Gaz. Pal., 1907, 2, 631).

Tous les délits engendrés par un même fait peuvent être réprimés (Cass., 12 juillet 1907), mais la Régie est en principe exclusivement chargée de la poursuite des contraventions fiscales, le Parquet n'est alors que partie jointe. Le Ministère public ne peut exercer l'action fiscale de sa propre initiative

qu'exceptionnellement dans le cas où une infraction aux lois des C. I. est frappée à la fois d'une peine pécuniaire et d'une peine corporelle (Cass., 11 décembre 1876, Sirey 76, 1, 98; Cass., 12 mai 1910, Gaz. Pal. 1910, 2, 36, aff. Planès, auparavant avis contraire, Cass., 30 juin 1820 et 26 mars 1830, Sir. chron. Mém., 12, 447). Mais même dans ce cas la Régie peut faire tous les actes qu'elle juge utiles à l'exercice de l'action fiscale. Ainsi en citant directement devant le tribunal un prévenu que le Ministère public avait laissé en dehors des poursuites, la Régie ne fait qu'user du droit qui appartient à toute partie civile de mettre en mouvement l'action publique (Cass., 1^{er} février 1918, Ann. falsif., 1921, Bull., p. 304).

Si au cours d'un procès une infraction d'abord estimée mixte est jugée n'être que fiscale, le Ministère public ne pourra pas à son sujet se pourvoir en Cassation. Au contraire, en cas d'infraction mixte les deux infractions sont bien distinctes, mais l'intérêt public dominant ici l'intérêt fiscal, on comprend que conformément aux principes généraux (art. 21 et 22, Code d'instruction crim.), l'initiative des poursuites revienne au Ministère public.

L'art. 8 de la loi de 1905 disposait : « Toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée ou terminée en vertu des mêmes textes ». Faisant application de cette dérogation aux règles générales de notre procédure criminelle la Cour de Dijon a acquitté un prévenu qui, poursuivi devant le tribunal correctionnel pour mouillage de vin, soutenait que les consommateurs avaient connu et autorisé ce mouillage; mais ce fait constituait à tout le moins une infraction à la loi du 24 juillet 1894; cependant le tribunal qui n'était pas saisi expressément de cette dernière infraction a pensé qu'il ne pouvait substituer une qualification nouvelle (loi 1894) à celle visée par la citation (loi 1905), solution d'ailleurs fort contestable (voir art. 5 et 15, loi 1905). En tout cas, comme le faisait observer le Garde des

Sceaux à M. Barthe, député, le 22 juin 1914, ce jugement ne concernait que l'infraction à la loi de 1905 et l'action publique restait entière relativement à l'infraction fiscale (loi 1894) (Annales falsif. 1914, p. 217).

Il nous semble utile d'indiquer ici les solutions parfois contradictoires qui ont été données par la jurisprudence à des questions plus particulièrement difficiles soit par suite de l'obscurité ou de la carence des textes à appliquer, soit par suite des changements d'opinion survenus dans la majorité intéressés.

Le mouillage des vins et autres boissons.

Le mouillage des vins en vue de la vente, déjà prohibé par la loi du 24 juillet 1894 (Cass., 12 juillet 1907, Bull. C. I. 1907, n° 16; 11 juillet 1918, Bull. C. I. 1918, n° 21), est actuellement prévu et puni par celle du 1^{er} août 1905. Quant à l'expédition sous dénomination de vin, de vin mouillé qui n'aurait pas lieu en vue de la vente, elle constitue un délit prévu et puni par la loi du 14 août 1889, art. 1 et 7.

Nous avons exposé plus haut à l'occasion de l'affaire Garrigos (p. 104 et suiv.), la controverse qui s'est élevée sur le point de savoir si la mise en vente ou vente d'un vin mouillé constitue ou non par là même une contravention fiscale; on a vu que la jurisprudence était assez hésitante. Mais nombreux sont les arrêts qui déclarent que : « La mise en circulation sous le nom de vin d'un liquide obtenu par addition d'eau au vin de vendanges constitue une infraction fiscale punie des peines applicables à l'alcool, le vin mouillé devenant au point de vue fiscal une dilution alcoolique (Cass., 3 mai 1907, 4 juillet 1907. Sir. 1907, 1, 429; 10 février 1911; Gaz. Pal. 1911; 4 juillet 1908, Journal « La Loi », 19 juillet 1908).

Il suffit pour caractériser le mouillage de constater en l'absence de conclusion sur ce point que le prévenu a falsifié du vin destiné à la vente par addition d'une certaine quantité d'eau sans spécifier quelle a été cette quantité (Cass., 13 décembre 1913,

Bull. C. I. 1915, n° 2 et 10 février 1911, Gaz. Pal. 1911, 1, 543, aff. Ferreau).

Il importe peu que le mouillage n'ait pu être révélé par l'analyse, puisque cette dernière n'est pas nécessaire lorsque la preuve du délit est acquise par tout autre moyen légal (Cass., 28 février 1908, Bull. crim. n° 83).

Toute boisson contenue dans la maison d'un débitant (locaux affectés au commerce et tout local en communication intérieure avec les premiers) est présumée destinée à la vente (Poitiers, 31 décembre 1915).

Le restaurateur qui sert du vin mouillé à ses clients (avec leur assentiment ou en le leur révélant par les menus ou affiches) tombe sous le coup de la loi pénale et de la loi fiscale (Toulouse, 11 mai 1911, Gaz. Pal. 1911, 2, 485. Nîmes, 20 mai 1911, Gaz. Pal., 15, 2, 547. Paris, 29 décembre 1920).

— Un distillateur qui détient non pas en vue de la vente mais de la distillation des vins mouillés pour en augmenter le volume et soustraire ainsi aux investigations de la Régie une certaine quantité de dilution alcoolique destinée à être convertie en alcool sans payer les droits, ne tombe pas sous le coup de la loi de 1905, mais il est passible des peines fiscales à la requête de la Régie, s'il a mouillé son vin à l'insu du service (Cass., 25 juin 1908 Sup. Gaz. Pal. 1908, 2, 294, aff. Martin).

La loi du 6 juillet 1897 ne défend pas aux négociants de détenir des vins artificiels ou mouillés, mais elle leur impose l'obligation de déclarer ces boissons comme dilutions alcooliques (Cass., 13 février 1909, Bull. crim. n° 105).

Le mouillage des vermouths, quinquina, byrrh a donné lieu à des poursuites fiscales (Paris, 25 juin 1914; Rennes, 28 novembre 1920), qui sont aussi possibles si le produit fabriqué a été allongé avec du vin ou toute autre boisson hygiénique, sans préjudice des poursuites pour tromperie exercées par le Minis-

tère public (Trib. correctionnel de Versailles, 15 janvier 1924, aff. Pabiot).

La loi du 24 juillet 1894 ne visait que les vins ; il résulte des dispositions combinées des art. 1 et 4, décret du 28 juillet 1908, que s'il est licite de faire emploi d'eau dans la fabrication des *cidres et poirés*, c'est à la condition que cette eau soit versée sur les marcs en vue de faciliter l'extraction du jus, le mouillage proprement dit des moûts et des cidres et poirés achevés qui avait été admis sur certains points moyennant une déclaration préalable entraînant prise en charge au compte du fabricant, de l'augmentation de volume correspondant à la quantité d'eau ajoutée, est formellement interdit sous peine d'infraction aux dispositions de l'art 10 de la loi du 28 avril 1816 et de celles du 1^{er} août 1905 et décret du 28 juillet 1908 (Circ. 761 du 20 août 1908, Journal C. I. 1914, p. 143). (Voir dans ce sens Cass., 15 juin 1912, Bull. crim. n° 320, 3 et 18 décembre 1920, Bull. crim. n° 470 et 495.) Ainsi le mélange de vin et de cidre doit être considéré comme une dilution alcoolique et la mise en vente de ce mélange sous le nom de vin constitue un délit pénal et une contravention fiscale (Trib. corr. de Toulouse, 13 mai 1916, aff. Brusson).

La lettre autogr. n° 133 du 23 octobre 1918 avisait le service des C. I. que : « L'administration a prescrit depuis longtemps de ne pas transiger sur les procès-verbaux relevant des fraudes en matière de vins lorsque celles-ci ont un caractère mixte. Or indépendamment de ces infractions, il en existe d'autres qui ne peuvent être poursuivies qu'au point de vue fiscal bien qu'elles laissent présumer des mouillages, tels sont les excédents de vins en magasin, les livraisons par les marchands en gros sans expédition ou avec expédition inapplicable lorsque notamment et pendant la période incriminée les quantités enlevées en fraude sont supérieures aux manquants ressortis aux comptes. Ces affaires en règle générale doivent être portées d'office en justice,

mais à notre requête seule étant entendu qu'une transaction ne peut être envisagée qu'autant que par la production de leurs livres de commerce ou autrement les intéressés auront démontré que ces infractions sont dues à d'autres causes que le mouillage ». Mais par lettre autogr. n° 1002 du 11 juillet 1927, le service est avisé que le ministre a autorisé l'Administration à se départir de la règle exposée au début de la lettre précédente, sous les réserves ci-après : « S'il s'agit d'affaires de mouillage proprement dites où l'infraction est mixte, on continuera à saisir le Parquet; si celui-ci renonce aux poursuites, une transaction pourra intervenir avant jugement dans les conditions indiquées plus loin. En cas de poursuite du Parquet l'action fiscale sera jointe à l'action publique conformément aux errements suivis jusqu'ici, mais une transaction pourra être consentie après jugement. S'il s'agit d'affaires dans lesquelles il ne résulte de la présomption de mouillage qu'une infraction purement fiscale (excédent aux charges, etc.), l'Administration aura la faculté de transiger, suivant les circonstances avant ou après jugement, mais bien entendu, l'Administration continue à se réserver le droit de poursuivre l'exécution des jugements lorsqu'il s'agira de fraudes avérées. La transaction ne s'explique qu'à l'égard des contrevenants dont la bonne foi a pu être surprise ou qui, ayant été l'objet de condamnations élevées, peuvent être considérés, à un certain moment, comme ayant acquitté une peine suffisamment exemplaire. Au surplus l'Administration devra toujours être consultée en l'objet avant ou après jugement. La décision précitée pourra être appliquée à toutes les affaires de falsification de vin (sucrage, alcoolisation, surplâtrage, etc.); elle pourra l'être également à toutes les autres contraventions fiscales concomitantes ou connexes à des délits de droit commun (appellation d'origine, etc.) à moins qu'un texte de loi ne s'y oppose formellement. »

Les vins inondés.

Cette question est connexe à celle du mouillage, mais elle a été résolue de façon différente. Les vins inondés sont des vins que des pluies torrentielles et persistantes qui ont inondé les vignobles, ont rendu semblables matériellement sinon légalement à un vin mouillé artificiellement et par conséquent illicite comme nous venons de le voir. Le vin inondé est en somme un vin « mouillé par la nature » n'empêche que c'est un vin *naturel* et qu'il répond bien à la définition de toute la législation qui veut que le vin soit le produit exclusif de la fermentation du raisin frais ou de son jus.

La réglementation de la circulation des vins inondés a suivi diverses phases contraires : il y eut d'abord interdiction absolue de les faire circuler ; on croyait ainsi donner satisfaction à la viticulture en débarrassant le marché d'une grande quantité de produits défectueux que la fraude aurait pu utiliser, mais les récoltants, après avoir accusé la Régie d'être trop débonnaire, trouvèrent qu'elle les protégeait trop efficacement alors qu'elle ne faisait qu'appliquer les mesures qu'ils avaient sollicitées.

La question a été finalement réglée dans un sens plus libéral ; du moment que les vins inondés ne sont ni falsifiés ni corrompus ni toxiques, les textes en vigueur ne peuvent en interdire la vente, mais leur mauvaise qualité rend leur écoulement difficile ; ces vins ne devraient aller qu'en distillerie sous des formalités suffisantes pour entourer leur circulation de toutes les garanties jugées nécessaires.

Le sucrage des vins et des cidres.

Nous avons étudié plus haut la législation qui, sur tout à partir de 1900, avait eu pour but de protéger la viticulture contre les abus du sucrage, en restreignant celui-ci à des cas bien déterminés : première cuvée et consommation familiale (dans certaines limites et sous déclaration), vins mousseux et vins de composition (vermouths, etc.), vendus sous un nom de fantaisie ne rappelant en rien un nom de vin de

liqueur. Les textes fondamentaux en cette matière sont les lois des 28 janvier 1903, 28 janvier 1908 et 29 juin 1907. Les infractions qu'elles prévoient ont-elles ou non le caractère mixte? La circulaire 539 du 26 août 1903 disait : « La loi du 28 janvier 1903 a un caractère fiscal. L'Administration conserve donc à l'égard des contraventions en question le droit de transaction qu'elle tient de sa législation spéciale. Du fait que, en cas de récidive, une peine d'emprisonnement vient s'ajouter à l'amende, il ne s'ensuit pas que cette aggravation change le caractère de la loi. Dans les cas de l'espèce il appartiendra aux directeurs d'apprécier si, en raison des circonstances ou de la nature des infractions il y a lieu de saisir les parquets ». La circulaire 695 du 13 juillet 1907 s'exprimait en des termes identiques : « Nonobstant la peine de droit commun dont elles sont rendues passibles dans tous les cas, les contraventions de l'espèce n'en conservent pas moins un caractère exclusivement fiscal ». La Régie est donc maîtresse de son action dans chaque cas envisagé; toutefois pour répondre aux vœux émis par le Parlement et la viticulture et tendant à une répression énergique de toutes les pratiques destinées à fausser le cours du vin, la Régie se conforme aux règles suivantes : d'une manière générale elle admet à transiger dans divers cas où une solution amiable paraît commandée soit par la minime importance des opérations en cause soit par cette circonstance que la constatation du service procède, en définitive, d'un fait volontaire du délinquant (déclaration, prélèvement d'acquit, inscription au carnet des sucres) ce qui exclut évidemment tout mobile de fraude. Par contre l'administration porte d'office en justice les procès-verbaux relevant : 1° des sucrages clandestins d'un caractère nettement commercial, les vins obtenus étant destinés à la vente ou présumés tels; 2° des livraisons irrégulières de sucre effectuées par les épiciers sans aucune des deux formalités exigées par la loi (acquit, émargement au carnet).

Telle est la solution adoptée par la Régie. Il est cependant permis de penser que les infractions en matière de sucrage ont le caractère d'actes préparatoires à la fraude prévus par la loi de 1905 et qu'il est naturel dès lors que leurs auteurs qui n'étaient jusqu'à la promulgation de cette loi passibles (sauf récidive) que des peines simplement fiscales, encourrent également une pénalité de droit commun.

Quant à l'emploi du sucre en *cidrerie* il n'est autorisé que par addition aux moûts ou pour l'édulcoration des cidres ou la préparation des cidres mousseux, mais seulement dans les limites des quantités nécessaires à ces opérations (décret du 28 juillet 1908). En 1912 on avait fixé la proportion maximum d'eau que pouvait contenir le sirop de sucre ajouté (lettre autogr. 798 du 20 septembre 1912). Depuis lors on est arrivé à utiliser directement le sucre en nature, mais cette opération devra toujours être maintenue dans les limites du décret de 1908. Par suite l'emploi du sirop de sucre sera subordonné à la justification de nécessités particulières de fabrication et soumis aux restrictions précitées quant à sa teneur en eau; de plus le fabricant devra tenir un registre où seront déclarés le volume et le degré saccharimétrique du sirop mis en œuvre; à chaque inventaire ces quantités seront prises en charge au compte des cidres. Quant au procédé de fabrication des cidres mousseux dit « procédé anglais », il donne un mélange de cidre et d'eau qu'on doit considérer comme dilution alcoolique; il doit être déclaré spécialement par le fabricant et pris en charge à un compte particulier d'alcool (Note de service n° 455 du 26 juin 1928).

Le mouillage et le sucrage à la cuve.

C'est chose singulière de voir à quel point les mêmes hommes peuvent varier d'opinion sur un même fait suivant le point de vue auquel ils se placent et suivant la manière dont les intérêts de chacun en sont affectés. De tout temps le mouillage des vins chez les marchands en gros et les débitants a

été considéré sans contestation comme une fraude des plus répréhensibles, que tout le monde est d'accord pour condamner vu les nombreux intérêts qu'elle lèse.

La même unanimité ne se retrouve pas lorsqu'il s'agit du mouillage effectué dans la cuve de fermentation ou par le récoltant lui-même. Déjà en 1888, lors de la discussion au Sénat de la loi de 1889, le rapporteur M. Griffé déclarait que le fait d'ajouter du sucre à la vendange insuffisamment mûrie est absolument licite et que le produit ainsi obtenu porte avec raison le nom de vin; il ajoutait : « De même dans le Midi, lorsque par suite de chaleurs excessives ou de retard apporté dans la vendange le raisin est beaucoup trop mûr, on ne pourrait pas faire du vin sans y ajouter une certaine quantité d'eau pour remplacer celle que la chaleur du soleil a enlevée. Ajouter du sucre quand il n'y en pas assez, de l'eau quand il y a trop de sucre, c'est employer des procédés de vinification excellents ». Cette doctrine, toute étrange qu'elle paraisse aux yeux des profanes, prévalut cependant devant les tribunaux, ainsi un arrêt de Montpellier du 30 août 1890 admettait le mouillage modéré à la cuve « dans les limites utiles à la vinification ». Malgré toutes les lois votées dès le début à la 20^e siècle pour prévenir et réprimer les fraudes sur les vins et malgré les cépages très productifs alors employés, certains viticulteurs estimaient qu'ils devaient pouvoir se livrer au mouillage et au sucrage, pratiques qu'ils condamnaient sans appel quand elles étaient employées par d'autres qu'eux. Ils voulaient pouvoir mouiller « légèrement » à la cuve pour améliorer, mais où était alors la limite de l'abus possible, un mouillage à la cuve ne dépassant pas 10 % étant indécidable à l'analyse; on disait bien que c'était nécessaire pour certains vins, mais les tribunaux n'ont pas finalement sanctionné cette manière de voir; ils ont condamné le mouillage à la cuve sans doute par suite des abus auxquels il aurait pu conduire (Béziers, 20 novembre 1907. Cass., 31 janvier

1913, Dalloz 1915. 1. 117, aff. Barthé. 7 janvier 1915, Bull. crim. n° 1, aff. Stumpe. Cour d'appel de Montpellier, 30 janvier 1908, Bull. C. I. n° 6, aff. Fabre et Latude).

A l'appui de cette jurisprudence on invoque la définition légale du vin « produit exclusif de la fermentation du raisin frais ou de son jus »; la loi du 11 juillet 1891 ne permet l'addition au vin de certaines substances telles que le sucre ou le sulfate de potasse que sous certaines conditions ou dans une proportion déterminée; on invoque aussi qu'aucun texte n'autorise l'addition d'eau, que le mouillage qui enlève au vin une partie de ses qualités a toujours été considéré comme une falsification et qu'en outre il est admis par la jurisprudence que le vin mouillé est soumis au régime de l'alcool (loi du 6 avril 1897); on dit enfin qu'il ne peut être fait de distinction entre le mouillage auquel est soumis le vin déjà tiré de la cuve et celui qui est pratiqué au moment où fermente le raisin, que la vendange qui est dans la cuve de fermentation, n'en est pas moins considérée par la loi comme un aliment dont elle réprime la falsification, que s'il en était autrement il faudrait en induire que l'art. 2 de la loi du 11 juillet 1891 qui répute falsification de denrées alimentaires « toute addition au vin de matières colorantes, etc., n'est point applicable lorsque ces matières sont versées dans la cuve, solution que l'on ne peut évidemment pas adopter.

La question n'a d'ailleurs pas cessé d'être d'actualité. A l'occasion des vendanges de 1927, des bruits fâcheux avaient couru relativement à la pratique frauduleuse du mouillage à la cuve. En 1928 on a signalé que l'autre pratique, celle du sucrage des vendanges, s'était poursuivie à l'abri, disait-on, de la loi elle-même qui l'autorise dans certaines proportions. Même cette année où les vins ont été de haute qualité des particuliers poussés par l'appât d'un gain facile, et malheureusement légal, ont cherché à obtenir avec des moûts très faibles des vins plus forts par

addition de sucre et cette pratique se serait généralisée avec une grande rapidité dans certaines régions (officiellement les quantités de sucre ajoutées aux vendanges en 1928 ont été de 2.533.075 kgr. en première cuvée et de 528.676 kgr. en deuxième cuvée).

On comprendrait peut-être que le sucrage fut spécialement autorisé (et telle a été jusqu'ici la pensée du législateur), pour remédier à une insuffisante maturité accidentelle d'ordre météorologique et afin d'obtenir, quelles que soient les années, la qualité de degré correspondant aux caractéristiques du vin que la région donne en saison normale, seul moyen de retenir une clientèle de choix. Mais il ne saurait en être de même quand l'insuffisance de degré est le fait du vigneron, de pratiques culturales que rien n'impose (arrosage trop copieux ou tardif, taille longue, surcharge de la vigne etc...) ; on obtient ainsi, surtout dans les terres d'alluvions et les terres irrigables, un vin si peu alcoolisé qu'il ne serait ni normal ni marchand. On relève alors le degré de ce vin par le sucrage (V. M. Barthe, ch. des dép. 19 novembre 1928. M. Méjean, Sénat, 22 décembre 1928). Avec les cours actuels l'opération est certainement fructueuse ; en effet 1,8 k. de sucre donne 1 degré hectolitre, qui revient à 9 frs., et on le revend 18 à 20 frs. Il est à remarquer que la proportion de sucrage autorisée par la loi (10 kgs par 3 hectos de vendanges ou 2 Hl. de vin) entraîne un accroissement de 2°, 8 environ. Une fraude est alors à craindre ; dans les pays où le vin est naturellement très riche en alcool on peut augmenter la quantité de liquide tout en maintenant par le sucrage le degré alcoolique du vin ; il est ainsi possible de dire que le sucrage facilite le mouillage à la cuve.

Quels remèdes apporter à cette situation ? En Algérie les délégations financières ont voté tout récemment une surtaxe de 200 fr. par 100 kgr. de sucre employé à la chaptalisation. En France, la Confédération générale des vignerons a émis le vœu formel que le sucrage et le vinage soient totalement interdits. Mais il

semble difficile d'adopter cette solution radicale, car, même en écartant les protestations de certains producteurs marrons dont les louches trafics se voient menacés, il faut bien tenir compte des besoins et même des usages loyaux et constants.

Des correctifs sont cependant indispensables et assez faciles à établir. Pour éviter la culture intensive on pourrait tout d'abord limiter la quantité de sucre susceptible d'être employée en fonction, non seulement de la quantité de vendanges récoltées, mais aussi de la superficie des vignes ; de plus le sucrage ne serait toléré que dans les régions fixées par arrêté ministériel, où cette pratique répondait à un besoin réel. Dans un même ordre d'idées, le décret de 1921 (19 août) subordonne le déverdisage des moûts à la publication d'un arrêté ministériel. Sans doute il resterait les dangers du sucrage clandestin ; il faudrait ici redoubler de vigilance ; on pourrait même interdire aux fraudeurs de vendre leurs vin autrement que pour la distillerie, en vue de la production d'alcool réservé à l'état.

On a proposé par ailleurs d'autoriser le sucrage à l'aide de moûts de raisins concentrés à plus de 10 %. Cette suggestion séduisante au premier abord serait susceptible de provoquer une extension de l'aire de la vigne et de nuire, en donnant à la préparation du vin un caractère industriel, à la réputation à l'étranger de nos vins de crû ; surtout, elle rendait plus difficile encore la répression des fraudes, les moûts ajoutés pouvant présenter en excès les éléments dont la sophistication aurait privé le vin. (Journal C. I. mars 1929).

On a suggéré enfin de remplacer le sucrage par le vinage ; le remède serait pire que le mal, surtout avec l'existence du privilège des bouilleurs de crû ; le passé d'ailleurs en fait foi.

Il ne semble pas douteux que tant que la faculté de sucrage, même limité, subsistera on ne pourra empêcher que des abus, parfois graves, ne se produisent à la propriété.

L'alcoolisation des vins.

Nous avons déjà parlé de la question au sujet du vinage. Rappelons seulement pour mémoire que l'art. 1 de la loi du 24 juillet 1894 interdisait l'addition d'alcool au vin (sauf pour les vins de liqueur) ; des règles spéciales existent pour le mutage des vins doux naturels (qui titreraient 14° au minimum si l'on n'arrêtait pas la fermentation par une addition d'alcool). Un décret du 19 avril 1898 rendu en exécution de la loi de 1894 a défini les caractères auxquels on reconnaît un vin alcoolisé. Toutefois cette présomption peut être infirmée lorsque la comparaison des différents éléments constitutifs des vins, leur dégustation, les conditions de leur fabrication, le lieu de leur provenance, permettront d'établir qu'ils proviennent exclusivement de la fermentation des raisins frais. Le sucrage des moûts dans les limites légales constitue une cause d'altération dont il y a lieu de tenir compte ; de même pour les coupages de vins rouges et de vins blancs. Ces vins rosés doivent être assimilés aux mélanges précédents en raison même de leur mode de fabrication.

L'addition d'une quantité quelconque d'alcool à du vin de vendange constitue une double contravention, l'une pénale (lois de 1889 et 1894), l'autre fiscale (art. 10, loi du 28 avril 1816) (Cass. 17 avril 1896, Bull. crim. 96, n° 138, 4 et 5 juin, 17 déc. 1896, Bull. Cr. 1896, n° 180, 193 et 371) ; il y donc là un cas d'infraction mixte.

Les vins décolorés.

La décoloration au noir animal, en vue de la vente, des vins rouges vinifiés en rouge par fermentation en cuve avec la grappe constitue une opération frauduleuse (voir circ. du ministre de l'agric. du 15 nov. 1921). Mais il n'est pas illicite au moment de la vinification de mettre en œuvre des raisins rouges pour faire des vins blancs ; il suffit de séparer le jus (blanc) des pellicules (rouges) avant que la fermentation soit déclarée, procédé courant en Champagne. Parfois la séparation n'étant pas faite assez tôt, le vin a une

teinte légèrement rosée ; il est également permis de traiter ces vins par le charbon pur pour les détacher et les clarifier. Le laboratoire devra préciser s'il s'agit de vins vinifiés en rouge et décolorés ou de vins vinifiés en blanc et simplement détachés. Lorsqu'on a intentionnellement préparé du vin rosé, en laissant le moût fermenter en présence de la rafle et de la pellicule, pendant un temps plus ou moins long, le produit obtenu doit être considéré comme un vin rouge qu'on n'a pas le droit de décolorer par le charbon (Note Min. Agric. 22 avril 1911).

La vente de vin dérougi constitue-t-elle une infraction mixte ? Une note du service des fraudes du 11 juin 1920 déclare que le vin décoloré n'est plus du vin et doit être assimilé à une dilution alcoolique au point de vue fiscal. Nous estimons qu'ici une distinction est à faire. Si le fait était constaté à la circulation, on pourrait, semble-t-il, soutenir qu'il y a eu fausse déclaration de la nature du vin expédié et par conséquent contravention à l'art. 10 de la loi de 1816 ; mais le cas est tout différent si les échantillons ont été pris dans le chai d'un marchand en gros ; étant donné que vins rouges et vins blancs sont pris en charge cumulativement au compte d'entrepôt, la contravention fiscale n'apparaît pas. On ne saurait à notre avis étendre aux vins dérougis la jurisprudence qui attribue le caractère de vins artificiels aux vins mouillés et aux vins surplâtrés. Pour ces derniers en effet il y a eu addition de substances étrangères qui leur font perdre la qualité de vins ; tandis que pour les vins dérougis on s'est borné à en modifier l'apparence et après l'opération ils n'ont pas cessé d'être le produit exclusif de la fermentation du raisin frais. Nous estimons en conséquence que l'infraction doit être constatée dans les formes prévues par le décret du 22 janvier 1919 et que la poursuite appartient au ministère public sans que le Régie ait à intervenir.

Vins atteints d'acescence, piqués, cassés, tournés.

Pour qu'un vin soit vendable suffira-t-il qu'il soit naturel, exempt de toute addition ou manipulation

illicite ou faudra-t-il encore qu'il ne présente pas certains vices constitutionnels dus aux conditions dans lesquelles il aura été obtenu ou aux altérations qu'il aura pu subir ? On peut en effet soutenir que ce sont des vins naturels répondant à la définition légale du vin et à la loi de 1905 qui ne visait que les vins corrompus, c'est-à-dire, ayant subi une fermentation putride. Ici les vins sont simplement défectueux, de par la nature, cas non prévu explicitement par la loi. L'on pouvait soutenir que l'acte illicite et la tromperie n'existaient que si ces vins étaient livrés à la consommation et vendus simplement comme vins. Mais que s'il plaisait à un consommateur d'acheter du vin piqué, qu'il lui soit expédié et facturé comme tel, rien dans la loi ne s'opposait à cette opération (dans ce sens : Trib. corr. Seine, 3 avril 1909. Gaz. Pal., 30 juin 1909, Carcassonne, 20 juillet 1908, Montpellier, 7 janvier 1909). La loi des fraudes ne pouvait intervenir que pour empêcher le rétablissement de ces vins par le tartrate de potasse (Trib. corr. Boulogne, 23 septembre 1908, Gaz. Trib., 10 octobre 1908), et les produits prohibés au règlement du 3 sept. 1907. Aussi, jusqu'à 1921, la question de savoir si les vins altérés tombaient ou non sous le coup de la loi du 1 août 1905 avait-elle été résolue différemment par la jurisprudence. En effet la Cour d'appel de Nîmes (ch. corr. 20 mai 1911, précité aff. B... et G...) (ainsi que : Trib. corr. Seine, 8^e ch. 8 juin 1912, Apt, 22 mars 1911) avait jugé que si en principe un vin fortement piqué peut être considéré comme toxique (art. 3, loi de 1905), il n'en est plus ainsi quand il n'est pas établi en fait que le vin incriminé présentait un caractère réel de nocivité. Au contraire la Cour d'appel de Montpellier (ch. corr. 15 juillet 1911, G. P. 1911. 2. 549) a déclaré impropre à la consommation un vin même limpide et brillant, lorsque son acidité volatile exprimée en acide sulfurique dépasse 2,5 gr.; un tel vin est un vin malade qui, pouvant compromettre la santé du consommateur, est un produit corrompu et toxique dont la vente est interdite

par l'art. 3 de la loi du 1 août 1905 (de même : Nîmes, 23 nov. 1911, Gaz. Trib. 7 janvier 1912; Alais, 26 juillet 1912, Ann. fals., janvier 1913). La Cour de Cassation appréciait d'après le degré d'acétification si le vin devait être ou non considéré légalement comme corrompu (Cass., 6 juin 1913, Gaz. Trib., 19 juin 1913 — 24 juin 1912, Gaz. Trib., 27 juin 1912).

L'art. 1 du décret du 19 août 1921 a tranché finalement le litige en déclarant impropres à la consommation les vins qui ont subi une altération spontanée, telle que l'acescence, casse, tourne ; cet art. a précisé les caractères auxquels ces vins se reconnaissent (1° acidité volatile supérieure à 2,5 gr. exprimée en acide sulf. 2° supérieure à 2 gr. mais présentant nettement à la dégustation les caractères de vins piqués bien que les éléments constitutifs ne soient sensiblement pas modifiés et que leur aspect soit resté normal). Le même décret exclut de la consommation les vins de surpressurage.

La circulaire 1209, du 23 novembre 1921, décidait en outre que, pour répondre aux prescriptions de l'art. 10 de la loi de 1816 (indication de la qualité) les soumissions d'enlèvement et les acquits à caution devraient désormais porter mention, sous peine de contravention, qu'il s'agit de vin piqué, etc.. Mais il a été jugé par la suite que : « Le particulier qui expédie pour la consommation un vin piqué ou tourné, impropre à la consommation, (dans les termes des art. 1 et 2 du décret du 19 août 1921), sous le couvert d'un acquit à caution n'indiquant pas l'altération de ce vin, ne commet pas d'infraction à l'art. 10, loi de 1816 ; en effet, dit cet arrêt, le décret de 1921 n'a pas créé une catégorie nouvelle de vins ; l'acescence n'est qu'un accident qui ne saurait caractériser une espèce particulière de vin au sens de l'art. 10 de la loi de 1816 (Cass. crim., 15 février 1924, aff. Portes, Bull. crim. 81, p. 139). Dès lors au regard de la Régie un vin piqué dans des proportions inférieures à celles visées par le décret de 1921 peut circuler avec acquit ou congé sous la simple dénomina-

tion de vin. Si le vin était acétifié au point d'« être impropre à la consommation, il ne pourrait circuler que sous acquit à caution à destination d'une vinaigrerie ou d'une distillerie (circ. 1209 précitée et N. A. 1305 du 25 février 1929) et si les employés rencontraient un tel chargement destiné à la consommation, ce fait ne constituant qu'une infraction commerciale, ils devraient prélever les échantillons réglementaires conformément aux art. 7 à 18 du décret du 22 janvier 1919. Enfin toute manipulation ayant pour effet de dissimuler l'altération du vin en modifiant son état naturel, est interdite. Par application de ce principe, est considéré comme une pratique frauduleuse le coupage de vins normaux avec des vins impropres à la consommation (art. 2, décret de 1921).

Par ailleurs la circ. 1209 précitée donnait les instructions suivantes : « Le Min. de l'Agric. indique p. 3 de sa circ. les circonstances dans lesquelles pourra être admise la légitimité de la détention dans les locaux commerciaux de vins altérés impropres à la consommation. Il convient de remarquer qu'il y a là une dérogation au principe consacré par la jurisprudence, et d'après lequel les boissons qu'un négociant possède en magasin sont considérées comme étant mises en vente (Cass., 12 sept. 1846 et 6 mai 1906). Comme l'art. 2 du décret n'admet l'excuse du motif légitime qu'à l'égard de la détention, laquelle se confond avec la mise en vente pour tous les contribuables assujettis aux visites du service des C. I., il aurait donc fallu exercer des poursuites contre les négociants trompés par leurs vendeurs ou victimes d'accidents fortuits survenus aux boissons qu'ils possèdent en magasin. Il a semblé indispensable de tempérer la rigueur de cette conséquence. Mais la tolérance admise devra être renfermée dans les limites strictement fixées et si les employés constataient dans les chais des commerçants en dehors des conditions déterminées, la présence de vins impropres à la consommation, ils auraient à relever le fait de mise en vente. Afin de déjouer les abus dans toute

la mesure possible, il sera tenu pour mémoire au portatif le compte des vins altérés dont les employés auraient pu constater l'existence au cours des recensements. Quant aux M. G. qui feraient le commerce des vins altérés, pour l'approvisionnement des vinaigriers et distillateurs, ils devraient loger et manipuler les produits de l'espèce dans des locaux distincts de ceux renfermant d'autres boissons. (Voir lettre du Dr Général des C. I. à M. Barthe, député. Moniteur agric., 21 février 1923). Pour les envois de vins altérés effectués par des M. G. ou des récoltants il y aura lieu d'appliquer les mesures de contrôle prévues pour les vins de surpressurage (décret de 1921).

Les vins surplâtrés.

La question du plâtrage des vins est, elle aussi, restée longtemps confuse. Cette opération usitée surtout dans le Midi de la France, l'Algérie et l'Espagne (pays où la maturation est hâtive et la fermentation parfois défectueuse), consiste simplement à jeter du plâtre sur la vendange. Ce plâtre forme avec les matières albuminoïdes des moûts des composés insolubles qui se déposent avec la lie ; par l'élimination des substances, le vin acquiert une plus grande « solidité », en même temps qu'une coloration plus vive et plus franche ; c'est là le bon côté du procédé, mais il entraîne d'autres conséquences qui sont loin d'être aussi heureuses. Entre le plâtre ou sulfate de chaux et la crème de tartre ou bitartrate de potasse qui se trouve dans la vendange, s'opère un phénomène de double décomposition : il y a échange des acides et des bases, c'est-à-dire formation de tartrate de chaux insoluble qui est précipité et de sulfate acide de potasse, qui reste en dissolution dans le liquide. Un des éléments du vin se trouve ainsi en partie éliminé et remplacé par un sel dont l'absorption n'est pas à la longue sans danger pour le consommateur. Or, dans les pays où le plâtrage est pratiqué, on est assez généralement porté à en abuser. C'est pourquoi à l'époque où furent élaborées les premières lois desti-

nées à combattre les falsifications sur les vins on se préoccupa de renfermer cette pratique dans des limites raisonnables. Il ne pouvait être question de l'interdire absolument pour deux motifs ; d'abord elle a sa raison d'être à l'égard de certains vins qui sans cela se conserveraient mal ; ensuite il n'est pas toujours possible de reconnaître si un vin n'a pas été plâtré, les vins contenant naturellement une proportion de sulfate de potasse pouvant aller de 0,40 gr. à 0,60 gr. par litre.

Avant 1891 les tribunaux avaient un souverain pouvoir d'appréciation pour décider si un vin plâtré constituait ou non un produit loyal et marchand (Cass. 13 déc. 1861, Sir. 1862, I. 329 et 5 janvier 1876, Sir. 76, I. 61). L'art. 3, § 1, de la loi du 11 juillet 1891, défendait « de mettre en vente, de vendre ou livrer des vins plâtrés contenant plus de 2 gr. de sulfate de potasse ou de soude par litre. », (les mots : ou de soude viennent d'une erreur du législateur, l'addition de plâtre au vin ne pouvant donner du sulfate de soude) ; il est à noter que ces dispositions de la loi de 1891 s'appliquent aux vins de liqueur (Lettre du Min. de l'Agric. au Directeur Gén. des C. I. du 8 juillet 1912, la décision contraire du 19 déc. 1910 a été rapportée par note 771 du 26 juillet 1912). Par amendement de M. Trouillot il était dit ensuite (art. 3, dernier §) que : « Les fûts ou récipients contenant des vins plâtrés (dans la limite permise bien entendu) devront en porter l'indication en gros caractères ; les livres, factures, lettres de voiture et connaissements devront contenir la même indication. » Mais les pénalités prévues à l'art. 3 de la loi de 1891 étaient-elles applicables aux infractions à cet amendement ? A la suite de 2 jugements contraires du trib. correct. de Montpellier et de celui de Narbonne, un double appel fut porté à la cour de Montpellier qui par arrêt du 6 février 1908 statua dans le sens de la négative, opinion que confirma la Cour de Cassation par arrêt du 14 nov. 1908 (affaire Neyrac, Gaz. Pal. 12 déc. 1908). Ainsi dénué de sanction pénale l'amendement Trouil-

lot pouvait tout au plus être invoqué en matière civile ou commerciale pour rescision de la vente au cas où l'acheteur n'aurait pas été prévenu que le vin avait été plâtré ; il ne restait donc à s'occuper que du § I.

Avant même que la loi fut votée, des doutes s'étaient élevés sur la portée de ce §. La limitation à 2 gr. de la teneur en sulfate de potasse visait-elle uniquement les vins livrés à la consommation ou bien au contraire les vins détenus chez les propriétaires ou dans les magasins des négociants tombaient-ils aussi sous le coup de l'interdiction ? Le garde des Sceaux, avant le vote de la loi, avait répondu que la mesure ne visait que les vins livrés à la consommation. L'administration des Douanes (Circ. 3021, du 15 avril 1889) prit texte de cette interprétation pour ne pas s'opposer à l'introduction en France des vins étrangers plâtrés, au-delà de la limite légale et dirigés sur les magasins d'un M. G. (elle disait que le M. G. pouvait avant de les revendre à ses clients ramer par des coupages leur teneur en sulfate de potasse au-dessous de la limite légale), mais il était défendu de couper ces vins quand ils étaient importés en franchise (loi du 1 février 1899, art. 2, § 2). Cette interprétation conduisait à cette anomalie singulière que le commerce avait toute facilité pour s'approvisionner à l'étranger de vins surplâtrés, alors que les vins français tombaient sous le coup de la loi dès qu'ils sortaient des chais du producteur.

Les tribunaux confirmèrent d'abord l'interprétation de la douane (Cour de Paris, 18 nov. 1895, D. P. 1901-2-361. Montpellier, 6 juin 1896, Mon. jud. du Midi, 5 juillet 1896). Par suite le transport de vin surplâtré ne serait pas tombé sous le coup de la loi de 1891 (Montpellier, 6 juin 1896 précité. — Narbonne, 9 mai 1902, D. P. 1902.2.296). Mais la Cour de Paris avait décidé que la simple détention dans un magasin de vente constituait la mise en vente (11 février 1897, D. P. 97.2.423 et la note). Il est à croire d'ailleurs que l'opinion de la chancellerie à ce sujet, s'était déjà

modifiée, car l'arrêt de la cour de Paris de 1895 fut déféré par le parquet à la Cour de Cassation ; mais le pourvoi se trouva rejeté pour une question de forme (Cass., 8 nov. 1900).

Depuis lors des faits nouveaux sont survenus qui ont modifié l'aspect de la question. D'abord, il a été jugé que toutes les boissons détenues par un commerçant dans les locaux affectés à son commerce, sont présumées destinées à la vente (Cass. crim., 24 juin 1910, Gaz. Pal. 10.2.447, aff. Besson), d'où il suit que, contrairement à la doctrine antérieure, le M. G. qui détient des vins surplâtrés contrevient à l'art. 3 de la loi du 11 juillet 1891, interdisant la mise en vente des vins de l'espèce, quand bien même ces vins ne seraient pas destinés à être livrés directement à la consommation sans avoir fait l'objet d'un coupage (dans ce sens Pau, 19 déc. 1908 et un arrêt de Cassation). D'autre part, est intervenu dans la question un élément nouveau, auquel on n'a peut-être pas suffisamment pris garde. C'est le décret du 3 sept. 1907, rendu pour application de la loi du 1^{er} août 1905. Ce décret, après avoir posé en principe que, d'une manière générale, sont considérées comme frauduleuses toutes manipulations ou pratiques ayant pour objet de modifier l'état naturel du vin, spécifie que ne constitue pas une manœuvre frauduleuse l'emploi en vinification du plâtre dans les limites fixées par la loi du 11 juillet 1891, d'où a contrario, l'emploi dans la fabrication du vin destiné à la vente, d'une quantité de plâtre supérieure à celle qui correspond à une teneur en sulfate de potasse de 2 gr. par litre constitue une fraude passible des peines édictées par la loi de 1905. Ce qui est punissable, ce n'est donc plus seulement le fait de mettre en vente, ou de vendre un vin contenant à ce moment plus de 2 gr. de sulfate de potasse; il suffit que le vin ou partie du vin mis en vente ou vendu ait, au moment de sa vinification reçu une addition de plâtre supérieure à celle qui aurait eu pour effet de porter sa teneur en sulfate de potasse à 2 gr. par litre. Ainsi un pré-

venu ne peut alléguer qu'il n'a jeté sur sa vendange qu'une petite quantité de plâtre, l'excédent de sulfate provenant de la nature de son terrain; il lui appartenait en effet de mesurer la portion de plâtre que, en tenant compte de la nature de son terrain, il pouvait ajouter pour que finalement son vin ne fut pas plâtré au-delà de la limite légale. De ce qui précède il résulte que le plâtrage en excès constitue pour un vin une tare *indélébile* que ne sauraient effacer les coupages dont ce vin pourra être l'objet soit à la propriété (Cass., 18 novembre 1913, Ann. falsif. 1914, Jurispr. p. 279), soit chez les marchands en gros (voir lettre du Ministre de l'Agriculture au Directeur des Douanes du 31 janvier 1911).

La conséquence de tout ceci, c'est que, si la douane persévérant dans son attitude première, avait donné mainlevée d'un vin étranger surplâtré, ce vin serait devenu saisissable, par les soins du service des C. I. dès son introduction dans les magasins du M. G. destinataire.

Au contraire, le vin détenu par le propriétaire récoltant demeure à l'abri des rigueurs de la loi. Pour qu'il y ait contravention il faut, en effet, qu'il y ait mise en vente du vin incriminé. Or, un récoltant peut toujours alléguer qu'il destine son vin à la consommation personnelle ou qu'il se propose de le convertir en alcool (voir dans ce sens Cass., 12 mai 1910. Bull. crim. n° 254 aff. Planès) ; il peut cependant être déclaré coupable de fabrication industrielle de vin artificiel (loi du 6 avril 1897) lorsqu'il est reconnu que ce vin eu égard à sa quantité était manifestement destiné à la consommation publique, que le prévenu ait eu ou non l'intention de ramener par un coupage ledit vin à la dose légale de sulfate de potasse (Cass., 18 novembre 1913 précité).

Un dernier point reste à examiner concernant la nature de la contravention commise par qui met en vente, vend ou livre du vin surplâtré.

A l'origine il avait paru que les contraventions à l'art. 3 de la loi du 11 juillet 1891 constituaient uni-

quement des infractions de droit commun dont la poursuite incombait exclusivement aux parquets et que le service des C. I. n'avait à veiller à l'exécution dudit article que dans les conditions où il concourt à l'exécution des lois de police en général. Mais par la suite, une doctrine contraire a prévalu. Cette doctrine a été inaugurée d'abord, comme nous l'avons vu plus haut, en matière de mouillage. Plusieurs décisions judiciaires, et particulièrement un arrêt de cassation du 4 juillet 1907 (aff. Chopis) ont posé en principe que toute falsification fait perdre au vin son caractère et le transforme en un vin artificiel passible du régime de l'alcool; d'où il suit que la circulation ou la mise en vente de ce vin artificiel sous le nom de vin constitue un délit de droit commun et une contravention fiscale (art. 4, loi du 6 avril 1897). Ce raisonnement s'appliquait de tous points aux vins plâtrés au-delà de la limite légale; aussi, la Cour de Cassation n'a-t-elle pas hésité à leur étendre la même doctrine par son arrêt du 13 mars 1909 (aff. Benson et Peyre, Gaz. Trib., 21 mars 1909, Bull. C. I. 1909, n° 7) où il est dit qu'au point de vue fiscal la présence dans le vin d'une quantité de plâtre (lisez sulfate de potasse) plus considérable que celle qu'autorise la loi de 1891, place ce liquide dans la catégorie des vins artificiels soumis par l'art. 1 de la loi du 6 avril 1897 aux droits et régime de l'alcool. Il y a donc là un cas d'*infraction mixte*; c'est d'ailleurs ce qu'avait déjà décidé la Cour de Montpellier le 21 février 1908 (aff. Rouzière). Par suite et par application des principes généraux en la matière, la Régie est recevable, nonobstant l'absence d'un procès-verbal dressé aux fins fiscales, à intervenir dans la poursuite dirigée par le Ministère public pour mise en vente de vin plâtré et à requérir les amendes fiscales encourues (Cass., 15 novembre 1912, Bull. C. I. 1913, n° 13; Cass., 30 avril 1909, Bull. crim. n° 286, Gaz. Pal., 10 juillet—24 juin 1910, Journal Le Droit, 24 novembre 1910).

Par conséquent les infractions en matière de plâ-

trage que les employés des C. I. ont l'occasion de relever, doivent être constatées dans les formes propres à la Régie, qui joint son action à celle du Parquet pour requérir les pénalités fiscales indépendamment de celles portées par les lois des 11 juillet 1891 et 1^{er} août 1905.

Produits œnologiques et mélanges de composition secrète ou indéterminée propres à falsification.

L'art. 2 de la loi du 1^{er} août 1905 qui visait les manœuvres tendant à modifier frauduleusement la composition des marchandises, avait été mis en application par l'art. 4 de la loi du 29 juin 1907; cette dernière a été sur ce point abrogée et remplacée d'abord par l'art. 4 de la loi du 28 juillet 1912; cet article indique les substances dont on ne peut faire emploi (et les destinations qu'il est interdit de leur donner); d'autres mesures ont été prises par la suite, c'est ainsi que depuis une décision en date du 14 novembre du Ministre de l'Agriculture, l'emploi de la glycérine est totalement interdite dans la fabrication des boissons.

La détention sans motifs légitimes, la mise en vente ou vente (connaissant leur destination) de ces substances, est punie des peines de l'art. 4 de la loi de 1905. Cette disposition n'a pas un caractère fiscal; les procès-verbaux administratifs devront donc être transmis au Parquet à qui il appartiendra d'exercer les poursuites (Circ. 695 du 13 juillet 1907). Mais, « une boisson qui est trouvée renfermant un produit interdit par la loi ou qui en contient une quantité excessive, devient au point de vue fiscal un vin artificiel soumis aux droits et régime de l'alcool (Cass. crim., 12 mai 1911, Gaz. Pal. 1911, 1, 740, aff. Fanchon; Cass., 15 novembre 1917, Bull. crim. n° 235, aff. Rosier). Le principe de l'art. 4 de la loi de 1912 concernant les manipulations et pratiques frauduleuses destinées soit à tromper l'acheteur sur les qualités substantielles ou l'origine du produit soit à en dissimuler l'altération, a été repris dans l'art. 2, § 2 et suivants du décret du 19 août 1921.

L'art. 3 énumère longuement les opérations qui sont licites. Les dispositions de l'art. 10 (voir Circ. n° 57 du Min. de l'Agriculture en date du 15 novembre 1921) qui visent les produits œnologiques, sont nouvelles, en ce sens que le décret abrogé du 3 septembre 1907 ne contenait rien de semblable. La loi de 1912, afin de mettre les viticulteurs et les négociants à même de distinguer nettement, au travers des réclames commerciales, les produits dont l'emploi est licite de ceux dont l'usage est frauduleux, avait décidé que toute substance destinée à la préparation ou à la conservation des boissons ne pourrait être mise en vente qu'avec une étiquette indiquant sa composition (art. 3). Ces dispositions n'avaient jusqu'à ce moment reçu qu'une application incomplète, car la loi de 1912 avait laissé à un règlement le soin de fixer les conditions matérielles de mise en œuvre du principe. Les art. 4, 8 et 10 du décret de 1921 constituent ce règlement. Ils déterminent la façon dont les indications de composition devront être portées à la connaissance des acheteurs, sur les étiquettes, annonces, réclames, papiers de commerce. Le service des C. I. concourt à l'exécution de ces prescriptions dans les conditions où il veille à l'observation des lois de police en général.

Eaux-de-vie et rhums.

A) Fausse déclaration de leur nature.

Aux termes de l'art. 6 du décret du 3 septembre 1907, la dénomination d'alcool de vin est réservée aux produits provenant de la distillation du vin, tandis que celle d'alcool de marc est réservée aux produits de la distillation des marcs de raisins frais additionnés ou non d'eau. Donc le fait de vendre sous le nom d'alcool de vin de l'alcool de marc même rectifié constitue un délit pour tromperie sur la nature de la marchandise (loi du 1^{er} août 1905) et il y a aussi contravention fiscale pour expédition inapplicable (Trib. corr. de Béziers, 10 mai 1911, Gaz. Pal. 1911, 2, 281), par application des art. 10 de la loi de 1816 et 23 de la loi du 31 mars 1903 (Cass., 15 mai

1845, Sir. 45, 1, 556—Caen, 12 janvier 1911); en effet la loi de 1903, art. 23, distinguait déjà les alcools de marc des alcools de vin et disposait que les titres de mouvement doivent indiquer la substance avec laquelle les spiritueux ont été fabriqués (dans ce sens, Cass., 20 juillet 1912, Gaz. Pal. 1912, 1, 275, aff. Redouté, et 17 juillet 1913, Ann. falsif. 1914, p. 246). L'alcool d'industrie aromatisé et réduit au degré de consommation ne peut être vendu sous le nom « d'eau de vie »; ce ne serait pas un produit naturel et loyal (Trib. correct. de la Seine, 8^e ch., 3 juin 1911, Gaz. Pal. 1911, 2, 219, aff. Delbergue).

B) Mouillage.

La question du mouillage des eaux-de-vie et des rhums a été pendant longtemps controversée. Les tribunaux de Tarbes et de la Seine (1909) avaient prononcé des condamnations contre des débitants pour avoir vendu du rhum dont le degré avait été réduit par le mouillage : « attendu que l'addition d'eau fait rentrer le rhum dans la catégorie des produits de fantaisie puisqu'il n'est plus ainsi le produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation du jus de canne à sucre ».

La loi fiscale prévoit le mouillage des spiritueux qui est du reste dans certains cas une pratique nécessaire; sans doute on pouvait fixer une limite minima de teneur en alcool au-dessous de laquelle les liquides alcooliques perdraient leur dénomination primitive (rhum, kirsch, etc.), mais il aurait fallu un texte explicite. La Cour d'appel de Paris a jugé que l'addition d'eau n'était pas prévue par le règlement d'A. P. du 3 septembre 1907 et que dès lors cette opération ne constituait pas une infraction à la loi de 1905. Par la suite le commerce s'est ému de décisions judiciaires (Cours de Paris, 17 janvier 1914 et de Nîmes, 19 février 1914) desquelles il aurait résulté que le fait de couper avec de l'eau des rhums Martinique se trouve visé par les art. 6 et 8 du décret du 3 septembre 1907 et dès lors constituait une infraction à l'art. 1^{er} de la loi de 1905.

Dans son art. 8, § 1, le décret de 1907 visait l'addition de substances ayant pour but de donner au produit l'apparence de qualités qu'il n'a pas; ce sont des substances que l'on désigne habituellement sous le nom de bonificateurs; la preuve que tel était bien le sens de l'article se trouve dans le § 2 qui prévoit et punit la mise en vente, sous une forme indiquant leur destination ou leur emploi des substances pouvant servir à effectuer les manipulations susvisées. On ne pouvait donc pas s'autoriser des dispositions de cet article pour interdire le mouillage des spiritueux car l'eau ne rentre évidemment pas dans la catégorie des substances qui y sont visées. L'art. 8 s'inspirait à n'en pas douter des mêmes vues et tendait au même but que le dernier § de l'art. 23 de la loi du 31 mars 1903 aux termes duquel les spiritueux pris en charge au compte des eaux-de-vie et rhums naturels ne peuvent être l'objet « d'aucune addition de substances propres à en modifier la composition ou le goût ». Or cet art. 23 se complète par une phrase ainsi conçue : « Si un mouillage est nécessaire pour ramener au degré de consommation des eaux-de-vie et alcools naturels ou des rhums qui auraient été fabriqués à un degré supérieur, cette opération devra faire l'objet d'une déclaration préalable indiquant la quantité d'eau qui doit être ajoutée et l'augmentation de volume qui en résultera ».

Le législateur de 1903 avait donc formellement reconnu le mouillage des eaux-de-vie et rhums comme une opération légitime, et la disposition que nous venons de citer n'ayant été jusqu'alors infirmée par aucun texte, devait être considérée comme toujours en vigueur. C'est là, croyons-nous, une argumentation que, dans les deux affaires dont il a été parlé plus haut, les défenseurs auraient pu opposer avec succès à la thèse du Ministère public. La faculté reconnue par la loi de 1903 aux détenteurs de spiritueux est d'ailleurs conforme aux habitudes commerciales et imposée en quelque sorte par les conditions dans lesquelles ils sont produits. Les eaux-de-vie de

Cognac sont distillées aux environs de 70° les rhums de la Martinique sont fabriqués à 55°; or on les consomme d'ordinaire à 45 à 50°. Si l'on n'avait pas le droit de les réduire avec de l'eau, il faudrait attendre quelque 15 ans pour que l'action du temps les ait fait descendre au degré de consommation.

Les observations que nous venons de faire ne visent pas les décisions en elles-mêmes, mais seulement les considérants par lesquels elles sont motivées. Il se peut fort bien que dans les deux affaires il y ait eu, de la part des vendeurs tromperie sur la qualité réelle de la marchandise vendue. Nous estimons seulement qu'en assimilant, d'une manière générale, le mouillage à une falsification, les juges ont fait une application erronée de la législation en vigueur à cette époque. D'ailleurs le mouillage ne saurait être pratiqué en proportion illimitée. Il y a une limite qu'on ne saurait dépasser sans faire perdre au produit les qualités qui lui sont propres et qui le caractérisent. Ainsi on aurait très bien compris que l'on considérât comme une tromperie le fait de vendre sous le nom de rhum un liquide qui marquerait à l'alcoomètre 30°, car ce liquide ne donnerait pas au consommateur les satisfactions que, sous la foi de l'appellation donnée, il est en droit d'en attendre; il serait par exemple fort en peine de s'en servir pour faire brûler un punch ou flamber une omelette.

Le service de la répression des fraudes avait paru un moment disposé à rentrer dans cette voie et à considérer comme produits non marchands les rhums réduits au-dessous de 40°; mais en l'absence d'un texte précis, il n'avait pas cru devoir persévérer dans cette attitude.

Par un arrêt du 3 décembre 1914 (Ann. des falsif. 1916, p. 30) la Cour de Cassation confirma la manière de voir ci-dessus exposée, en décidant que seule la réduction des eaux de-vie au-dessous du degré normal de consommation faisait perdre à une eau-de-vie naturelle le bénéfice de son nom et devait être con-

sidérée comme délictueuse ; mais naturellement la Cour, faute de texte, ne pouvait indiquer quel était ce degré ; c'était au tribunal à l'apprécier en se basant sur les usages locaux ; la question sur ce point particulier restait donc entière.

Le décret du 19 août 1921 a mis fin à ces controverses en consacrant en partie le principe de l'arrêt précité ; il a décidé que : « N'est pas considéré comme frauduleuse la réduction des spiritueux visés au présent décret, au degré de consommation. Toutefois il est interdit de transporter en vue de la vente, mettre en vente ou vendre des eaux-de-vie réduites au-dessous de 35°, à moins que les récipients et emballages ne portent l'indication apparente en chiffres d'au moins 5 mm. de haut de la richesse centésimale en alcool des eaux-de-vie qu'ils contiennent. »

La fausse indication du degré constitue une double contravention, fiscale et de droit commun (Circ. 1209 du 23 novembre 1921).

Le produit du mélange d'une eau-de-vie naturelle et d'un alcool d'industrie doit porter l'indication « de fantaisie », ou tout autre qualification analogue (décret du 3 septembre 1907, art. 7, § 3, et décret de 1921).

Un alcool rectifié 97° sous le couvert de l'acquit blanc, mod. 1903, mentionnant comme dénomination sur cet acquit, alcool ou 3/6 réduit au degré de consommation conserve le droit à l'acquit ou congé mod. 1903 (circ. 1209 précitée). Le produit doit alors être désigné sous le nom « alcool de vin ou esprit de vin. » (Décret du 19 août 1921, art. 6, in fine).

Quant à la vente d'un mélange de rhum et d'alcool neutre ou d'eau-de-vie, jusqu'en 1923, la législation ne l'interdisait pas, mais elle exigeait que l'acheteur fût averti qu'il était en présence d'un mélange, par les mots « de fantaisie » accolé à rhum ou tafia. Les 4 derniers § de l'art. 9 de la loi du 31 décembre 1922, interdisent la vente d'un mélange de rhum et d'alcool sous le nom de rhum ou tafia avec ou sans qualifica-

tif ou sous une dénomination contenant les mots « tafia » ou leurs dérivés.

Eaux minérales.

La loi du 30 décembre 1916 punit les manœuvres ayant pour effet de compromettre les droits du Trésor. Le fait de vendre sous le nom d'eau minérale de l'eau ordinaire constitue bien une manœuvre préjudiciable au Trésor (Jugement trib. correct. du Havre, 9 déc. 1925); aussi les Parquets donnent-ils à la Régie les informations utiles, même lorsqu'ils n'y sont pas expressément obligés; il semble donc bien qu'il y ait là un cas d'infraction mixte.

Les Octrois.

L'organisation des octrois est intimement liée à celle des C. I. Les employés de la Régie peuvent verbaliser en matière de droits d'octroi (décret du 1^{er} Germinal an 13, art. 53), et réciproquement (art. 92, ordonnance du 9 septembre 1814). Les employés d'octroi sont aussi qualifiés pour opérer des prélèvements et des saisies en matière de fraudes commerciales (décret du 22 janvier 1919, art. 4), et en particulier pour la margarine et le beurre, quand ils sont commissionnés à cet effet (et ils l'ont été en bloc) par le ministère de l'Agriculture (décret du 8 mai 1888. Loi du 16 avril 1897, décret du 9 novembre 1897, art. 19). Il y aura infraction mixte lorsque le fraudeur aura contrevenu à la fois à la loi pénale et aux règlements d'octroi. Bien plus, l'infraction pourra être triple lorsqu'un même fait sera punissable aux yeux de la loi pénale, de la législation des C. I. et de celle des octrois; il en serait ainsi de la tentative d'introduction en fraude dans une ville à octrois d'un vin mouillé.

Les infractions au règlement de l'octroi doivent être constatées par procès-verbal (art. 95, ord. du 9 décembre 1814. Cass., 27 nov. 1906. Gaz. Trib. 1907, 1, 173) mais un procès-verbal régulier n'est pas, comme en matière de C. I., le titre initial nécessaire de la poursuite; ici les contraventions peuvent être

prouvées par témoins, résulter des aveux du prévenu ou des dépositions des verbalisants (art. 154 à 159 du code d'Instr. Crim.) (Cass., 28 août 1812, 14 mars et 6 juin 1835. Aix, 24 mai 1905. Paris, 28 mars 1908).

Quand une affaire intéresse à la fois le Trésor et la commune, les procès-verbaux de saisie sont rapportés à la requête du Dr général des C. I. et du maire, mais la suite de ces affaires appartient exclusivement à la Régie. (Décret du 17 mai 1809, art. 164, Ordon. du 9 décembre 1814, art. 83). Ce n'est qu'en matière correctionnelle que la Régie est tenue de suivre pour le compte du Trésor et de l'octroi les affaires communes aux 2 services ; en matière civile chaque administration décerne contrainte pour son compte et engage l'instance.

La législation spéciale aux octrois n'ayant pas fixé le délai pour la délivrance de l'assignation, les contraventions peuvent donc être constatées en cas d'infraction mixte tant que la prescription de 3 ans, édictée par l'art. 638 du Code d'Instr. crim. n'est pas acquise. (Cass. 25 juin 1875 et 5 juin 1880. Mém. 21, 176).

La déchéance de la Régie (dans les 3 mois) en raison de la tardivité de son action, empêche-t-elle l'octroi d'exercer des poursuites (dans les 3 ans) en vertu du procès-verbal ? La Cour de Cassation avait d'abord répondu par la négative (18 janvier 1861 et 21 août 1863) puis l'affirmative (23 janvier 1897, Bull. crim. n° 22), mais c'est la première solution qui finalement l'a emporté.

CHAPITRE 5.

Les appellations d'origine. Etiquetage.

Indication du degré et de la nature des boissons.

§ 1. — Les appellations d'origine.

Nous avons parlé plus haut (Chap. 2, § 1) des efforts du législateur en vue de garantir la provenance des produits, efforts qui s'étaient concrétisés dans les lois du 2 août 1872 et du 31 mars 1903 (système de l'acquit ou congé blanc). C'était là, de la part de l'Etat, s'engager dans une voie où il allait être par la suite puissamment sollicité de pénétrer bien plus avant. Ce fut en effet le commencement d'une évolution qui devait aboutir en dernière analyse, surtout sous la pression des viticulteurs, à faire protéger par l'Etat, non plus seulement la provenance des produits mais aussi leur origine proprement dite, et il faut entendre par ce mot l'indication précise de la région dans laquelle les matières premières ont été récoltées. C'est surtout depuis 1905 que les mesures de l'espèce se sont multipliées sous la forme soit de dispositions insérées dans les lois fiscales, soit dans les lois spéciales ; mais à pénétrer dans ce domaine le législateur devait s'attendre à ce que les mesures jugées excessives et vexatoires par les uns fussent considérées par les autres comme insuffisantes et inefficaces. Le principe de la certification de l'origine fut d'abord reconnu par la loi du 6 août 1905 ; l'art. 25 disposait que la garantie donnée par les titres de mouvement sur papier blanc pour les eaux-de-vie et alcools naturels, qui jusqu'alors portait uniquement sur la nature des substances ayant servi à la fabrication des produits (art. 3, loi du 31

mars 1903) était étendue à l'indication du *lieu* d'où proviennent les matières premières mises en œuvre; la circulaire 613 du 8 août 1905 avait défini les conditions auxquelles était subordonnée l'application de cette disposition. Mais cette mention restait purement facultative (circ. 743 du 25 mai 1908), elle n'était faite qu'à la demande de l'expéditeur et subordonnée aux conditions fixées par l'Administration des C. I. en vertu des pouvoirs que lui avait expressément confiés la loi du 6 août 1905 (circ. 613 précitée et 795 du 19 mai 1909) ; ces mentions constituent en effet un véritable certificat que la Régie ne peut délivrer qu'à bon escient. L'indication à relater à cet égard sur les expéditions devait correspondre aux divisions administratives et pouvait en thèse générale comporter la désignation soit de la commune, soit du canton, soit même de l'arrondissement dans lequel est situé le lieu de la récolte. Les négociants entrepositaires qui désiraient réexpédier avec mention d'origine des matières premières les spiritueux qu'ils avaient reçus en vertu de titres de mouvement portant eux-mêmes cette mention, devaient conserver ces produits dans les locaux séparés de la voie publique, non seulement de ceux où sont emmagasinés les spiritueux de toutes sortes, mais encore le cas échéant de ceux où sont logés les eaux-de-vie et alcools naturels, bénéficiants des titres de mouvement sur papier blanc pour lesquels le lieu d'origine des matières premières n'aurait pas été indiqué ou qui proviendraient de matières premières ayant une origine différente (circ. 696 et 1123 du 16 juin 1919). Par la suite le décret du 1^{er} mai 1909 créa une circonscription territoriale particulière dont la désignation pouvait être substituée sur les titres de mouvement à celle de la division administrative ; en conséquence on institua un acquit *régional* (mod. 1909) pour les eaux-de-vie provenant uniquement de vins récoltés et distillés dans les régions délimitées de Cognac et d'Armagnac (décrets des 1 et 25 mai 1909) ; l'emploi de cet acquit était subordonné aux conditions d'emmagasinement fixées

par la loi du 6 août 1905. Mais les prescriptions de l'art. 25 de cette loi subsistaient tout entières et les intéressés pouvaient toujours en réclamer le bénéfice.

L'art. 11 de la loi du 1 août 1905 avait décidé que des règlements d'A. P. statueraient sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales ce fut la partie de cette loi qui fut la plus difficile en mettre en œuvre. Dès cette époque en effet les producteurs dont les vignes se trouvaient situées dans un région jouissant de quelque réputation, avaient réclamé le vote de dispositions propres à faire certifier par l'Etat la qualité particulière de leurs produits et à la protéger contre des manœuvres susceptibles de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion quant au crû, au cépage, à la teneur chimique, au bouquet des vins ou spiritueux qui lui sont livrés. Ainsi les viticulteurs de la Champagne, puis ceux de la Gironde, émirent un vœu tendant à la délivrance pour la circulation des vins provenant de ces régions, de titres de mouvement de couleur spéciale dont l'emploi leur serait exclusivement réservé. Le décret du 3 septembre 1907 avait confirmé les termes de l'art. 11 de la loi de 1905, mais le Conseil d'Etat ayant éprouvé quelques scrupules sur la portée de la délégation que lui avait donnée ce texte, les départements de l'Agriculture et du Commerce, sous la pression des représentants des régions intéressées, firent adopter par le Parlement la loi du 5 août 1908 qui confère expressément au Gouvernement le soin de délimiter par règlements d'A. P. les régions dont les produits ont droit à telle ou telle appellation d'origine, en prenant pour base les usages locaux et constants ; le Gouvernement fut ainsi engagé dans une voie où il devait éprouver par la suite d'amers déboires.

En vertu de cette loi on délimita en 1908 et 1909 par décrets les territoires aux produits desquels étaient réservées les appellations de Champagne, Cognac, Armagnac, Banyuls, Clairette de Die et Bordeaux. Dans toute cette œuvre l'unité de vue fit

défaut ; certaines délimitations furent faites d'une façon très large (Charentes, Armagnac) ; leur mise en application fut d'ailleurs singulièrement facilitée par l'existence en matière de spiritueux des lois fiscales du 31 mars 1903 et du 15 juillet 1907 qui rendaient les fraudes très difficiles. Au contraire la Champagne et le Bordelais furent délimités très étroitement ; la mise en œuvre de ces décrets souleva de telles réclamations qu'on ne put aller plus loin et la Bourgogne viticole, par exemple, ne fut pas délimitée. On dut en fin de compte reconnaître que le système des délimitations administratives avait fait faillite et se rejeter sur une autre méthode ; la délimitation par la voie judiciaire.

De vives réclamations s'étaient élevées chez les producteurs avoisinant les régions délimitées, auxquelles ils avaient bien compté être rattachés, mais l'agitation se calma de ce côté parce que l'expérience ne tarda pas à démontrer, qu'en raison de la confusion dans les comptes de la Régie comme dans les magasins des négociants de produits ayant des origines diverses, la délimitation ne suffit pas à elle seule pour établir si l'origine indiquée par les étiquettes, factures ou emballages est bien l'origine réelle des produits. Les substitutions continuèrent donc à se pratiquer comme par le passé. Aussi les propriétaires des régions délimitées demandaient-ils avec insistance des mesures propres à donner aux décrets précités des sanctions qui pouvaient seules en assurer l'efficacité. Ces réclamations trouvèrent leur expression dans une proposition très intéressante de MM. de la Trémoille, Cazanvieilh et Comberouze « tendant à instituer une marque facultative de garantie d'origine pour la circulation et la vente des vins. » Ces députés estimant que des falsifications étaient encore possibles, malgré les lois de 1905 et 1907 de la part des intermédiaires quant aux qualités et à l'origine des produits, proposaient pour combattre ces procédés, l'adoption sous le contrôle de l'Etat d'une « garantie d'origine », destinée à sauve-

garder les intérêts des consommateurs et des négociants consciencieux ; de plus la fraude s'exercant aussi à l'étranger dans des proportions parfois alarmantes, les négociants dont les produits sont imités perdent des débouchés que la marque d'origine pourrait efficacement leur aider à reconquérir. Cette marque (et par là la proposition nous intéresse plus particulièrement) serait délivrée par les agents de la Régie sur la demande des intéressés. Ce serait une estampille uniforme, par laquelle l'Etat certifierait que l'origine du vin correspond à la marque particulière du producteur et à la désignation du produit. Elle serait apposée sur les fûts par les agents des C. I. eux-mêmes, soit à la sortie de la propriété, soit chez les négociants après les transvasements nécessaires ; les bouteilles seraient capsulées lors du remplissage. La délivrance de la marque était refusée aux récoltants qui reçoivent du dehors des vendanges fraîches ou des moûts.

Afin de permettre à la Régie de suivre le vin depuis le chai du producteur jusqu'à sa livraison au consommateur, les vins d'origine certifiée ne pourraient circuler qu'accompagnés de titres de mouvements spéciaux, de couler particulière et portant ostensiblement l'indication de l'origine du produit avec le facsimilé de la marque. Pour ces expéditions le droit de de circulation aurait été double du droit ordinaire ; la Régie était par suite intéressée à renforcer sa surveillance sur les vins en cours de transport, ce qui eût accru l'efficacité de la mesure proposée.

Pour prévenir les mélanges ou substitutions entre les vins d'origine certifiée et ceux pour lesquels le certificat d'authenticité n'aurait pas été obtenu ou demandé, on imposerait aux intermédiaires la tenue d'un magasin séparé pour le dépôt des vins de provenance garantie mais un seul chai aurait suffi pour tous ces vins, quelle qu'en fut la provenance ; en effet chacun d'eux devant être suivi à un compte spécial, il ne sera pas à craindre que l'entrepositaire opère des substitutions ou des mélanges entre les

différents vins garantis, puisqu'il ne pourra obtenir d'expédition pour la sortie de chacun d'eux que jusqu'à concurrence de la quantité qu'il en aura effectivement reçue. Les débitants qui ne posséderaient pas de local séparé pour les vins d'origine pourraient cependant jouir de la faculté de recevoir dans leurs magasins de détail des fûts contenant des vins d'origine garantie ; mais cette faculté serait subordonnée à des précautions particulières : les bon-des des fûts étaient scellées par les agents de la Régie, la marque de garantie devait disparaître en même temps que les scellés, et le débitant était libre alors de pratiquer la vente au tonneau. S'il se proposait de mettre le vin en bouteilles, cette opération et l'apposition des capsules devaient avoir lieu aussitôt après l'enlèvement des scellés et en présence d'un employé de l'Administration.

Certes ce système était assez fortement armaturé, mais toutes ces formalités auraient amené une grande complication dans le régime des vins et auraient été une lourde tâche pour le service de la Régie. Ce qu'il faut en réalité retenir de cette proposition, c'est la partie relative à l'obligation d'avoir un magasin séparé, des pièces de Régie et des comptes distincts pour les vins d'origine, dispositions que nous retrouverons presque intégralement dans les articles 12 et 13 de la loi du 6 mai 1909. Déjà auparavant le comice agricole et viticole de l'arrondissement de Barbezieux avait proposé, au sujet de la loi sur les fraudes en matière d'eau-de-vie, un moyen de contrôle appliqué par les employés des C. I. Répondant à un questionnaire du Min. de l'Agric. (art. 7), ce comice avait demandé que les étiquettes, dont l'apposition sur les récipients serait rendue obligatoire, portent une attestation de conformité donnée par le service de la Régie avec l'application de son cachet ; le certificat d'origine joint à l'acquit-à-caution certifierait que l'eau-de-vie provient bien de la distillation de vin blanc avec indication du nom du

propriétaire, de la commune et du crû. Mais ce vœu n'avait pas eu de suite.

Cependant l'Administration des C. I. essaya de donner satisfaction, tout au moins partielle, aux réclamations de la viticulture, par voie administrative, en prescrivant d'une part de revêtir d'un timbre spécial les acquits à caution, accompagnant les vins récoltés dans la région délimitée et d'autre part de suivre ces vins à un compte d'ordre chez les fabricants et les négociants qui servent d'intermédiaires entre récoltants et fabricants.

Mais, ainsi qu'on avait pu s'en convaincre pour les spiritueux avant la loi du 15 juillet 1907, l'acquit spécial et le compte distinct sont encore insuffisants en l'absence de magasins séparés pour garantir l'authenticité des produits, car ils laissent le champ libre au trafic des acquits et n'empêchent pas les substitutions entre les produits d'origine logés dans des magasins communs. D'ailleurs les tribunaux ne reconnurent pas la légitimité des mesures que l'Administration avait cru pouvoir prendre dans cet ordre d'idées. Les abus se poursuivirent donc ; il y eut de véritables émeutes en particulier à Ay, Dancery, Epernay et plusieurs autres communes. On se décida à procéder par voie législative ; la loi du 10 février 1911, dont l'exécution incombe entièrement au service des C. I., a édicté diverses mesures de caractère fiscal ayant pour objet de garantir l'origine des vins de Champagne ; son art. 1 disposait que l'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, caves et celliers des propriétaires récoltants de la région délimitée Champagne porterait une mention d'origine pour toute vendange ou vin récolté dans la région. Pour bénéficier de la dénomination « Champagne » (art. 2), les vins mousseux devront provenir de vendanges ou vins récoltés dans la région délimitée de ce nom et emmagasinés dans cette même région manipulés et complètement manutentionnés dans des locaux séparés de tous autres contenant des vins étrangers à la région. Les vins mousseux (art. 3) ne pour-

ront sortir desdits locaux sans que les bouteilles soient revêtues d'une étiquette portant le mot « Champagne » qui doit également être imprimé sur les bouchons et reproduit sur les emballages. (Cour d'appel de Paris, 9^e Chambre, arrêt du 19 juin 1913, Gaz. Pal. 1913. 2. 196).

La délimitation acquerrait ainsi toute sa valeur, les substitutions étaient rendues impossibles. Mais l'application de cette loi était limitée aux vins originaires des terres de la première zone; alors les vignerons de l'Aube (non compris dans la région Champagne) récriminèrent; on créa pour leurs produits l'appellation « Champagne 2^e zone » ce qui les satisfait médiocrement; leurs doléances furent portées à la tribune des Chambres; peu après le cabinet Monis démissionnait et la question du remplacement des limitations figurait en première ligne dans la déclaration du nouveau cabinet qui fut lue aux Chambres dans la séance du 30 juin 1914. Le même jour un projet de loi était présenté à la Chambre des Députés par MM. Klotz, ministre des Finances, et Pams, ministre de l'Agriculture; l'article 3 nous intéresse spécialement, il imposait en effet aux commerçants en vins, spiritueux, etc., l'obligation de tenir un compte spécial d'entrées et de sorties avec indication de la dénomination sous laquelle les marchandises auront été achetées ou vendues ce qui devait permettre d'établir à tout moment la balance pour un produit déterminé. L'art. 1 disait que le droit à l'appellation géographique ne résulte plus uniquement de l'indication du lieu où le produit a été récolté; il faut en outre que la marchandise présente les caractères distinctifs (composition, qualités substantielles) des produits auxquels l'usage s'est établi de donner cette dénomination; le droit à l'appellation doit résulter d'usages locaux et constants; il ne suffit pas qu'un usage soit ancien s'il est abusif. Art. 2 : la délimitation officielle cesse de faire droit; elle n'a plus qu'une valeur indicative et tous les intéressés

(personnes, association ou syndicat) peuvent la contester devant les tribunaux.

Le principe de l'art. 2 fut repris dans le projet Pams-Dariac, déposé à la Chambre des députés en 1913, projet qui avait été adopté mais qui resta en souffrance jusqu'en 1919. Une commission avait bien été chargée de l'examiner et un rapport déposé (rapport Jeanneney de 1914) mais la discussion en avait été longtemps retardée par les événements.

Tandis que les auteurs du projet Pams-Dariac avaient résolu la question en incorporant les dispositions destinées à sauvegarder les appellations d'origine dans l'art. 1 de la loi du 24 juillet 1824 concernant les altérations ou suppositions de noms dans les produits fabriqués, les Chambres estimèrent que pour atteindre le but poursuivi, il y avait lieu d'instituer des dispositions spéciales : ce fut la loi du 6 mai 1919.

Ce texte qui constitue la charte du nouveau régime, faisait table rase des dispositions antérieures et en particulier des décrets ou lois de délimitation des régions viticoles; son art. 7 donne à la Cour de Cassation un pouvoir d'appréciation qui fait d'elle un véritable arbitre en matière de délimitation; l'ensemble des mesures adoptées facilite aux producteurs et négociants individuellement ou groupés en syndicats, la défense de leurs intérêts légitimes concernant la propriété collective des dénominations géographiques de provenance des produits. La nouvelle loi établit une distinction bien nette entre les actions civiles et les actions correctionnelles qui pourraient naître de ses dispositions, suivant que l'appellation d'origine contestée aura été employée de bonne foi ou frauduleusement, selon que la question de l'appellation d'origine aura ou non été résolue définitivement par la jurisprudence civile.

Nous allons étudier la loi de 1919 dans les parties qui concernent plus particulièrement le service des C. I. (dispositions spéciales aux vins, eaux-de-vie et vins mousseux).

L'art. 11 prévoit que tout récoltant qui entend donner une appellation d'origine à son produit (vin ou eau-de-vie) est tenu de l'indiquer dans sa déclaration de récolte et aux termes de l'art. 13 cette appellation devra figurer sur les titres de mouvement délivrés pour les vins à la sortie des pressoirs, caves et celliers (Circ. 1123 du 16 mai 1919).

L'art. 13 entraîne pour les récoltants dont les produits sont destinés à être vendus sous appellation d'origine, l'obligation : 1° de faire accompagner d'un titre de mouvement régulier toute quantité de vendange expédiée à destination de fabricants ou d'intermédiaires, quel que soit le rayon de circulation; 2° de déclarer dans les soumissions d'enlèvement l'appellation d'origine sous laquelle sont vendues les vendanges ou les vins qu'ils expédient.

Les titres de mouvement délivrés au vu de ces soumissions devront porter la mention d'origine, de même que les soumissions et les expéditions concernant les produits expédiés de l'un à l'autre des locaux séparés visés aux art. 15, 16 et 17.

Pour tous les vins, vins doux naturels, vins de liqueur et eaux-de-vie achetés ou vendus avec appellation d'origine française, l'art. 12, modifié par l'art. 4 de la loi du 22 juillet 1927, § 2, impose à toute personne ou association ayant un compte de gros avec la Régie l'obligation de tenir un compte spécial d'entrées et de sorties sur lequel seront inscrites au fur et à mesure des réceptions (avec le numéro, la couleur et le bureau d'émission de la pièce de Régie) et des livraisons, et sans aucun blanc, les quantités de marchandises reçues ou expédiées ainsi que l'origine sous l'appellation de laquelle elles auront été achetées. A moins que ces marchandises soient revendues sans aucune appellation d'origine française elles devront être inscrites en sortie avec le numéro de la pièce de Régie délivrée, soit sous la même l'appellation particulière qu'à l'entrée soit sous l'une des appellations plus générales auxquelles elles ont droit d'après les usages locaux, loyaux et constants. Cha-

que nature de produits (vin, vin mousseux, etc.), fait l'objet d'un compte distinct, qui est arrêté mensuellement. A la suite d'un arrêt de la Cour d'appel de Nîmes du 12 juillet 1928 (supplément Sirey 1929, n° 1), la note de service 469 du 15 décembre 1928 avait décidé que dorénavant les négociants en gros devraient faire leurs arrêts mensuels du compte d'appellation d'origine non plus par nature de produits (vins, eaux-de-vie, etc.), mais appellation par appellation quelle que soit la nature du produit. Mais sur demande du Ministère de l'Agriculture l'application de ces mesures primitivement fixée au 1^{er} avril 1929 a été reportée à une date indéterminée (N. A. n° 1336 du 26 février 1929). Après avoir effectué les rapprochements nécessaires, entre les inscriptions du compte vérifié et celles des registres buralistes, les agents des C. I. du grade de contrôleur au moins s'assurent par la comparaison des entrées et des sorties que pour chaque compte distinct, le total des quantités expédiées avec appellation d'origine n'est pas supérieur à celui des quantités reçues sous appellations. Il y a lieu, bien entendu de tenir compte du fait qu'un vin acheté sous une appellation de crû particulier peut être revendu sous l'une quelconque des appellations plus générales auxquelles il a droit.

Les vins, vins doux naturels et les vins de liqueur reçus sous appellation d'origine peuvent comme précédemment être emmagasinés dans un même local et mélangés sans déclaration. Mais les produits résultant d'un mélange ne pourront être vendus avec appellation d'origine et par suite inscrits aux sorties du compte spécial qu'autant que toutes les boissons le composant auraient individuellement droit à cette même dénomination; la même règle vaut pour les spiritueux.

Quant aux eaux-de-vie, l'art. 12 spécifie qu'aucune modification n'est apportée à leur régime notamment aux dispositions de la loi du 31 mars 1903 les concernant. Il en résulte que la tenue du compte spécial n'influe en rien sur celle des portatifs ni sur la

délivrance des expéditions applicables à ces boissons. Les négociants peuvent vendre avec appellation d'origine les eaux-de-vie qu'ils auraient achetées sous cette appellation, même si elles sont emmagasinées avec les spiritueux de toute nature, mais l'insertion de cette mention sur les titres de mouvement demeure subordonnée aux conditions d'installation et d'emmagasinement déterminées par les circulaires 613 et 693 des 8 août 1905 et 17 juillet 1907. Ainsi on ne peut expédier sous la dénomination « cognac... armagnac... » que des produits reçus avec acquit 1909 et portant la même mention, et à condition que ces eaux-de-vie aient été emmagasinées dans un local spécial séparé par la voie publique de tous autres contenant des eaux-de-vie ne pouvant pas prétendre à cette dénomination. Mais à défaut d'acquit 1909 et d'emmagasinement spécial, on peut cependant facturer « cognac... armagnac... » des eaux-de-vie achetées sous cette dénomination, à la condition que le M. G. les ait inscrites, dès leur réception, sur le carnet spécial prévu par l'art. 12 de la loi de 1919.

Il est à remarquer que doivent figurer au compte des entrées tous les spiritueux achetés sous appellation d'origine sans se préoccuper de la couleur des titres de mouvement qui les ont accompagnés; des eaux-de-vie naturelles susceptibles de recevoir une appellation, peuvent circuler sous titres roses sur lesquels ne sauraient figurer aucune mention d'origine. De plus une compte global pour les spiritueux suffit sans qu'il soit nécessaire d'y créer un chapitre par appellation; les termes genièvres, rhums, etc., sont des expressions génériques et non des appellations d'origine; il en est de même des termes tels que Bénédictine, Cointreau qui ne sont que des marques. Les eaux-de-vie d'origine à haut degré ne perdent pas droit à leur appellation par le fait qu'on les coupe pour les ramener au degré de consommation.

En ce qui concerne les distillateurs le service doit s'assurer, pour les récoltants, que les quantités déclarées pour la distillation ne sont pas supérieures à

celles mentionnées dans la déclaration de récolte. A l'égard des distillateurs, non récoltants, les employés doivent s'efforcer de vérifier par tous les moyens dont ils disposent, notamment par l'examen des titres de mouvement ayant accompagné les matières à distiller, la sincérité des déclarations.

Les art. 16 et suivants reproduisent en les étendant à tous les vins mousseux auxquels le droit à l'appellation « Champagne » aura été reconnue, les dispositions des art. 1 à 3 de la loi du 10 février 1911 qui ne concernait que les vins mousseux de la région délimitée par décret par décret du 17 décembre 1908. Des dispositions spéciales visent l'emmagasinement à part de ces vins; il est spécifié que pour l'application des articles qui leur sont relatifs, « les employés des C. I. n'ayant pas librement accès chez les producteurs les vérifications des contrôleurs et inspecteurs seront limitées d'une manière générale aux opérations effectuées par les négociants qui ont une comptabilité de gros ».

D'autre part, en ce qui concerne les pénalités il convient d'observer qu'à la différence des infractions à la loi du 10 février 1911 qui, aux termes de l'art. 5 de cette loi, étaient des contraventions constatées et poursuivies comme en matière de C. I., les infractions à la loi du 6 mai 1919 sont qualifiées délits par l'art. 23. Il en résulte que pour toutes ces infractions l'initiative des poursuites appartiendra toujours au ministère public.

Les règles de procédure à observer sont les mêmes que celles que nous avons indiquées au chapitre 3 (voir circ. 1115 du 18 février 1919).

La question des mentions d'origine sur les titres de mouvement recevait par la circ. 1123 précitée une solution que l'on pouvait estimer définitive.

La loi du 28 avril 1816 disposait en effet par ses art. 6 et 10 (voir chap. I) qu'il ne pourrait être délivré de titres de mouvement pour la circulation des boissons que sur la déclaration des expéditeurs ou du destinataire énonçant les quantités, espèces et

qualités. La quantité s'entend du nombre d'hectolitres, litres, etc., du chargement, de la nature et du nombre des fûts ou vases qu'il comporte. Quant à la désignation de l'espèce, elle renferme implicitement l'indication du régime fiscal sous lequel se trouve placée la boisson expédiée. Jusque-là pas de contestation possible. La difficulté commence avec la déclaration de la qualité; avant la loi de 1919 il avait paru que pour obéir au vœu de la loi il suffisait de distinguer les diverses variétés de boissons d'après la désignation commerciale appliquée à chacune d'elles; ainsi pour les spiritueux c'étaient les dénominations : eau-de-vie, rhum, kirsch, chartreuse, etc., Mais quid à l'égard des vins? Pour les vins doux naturels restés sous le régime fiscal des vins l'indication de cette double qualité était nécessaire pour les distinguer des vins de liqueur placés sous le régime fiscal des spiritueux; mais à l'égard des vins ordinaires on se bornait en général à l'une des deux mentions : « vin rouge » ou « vin blanc ». Un arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} juin 1911, aff. Blondelle, avait sanctionné cette manière de faire en spécifiant que les termes de la loi de 1816 n'impliquaient nullement l'obligation de déclarer l'origine des vins, cette origine constituant une particularité entièrement distincte de l'espèce et de la qualité du vin et qui ne pouvait se confondre avec ces dernières.

Après l'institution du régime des appellations d'origine par la loi de 1919, l'Administration estima que la doctrine de la Cour de Paris était caduque, et la circ. 1123 du 16 juin 1919 contenait les instructions suivantes :

« A l'égard des vins (y compris les mousseux, vins doux naturels et de liqueur), il y a lieu de considérer que l'appellation d'origine constitue une qualité spéciale et bien déterminée. Par application de l'art. 10 de la loi de 1816, les soumissions d'enlèvement devront le cas échéant mentionner l'appellation d'origine sous laquelle les boissons auront été vendues. »

De plus, pour les vins doux naturels l'art. 12 stipule que les soumissions devront porter le nom du cru.

Il appartiendra aux employés supérieurs de s'assurer que les mentions des soumissions et expéditions concernant les appellations d'origine et le cru des vins doux naturels sont conformes à celles figurant au compte spécial des entrées et sorties. En cas de déclaration inexacte, le fait serait constaté dans la forme administrative par un procès-verbal dont une copie serait aussitôt adressée au procureur de la République, à qui serait laissée l'initiative des poursuites sauf pour le chef divisionnaire à se concerter avec lui en vue de pouvoir intervenir à l'audience où serait appelée l'affaire et d'exercer l'action fiscale résultant de l'infraction à l'art. 10 de la loi du 28 avril 1816 ».

Cette nouvelle interprétation ayant été contestée, l'Administration demanda aux tribunaux de trancher le différend et par un arrêt du 21 mars 1922 la Cour l'appel de Dijon avait décidé que : « l'appellation d'origine étant devenue un des éléments de la qualification du vin, doit être déclarée par l'expéditeur et inscrite sur les titres de mouvement sous peine de contravention à l'art. 10 de la loi de 1816 » (aff. Maldant, Bull. C. I. 1922, n° 10). Mais quelque temps après cette même Cour se déjugait par un arrêt en date du 14 février 1923 pour en revenir à l'ancienne doctrine. Le procureur général et la Régie s'étant pourvus en cassation contre cette dernière sentence, la Cour suprême (chambre criminelle) avait rendu son arrêt le 20 octobre 1923 (aff. Bailly, Bull. crim., n° 362) ; elle adoptait la thèse de la Régie et renvoyait la cause et les parties devant la Cour de Besançon qui à son tour rendait un arrêt conforme à celui de la Cour d'appel de Dijon et par conséquent en contradiction avec celui de la chambre criminelle précitée. Seul un nouveau pourvoi devant la Cour de Cassation toutes chambres réunies pouvait définitivement trancher la question.

Cette dernière devait se représenter dans des con-

ditions exactement identiques. La Cour de Lyon ayant rendu un arrêt contraire à la thèse de la Régie, la chambre correctionnelle de la Cour de Cassation cassa cet arrêt le 8 décembre 1923 (Bull. crim. n° 428, aff. Dupond) et renvoya la cause devant la Cour de Riom qui statua comme celle de Lyon. Un nouveau pourvoi fut formé par la Régie, que la Cour de Cassation siégeant cette fois toutes chambres réunies, rejeta par un arrêt du 5 novembre 1925 (Dalloz hebdom. 665), consacrant ainsi la thèse contraire à celle de la Régie. Aux termes de cet arrêt, « l'appellation d'origine telle qu'elle a été réglementée par la loi du 6 mai 1919 constitue une qualité particulière et légale qui ne rentre pas dans le champ d'application de la loi de 1816, et qui dès lors ne saurait faire l'objet d'une mention obligatoire sur les titres de mouvement qu'en vertu d'une disposition formelle de la loi nouvelle ».

Par la note de service n° 312 du 9 décembre 1925, l'administration a donc averti les agents des C. I. que les prescriptions de la circ. 1123 se trouvaient infirmées sur ce point. Mais elle spécifie qu'il est par ailleurs entendu que la mention de l'appellation demeure obligatoire aux pièces de régie, lorsqu'elle est possible, dans les cas prévus aux art. 12, §§ 6-7, et 13 de la loi de 1919 ; si des omissions étaient constatées à ce sujet, elles ne motiveraient pas de poursuite d'ordre fiscal.

Ainsi d'après cet arrêt, si un commerçant, sur la soumission qu'il remet à la Régie se sert d'une appellation d'origine à laquelle le produit expédié n'a pas droit, il ne commet pas une infraction mixte mais seulement un délit de droit commun.

De même sur les étiquettes, factures et papiers de commerce, un commerçant ne peut désigner un spiritueux que sous la dénomination à laquelle il a légalement droit, mais il n'a pas à cet égard de justifications à fournir ; il emploie la dénomination sous sa responsabilité et s'il était ultérieurement établi que les spiritueux auxquels elle avait été appliquée n'y

avaient pas droit, il encourrait les pénalités édictées par les lois de 1905 et 1919, mais il n'y a pas là de question fiscale, c'est une affaire purement commerciale ; la constatation et la poursuite des fraudes en cette matière sont exclusivement régies par les lois précitées et par le décret du 3 septembre 1907.

Au début de 1926, M. Emile Bender, député, a déposé une proposition de loi dont l'art. 2 était ainsi conçu : « L'appellation d'origine attribuée aux boissons, conformément aux dispositions de la présente loi, constitue une qualité au sens de l'art. 10 de la loi du 28 avril 1816 et doit être mentionnée par les expéditeurs dans leurs déclarations d'enlèvement à la recette buraliste, sous peine des sanctions édictées par la législation des C. I., également applicables aux infractions de l'art. 11. » Ce passage devait être ajouté à l'art. 12 de la loi de 1919. La proposition a été renvoyée à la commission des boissons mais n'a pas encore reçu la sanction législative.

Les circulaires 1149 du 1^{er} avril 1920 et 142 du 13 novembre 1924 ont précisé quelques-unes des règles posées par la loi de 1919. Ainsi la première de ces circulaires prescrit de mentionner en marge des registres 49, l'appellation d'origine figurant aux acquits déchargés, pour permettre des vérifications ultérieures. Quant aux vendanges, l'obligation du titre de mouvement n'est maintenue qu'autant que leur circulation n'a pas lieu sur le territoire même de la commune où elles ont été récoltées (sauf si la commune n'a pas droit dans sa totalité à une même appellation d'origine).

Hors le cas spécial prévu par l'art. 15 de la loi de 1919 (interdiction de vente pendant un délai déterminé pour certaines eaux-de-vie), l'emmagasinage à part nécessaire pour la délivrance de l'acquit blanc avec mention de l'appellation d'origine revendiquée, ne fait nullement obstacle à ce que tous les produits soient vendus pour la consommation. Toutefois lorsqu'il s'agira d'une appellation autre que le nom même de la circonscription administrative (commune,

canton, arrondissement) d'où provient l'eau-de-vie expédiée et que le droit de cette appellation n'aura pas été définitivement reconnu aux produits en cause, les receveurs buralistes ne devront pas omettre de le spécifier nettement aux acquits ou congés.

La circulaire du ministre de l'Agriculture aux préfets du 14 novembre 1919 admettait, à titre de tolérance, qu'à défaut d'indication dans la *déclaration de récolte*, le nom de la commune où cette déclaration a été faite peut servir dans certains cas d'indication d'origine suffisante pour permettre au récoltant de donner à son vin comme appellation le nom même de cette commune ou de l'appellation plus générale à laquelle elle a droit.

Si les vins compris dans une déclaration de récolte globale ont été récoltés sur le territoire de plusieurs communes, n'ayant pas toutes droit à l'appellation d'origine visée, il faudra que le récoltant ait fait connaître la quantité de vin provenant de la ou des communes ayant droit à l'appellation. L'expédition de régie mentionnant cette dernière pourra être délivrée pour une quantité correspondante.

Sous ces réserves (et pour les régions délimitées), la déclaration de récolte pourra servir à elle seule, nonobstant l'absence d'indications spéciales dans son contenu, de renseignement suffisant pour permettre l'emploi d'une appellation d'origine dans tous les cas où l'enregistrement et la publicité de la déclaration n'eussent pas été nécessaires.

Les récoltants d'une région non délimitée devront indiquer dans leur déclaration à la fois l'appellation générale de la région et l'appellation de crû particulier à laquelle ils croiraient avoir droit ; les secrétaires de mairie doivent avoir soin de reproduire sur la feuille du registre des récoltes destinée au receveur buraliste les indications relatives à l'appellation d'origine déclarée par le récoltant (nom, adresse, appellation, origine géographique, quantité récoltée, stocks).

La circulaire du Min. de l'Agric. aux préfets du 29 octobre 1924 (circ. des C. I. du 13 novembre 1924) prescrivait :

« Pour les vins la déclaration d'appellation d'origine est annuelle comme la déclaration de récolte dont elle est le complément ; elle n'a pas à être publiée quand une délimitation judiciaire est intervenue.

Pour les eaux-de-vie la déclaration d'origine n'est pas annuelle ; elle est faite dans la huitaine qui précède la distillation et seulement quand les eaux-de-vie à obtenir ne bénéficient pas d'une appellation certaine (prescription de l'art. 15 loi de 1919, présomption légale, décision judiciaire définitive) ; la déclaration a lieu à la mairie du domicile et le cas échéant à celle du lieu de distillation, puis ensuite, mensuellement, par quantités produites. »

La circulaire du 29 octobre 1924 précitée, revenant sur celle du 14 novembre 1919, décidait que désormais la déclaration de récolte ne pourrait plus permettre, à défaut d'indication spéciale de la part du récoltant, (art. 13, loi de 1919) d'inscrire une appellation d'origine sur les titres de mouvement. Pour les eaux-de-vie pas de modification ; l'inscription de l'origine sur les expéditions n'a lieu que pour celles placées sous le régime de l'acquit blanc régional.

La circulaire 142 des C. I. recommandait aux agents de veiller à ce que les ampliations des déclarations de récolte soient annotées avec exactitude et au fur et à mesure des enlèvements, afin d'empêcher que des producteurs puissent à défaut d'un contrôle immédiat expédier sous une appellation déterminée des quantités de vin supérieures à celles déclarées par eux à la mairie sous cette même appellation.

Le 6 mars 1925 MM. Tournon, Valette et Duchem, sénateurs, déposaient une proposition de loi tendant à approprier les titres de mouvement dits régionaux délivrés pour les eaux-de-vie naturelles à la garantie des appellations d'origine ; pour cela l'Administration des C. I. aurait institué un acquit sur papier « jaune d'or », mentionnant non seulement la nature

des matières premières les ayant produites, mais encore lesdites appellations; c'est-à-dire le lieu d'origine de ces matières premières (appellations ou sous appellation). Les art. 2, 3, 5 et 6 de la proposition déterminaient les conditions auxquelles seraient délivrés ces acquits (eau-de-vie distillée, logée et manipulée dans un chai spécial, etc.).

Les acheteurs en gros exerçant leur commerce hors de la région productrice conservaient le droit de revendre ces eaux-de-vie avec leur appellation, même si elles n'étaient plus accompagnées d'acquits jaune d'or en se conformant à l'art. 12, loi de 1919, modifié par l'art. 4, loi du 22 juillet 1927. Le service des C. I. pourrait se faire fournir des justifications d'origine et rejeter tout ou partie des déclarations des détenteurs, sauf recours devant un tribunal arbitral (un expert choisi par la régie, un par la partie et, en cas de désaccord, un par le président du tribunal civil). Le coupon à détacher du titre de mouvement créé par la loi du 31 mars 1903, art. 23 porterait la mention « certificat de substance », celui annexé à l'expédition créée par la loi du 6 août 1905, art. 25, la mention « certificat de substance et d'origine », celui annexé au titre de mouvement jaune d'or créé par cette loi, la mention « certificat de substance et d'origine de région délimitée. »

Au début de 1926 le Sénat adoptait un texte relatif à cette question de l'acquit jaune d'or, mais texte très différent de celui voté sur le même sujet le 14 décembre 1925 par la Chambre des députés; cette dernière devait donc se prononcer à nouveau; l'accord, à notre connaissance, ne s'est pas encore fait.

Le 22 juillet 1927 le Parlement a voté une loi (communiquée au service des C. I. par circ. 327 du 6 octobre 1927) destinée à modifier et compléter la loi du 6 mai 1919. Ce n'est pas ici le lieu de l'étudier en détail; disons seulement en ce qui concerne plus particulièrement le service des C. I., que l'art. 4 dispose: « Le second § de l'art. 12 de la loi de 1919 est modifié comme suit :

Les inscriptions au registre spécial des entrées et des sorties tenu par les négociants en gros (art. 12, loi de 1919) devront être faites de suite et sans aucun blanc sur ce registre qui devra être conservé pendant 5 ans » ; cette exigence était nécessaire pour permettre aux agents du contrôle d'effectuer dans la comptabilité du négociant les rapprochements indispensables.

Les art. 5, 6, 7 et 8 ont pour but de trancher législativement et exceptionnellement en ce qui concerne le vin de Champagne, un conflit qui durait depuis de longues années et que n'avaient pu résoudre ni la délimitation administrative (décrets de 1908 et 1911) ni la délimitation judiciaire (arrêts de cassation des 26 et 27 juin 1925).

Suivant l'art. 8 (et ceci est très important), la déclaration d'appellation d'origine imposée aux producteurs de vins, ainsi que la mention de cette appellation dans les soumissions d'enlèvement des récoltants comportent désormais des sanctions pénales ; sans qu'il soit nécessaire d'établir à la charge de celui qui est astreint à ces formalités, l'existence d'une intention frauduleuse.

Afin de rendre plus certaine l'observation des règles relatives à la production du Champagne, qui exigent la champagnisation dans la région délimitée, la nouvelle loi précise que les vins ayant droit à l'appellation « Champagne » ne pourront circuler avec des pièces de Régie portant cette dénomination qu'à l'intérieur des limites de la Champagne viticole (sauf pour les vins non mousseux et non destinés à la champagnisation, mais remplissant les conditions d'origine, d'aire et de cépages prévues par la loi).

L'art. 3 de cette loi de 1927 spécifie que : « les vins provenant des hybrides producteurs directs n'ont en aucun cas droit à appellation d'origine » ; la déclaration de récolte et la déclaration d'appellation d'origine quoique faites au même moment et sur le même registre, n'en constituent pas moins deux déclara-

tions distinctes ; le récoltant indiquera donc dans la première (loi du 29 juin 1907) la quantité totale du vin qu'il a obtenue et dans la seconde à quelle quantité de vin récolté à tel endroit et provenant de tels ou tels cépages, il entend donner l'appellation d'origine X... ; cette dernière déclaration laissera de côté les vins hybrides et, le cas échéant les vins de cépages français ne donnant pas droit à l'appellation revendiquée. (Réponse du Min. de l'Agric. à M. Capus). L'Administration estime que les eaux-de-vie obtenues par distillation de vins issus de cépages hybrides ne peuvent (et c'est là la logique même) prétendre à une appellation et par conséquent aux titres de mouvement sur papier blanc mod. 1909. (Note de service n° 9555 du 27 décembre 1927).

La note de service du 7 janvier 1928, n° 429, signale aux agents les abus commis dans l'emploi des appellations Porto et Madère ; certains individus ouvraient, en général dans les localités de faible importance où le service se trouve moins fortement organisé, des magasins temporaires où ils recevaient des mistelles ou vins de liqueur quelconques qu'ils réexpédiaient d'habitude presque aussitôt mais en facturant ces boissons anonymes sous le nom de Porto ou de Madère, souvent reproduit aux titres de mouvement. Afin de faire cesser ces abus, les receveurs buralistes devront se refuser à mentionner, dans les cas de l'espèce, aux acquits à caution ou congés les appellations déclarées. De leur côté, à l'occasion de la vérification du registre spécial (art 12, loi de 1919), les contrôleurs et inspecteurs principaux ont à prendre tous renseignements utiles quand ils constatent l'inscription au compte « Porto ou Madère » de vins de liqueur facturés sous cette appellation mais parvenus sous acquits-à-caution qui n'en portent aucune, cette particularité étant de nature à faire suspecter une manœuvre irrégulière. (Lettre autog. n° 835 du 11 juin 1925). Et la note 429 se termine par ce passage : « La jurisprudence ne permet pas de relever une contrevention fiscale lorsque l'appellation pour les vins de

liqueur n'est pas déclarée par les M. G. ou est reconnue inexacte. Mais l'infraction à la loi du 6 juin 1919 doit être réprimée et l'attention des vérificateurs est appelée sur ce point d'une manière toute spéciale.»

§ 2. — *Etiquetage. Indication du degré
et de la nature des boissons.*

En relation étroite avec la question des fraudes et surtout avec celle des appellations d'origine se trouvent les prescriptions relatives aux indications à porter sur les récipients, étiquettes, papiers de commerce, etc., et qui concernent les vins, vins mousseux et eaux-de-vie, prescriptions à l'application desquelles doit contribuer le service de la Régie (note 6699 du 8 oct. 1924).

L'art. 11 de la loi du 1 août 1905 disposait qu'il serait statué par des règlements d'A. P. sur...:

« 2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crûs particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente ou de la mise en vente. »

L'art. 26 de la loi du 6 août 1905 faisant application de ces principes, prescrivait : « Aucun spiritueux ne pourra être exposé, colporté ni vendu sans que les fûts, caisses, bouteilles qui les contiennent portent sur une étiquette très apparente la mention du titre de mouvement qui a accompagné la marchandise concernant les substances avec lesquelles l'alcool que contient le spiritueux a été fabriqué. »

Le décret du 3 septembre 1907 (circ. 703 du 21 septembre 1907) spécifiait dans son art. 4 :

« Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins, il doit être apposé d'une manière apparente sur les récipients, emballages casiers ou

fûts une inscription, sans abréviation, indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente. Cette inscription n'est pas obligatoire pour les bouteilles et récipients dans lesquels les vins de consommation courante sont emportés séance tenante par l'acheteur ou servis par le vendeur pour être consommés sur place.

L'art. 5 rend ces prescriptions applicables aux vins mousseux en spécifiant que lorsque l'effervescence résulte d'autre chose qu'une seconde fermentation alcoolique en bouteille, spontanée ou suivant la méthode champenoise, le terme mousseux doit être suivi du mot « fantaisie » ou d'un qualificatif tel qu'aucune confusion ne soit possible dans l'esprit de l'acheteur sur le mode de fabrication employé, la nature ou l'origine du produit.

De même le principe de l'art. 4 joue pour les eaux-de-vie (art. 9) ; les mélanges de ces dernières avec des alcools d'industrie doivent être accompagnés du terme : « de fantaisie ». L'art. 13 reprenant sous une forme plus générale les prescriptions des art. 11 et 12 qui visaient spécialement la protection des appellations d'origine (Cass., 13 janvier 1913, 5 mars 1921 et Paris, 8 novembre 1921), disposait que :

« L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au présent décret, lorsque d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment : sur les récipients, emballages, étiquettes, capsules, papiers de commerce, enseignes, annonces, etc. » (Dans ce sens Cass., 6 juin 1913—Cour de Paris, 9^e ch., 4 mars 1914, G. P., 1914, 1, 508—Cass., 29 juin et 26 décembre 1913, G. P. 1913, 2, 1906 — Trib. Seine, 30 avril 1918).

L'art. 20 de la loi du 6 mai 1919 a fixé les conditions d'étiquetage des Champagnes et des vins mousseux

naturels ou gazéifiés, mais ces prescriptions ont subi par la suite de nombreux changements.

Le décret du *19 août 1921* a codifié en les modifiant sur certains points les dispositions antérieures relatives aux vins, vins mousseux et eaux-de-vie. Les art. 4, 5, 6, 7, 9, 11, 12 et 13 reprennent les principes des articles correspondants du décret de 1907. L'art. 5, § 4, dispose : « Les vins mousseux sans appellation d'origine ne peuvent être mis en vente sans que les bouteilles soient revêtues d'une étiquette portant les mots « vins mousseux » en caractères très apparents. »

L'art. 10 vise (v. p. 114) les indications relatives aux produits œnologiques.

L'art. 4, § 3 est particulièrement intéressant ; il dispose :

« Lorsque le vin n'est pas vendu sous appellation d'origine, la dénomination de vente doit être suivie de l'indication du degré alcoolique. »

Cette obligation d'indiquer le degré des vins vendus au détail a évidemment pour but de mettre le consommateur à même de se rendre compte de la teneur des vins en l'un de leurs principes essentiels. C'est en effet sur le degré que le commerce se base principalement pour fixer le prix de vente des vins de consommation courante. La mesure a aussi pour objet de rendre plus facile et, par suite, plus efficace la répression du mouillage du vin dans le commerce de détail.

Pour les vins vendus avec appellation d'origine, l'indication du degré n'a pas été rendue obligatoire car elle ne présente guère d'intérêt pour le consommateur ; l'origine est ici la cause principale de la vente et les qualités substantielles des vins ainsi vendus ne sont nullement en rapport avec leur richesse en alcool. D'autre part, la recherche du mouillage peut se faire dans de bien meilleures conditions que sur les vins vendus sans indication d'origine, puisqu'il est toujours possible de comparer le vin suspecté à des vins de la même origine et, au besoin, de la même année.

Par suite il y a lieu de veiller à ce que pour se soustraire à l'obligation d'indiquer le degré, les débitants ne recourent pas abusivement à l'emploi des dénominations d'origine et il est entendu que peuvent seuls être vendus sans indication de leur degré les vins pour lesquels la mention d'origine doit être considérée comme la cause principale de la vente. La dénomination sera d'ailleurs conforme à la loi du 6 mai 1919, (régulièrement déclarée, etc.) et l'origine devra être donnée avec une précision suffisante pour qu'il soit possible de retrouver un vin analogue pour lui être comparé en cas de suspicion de falsification.

Dans les restaurants ou débits vendant exclusivement à consommer sur place ou à emporter, et où il ne se trouve ni casiers, ni fûts exposés à la vue du public, l'indication du degré devra figurer seulement sur les fûts, casiers ou emballages placés dans les magasins, caves ou dépendances de l'établissement et non sur les récipients emportés par le client.

Mais s'il est apposé dans le lieu de vente des affiches, annonces, écritaux autres que les tarifs de consommation dont l'affichage est prescrit par le décret du 13 août 1919, le degré alcoolique des vins sans appellation d'origine qui s'y trouve mentionné, devra être indiqué. Les dispositions du décret ne semblent pas permettre d'exiger que la même obligation s'étende aux cartes de vins.

Par ailleurs, il n'y a pas lieu d'exiger des commerçants qui livrent en bouteilles, à domicile, des vins de consommation courante, l'apposition d'une étiquette portant la dénomination de vente et le degré du vin sur chacune des bouteilles livrées, mais à la condition que ces indications soient données sur la facture. Inversement, s'ils livrent des bouteilles revêtues d'une étiquette, celle-ci devra porter l'indication du degré. (Circ du Ministre de l'Agric. n° 57 du 15 novembre 1921 et n° 62, J. O. du 12 avril 1923).

Le décret de 1921 a été modifié sur certains points, par un décret du 15 août 1925 ; à cette occasion l'Administration des C. I. disait dans sa circulaire

183 du 2 octobre 1925 : « Au cours de leurs interventions dans les débits de boissons et à l'occasion de la surveillance à la circulation, les employés auront le devoir de s'assurer que les prescriptions relatives à l'affichage du degré des vins sont scrupuleusement respectées. L'indication du degré n'a pas seulement une grande importance au point de vue de la répression des fraudes commerciales ; elle offre aussi un intérêt fiscal indéniable, car elle donne un moyen efficace de prévenir le mouillage qui fait subir au Trésor un préjudice considérable. »

Le décret de 1925 précise, contrairement à la tendance manifestée jusque-là par la jurisprudence, que l'indication du degré des vins de consommation courante doit être exigée, non seulement dans les établissements de détail (où les récipients sont exposés à la vue du public), mais aussi dans leurs dépendances (caves aussi bien que magasins). (Voir circ. de l'Agric. n° 72, du 1 septembre 1925).

Les détaillants ayant fait valoir qu'il leur était bien difficile de donner une indication qu'ils ne recevaient pas eux-mêmes de leurs fournisseurs, *les producteurs et les négociants en gros* qui vendent du vin à des détaillants seront désormais tenus de leur en révéler la dénomination de vente et le degré en faisant figurer cette indication sur les fûts, récipients et emballages. Ces dispositions ne sont pas applicables aux expéditions faites directement à quiconque n'est pas commerçant détaillant ; elles ne visent donc pas celles qui sont faites entre négociants en gros ou aux consommateurs.

L'art. 2, § 4, du décret décide que le degré à indiquer est uniquement le degré acquis, exclusion faite de la proportion d'alcool que le vin peut renfermer en puissance.

De nombreuses discussions s'étant élevées sur les abus auxquels avait donné lieu la dérogation consentie aux vins vendus avec appellation d'origine, il est précisé dans l'art. 2, § 6 que cette tolérance est limitée :

1° Chez les détaillants, aux vins en bouteilles capsulées ou cachetées portant le nom d'un crû déterminé, conformément aux lois en vigueur sur les appellations d'origine.

2° Chez les négociants et les viticulteurs expédiant aux débiteurs, sur les fûts portant la même indication d'origine.

Cette précision rend l'indication du degré obligatoire pour les vins vendus avec une appellation très générale, telle que « vin de Bordeaux, de Bourgogne » qui ne peut être considérée comme un nom de crû. Par contre les vins de crû (ex. : Chablis) provenant de territoires *déterminés*, continueront à pouvoir être mis en vente sans indication du degré.

Des décrets du 16 septembre 1925 sur la sucrerie, la confiserie, la chocolaterie et sur les liqueurs et sirops ont rendu applicables en ce qui concerne ces produits les prescriptions relatives aux inscriptions à apposer sur les récipients, emballages, casiers ou fûts; les infractions à ces décrets relevées par le service des C. I. sont constatées par procès-verbal dans les conditions fixées par la circulaire 1115 du 18 février 1919. (Voir page 76).

La circulaire 72 précitée ayant amené des protestations tant des viticulteurs de certaines régions que des représentants du commerce, une commission, instituée par arrêté du 16 novembre 1925 pour examiner la valeur de ces protestations, s'est réunie le 11 décembre 1925. Elle a précisé la portée de la dérogation admise par le règlement en faveur des vins vendus sous un nom de crû par les détaillants et de ceux expédiés à ces derniers sous un nom de crû, par les viticulteurs ou les négociants en gros. Une distinction devra être faite désormais entre :

1° Les vins vendus avec nom de crû particulier au sens de la loi du 6 mai 1919 (ex. : Pommard) ; n'ayant pas le caractère d'une appellation régionale, ils sont dispensés de l'indication du degré dans les conditions prévues par le règlement.

2° Les vins vendus avec un nom de crû au sens

large du mot (appellation de région ou de sous-région telle que Médoc, Bordeaux...); ils seront dispensés de l'indication du degré à la condition :

Ou bien de titrer 9° au moins d'alcool ;

Ou bien de porter à la suite de leur appellation régionale une mention bien apparente indiquant nettement la commune d'origine pour permettre le cas échéant la comparaison avec des échantillons types des vins de cette commune ; la mention doit désigner un vin récolté tout entier sur le territoire de la commune indiquée. (Voir le tableau résumé, publié par l'Anjou Vinicole du 5 juillet 1927).

La loi du 22 juillet 1927 a déterminé les règles spéciales applicables aux étiquettes des vins de Champagne ou similaires. (Voir circ. du Min. de l'Agric. aux préfets).

Conclusion.

Au point de terminer cette étude il convient de se demander quel avenir est réservé à l'activité de la Régie en matière de fraudes commerciales.

Il est d'abord à remarquer qu'avant la guerre la perception des droits sur les boissons et les alcools constituait l'activité essentielle des agents des Contributions Indirectes ; ceux-ci tout en veillant à la stricte application des lois fiscales pouvaient contribuer très efficacement à la recherche des falsifications alimentaires. Mais à la suite de la guerre et des nombreuses lois financières qui en sont résultées le service des C. I. a dû faire une part très grande, on peut même dire prépondérante, à la mise en œuvre de tout un système d'impôts nouveaux, qui occupèrent bientôt la première place dans l'emploi de son temps, nous voulons surtout parler de la taxe sur le chiffre d'affaires et sur les automobiles qui incombent à la Régie (sauf une petite portion de la première qui relève d'autres administrations). Les difficultés qu'on a rencontrées pour l'établissement de l'assiette de ces deux impôts, furent très grandes en particulier pour le chiffre d'affaires ; l'impôt sur les paiements n'avait fourni que peu de renseignements, le nombre des assujettis était considérable, on ignorait quelles seraient les répercussions de cette taxe au point de vue économique, c'était donc surtout une question de temps, de tâtonnements.

Mais l'importance de ces deux taxes était telle, au moment de la détresse de nos finances, qu'on devait être bientôt amené à leur demander des sommes de plus en plus considérables et la première surtout joua, on peut le dire, un véritable rôle tentaculaire,

au point de transformer presque complètement l'activité du service de la Régie, en exigeant de lui des qualités toutes différentes de celles dont il avait dû faire preuve jusque-là. Il est utile de citer ici quelques chiffres statistiques :

La part réservée au chiffre d'affaires, à la taxe de 30 % sur les spiritueux et à la taxe sur les autos, dans les recouvrements des C. I. pour 1928 a été d'environ 9.860 millions (C. A. : 8100, Taxe 30 % : 1025, Autos : 735) sur 15.500 millions de recettes totales, soit un peu moins de 65 %, alors que les droits sur les boissons ne rapportaient que 1760 millions, soit moins de 15 %, l'impôt sur les places et les transports par chemin de fer donnant de leur côté une somme un peu supérieure.

Aussi les agents de la Régie durent-ils relâcher dans d'assez notables proportions la surveillance qu'ils exerçaient jadis sur les boissons ; un symptôme très caractéristique de cet état de choses est la diminution du nombre des visas pris en cours de route ; sans doute il y a là une conséquence du fait que les envois s'effectuent de plus en plus par voie ferrée, sous la responsabilité des compagnies de chemin de fer qui ont intérêt à veiller à la parfaite régularité des opérations. Mais il n'en est pas moins certain que devant consacrer une part toujours plus grande de leur activité à des recherches longues et compliquées dans les comptabilités de très nombreux assujettis, ayant à étudier des cas d'espèce parfois très délicats dont la solution ne ressort pas toujours très nettement d'une forêt fort touffue de lois, règlements, circulaires ou décisions de jurisprudence, les employés ne peuvent plus aussi souvent que par le passé se trouver à tout instant sur tous points du territoire pour identifier les chargements, prévenir les substitutions en cours de transport ou à l'arrivée dans l'intérêt du Trésor, du commerce honnête et des consommateurs. Il n'est donc pas douteux que l'efficacité des formalités à la circulation, de l'exercice des établissements de production et en général de la surveillance sur les

intermédiaires et la tenue des comptes, aussi bien en matière fiscale qu'en matière commerciale, s'en est trouvée diminuée. Mais par ailleurs l'intervention de la Régie à ce point de vue a été renforcée par l'aide qu'elle a apportée à la mise en œuvre du système des appellations d'origine, destiné à mettre fin à des abus malhonnêtes en même temps que nuisibles à la réputation à l'étranger de produits, dont la renommée constitue une de nos richesses nationales.

Il est à remarquer ici que la Régie qui de tous temps a protégé si efficacement les viticulteurs a trouvé parfois chez ces derniers des oppositions injustifiées et le plus souvent contraires à leur intérêt bien entendu ; en tout cas elle n'a pas toujours rencontré chez eux l'aide qu'elle était en droit d'attendre de leur part.

Dès 1910 la lettre autog. 442 du 28 juillet 1910 s'exprimait ainsi : « A maintes reprises l'Administration a insisté sur l'intérêt qu'elle attache à la recherche et à la répression des fraudes sur les vins (spécialement le mouillage et le sucrage des vendanges) ; les agents de tous ordres doivent se bien pénétrer de cette idée que l'Administration considère la répression de ces fraudes comme une partie *essentielle* de leurs attributions. » Dans la circulaire 1209 du 23 novembre 1921 : « L'administration insiste en terminant pour que *malgré sa tâche accrue*, le personnel de tous ordres s'efforce de coopérer comme par le passé et dans toute la mesure de ses moyens à la recherche et à la répression non seulement des contraventions fiscales mais aussi des fraudes purement commerciales. »

Il est d'ailleurs normal que l'on ait réclamé le concours du service des C. I. pour l'application des lois de police sur les fraudes en général bien que ses lois ne rentrent pas dans ses attributions ordinaires, car il est d'une bonne administration que les divers services chargés de gérer les intérêts généraux se prêtent une mutuelle assistance.

Mais il importe que la recherche des infractions,

lorsque celles-ci ne se doublent pas d'une contravention fiscale, ne détourne pas le service de sa mission principale : le strict recouvrement des impôts dont la perception lui incombe ; c'est dans ce but que le décret du 13 juillet 1906 et les textes subséquents ont pris soin de spécifier que les employés n'auraient à intervenir qu'à l'occasion des fonctions qui leurs sont propres.

En tous cas, quoique la fraude soit un véritable fléau social, la réglementation du législateur ne doit pas, au cours de l'application, dégénérer en cause de trouble et de vexation pour le commerce honnête et l'industrie loyale ; on risquerait par là de paralyser les transactions et de nuire ainsi à quelques-uns des intérêts qu'il s'agit de protéger ; dès lors si les mesures de l'espèce doivent être appliquées avec fermeté et sans aucune défaillance, il importe qu'elles le soient en même temps avec tact et discernement.

Puisse cette modeste étude contribuer à prouver — ce qu'ont déjà fait de façon si heureuse MM. Allix et Lecerclé dans leur récent ouvrage sur les C. I. — que par sa valeur, sa science, son dévouement à la chose publique, la délicate et laborieuse besogne qui lui est confiée, enfin par les résultats techniques remarquables qu'il a obtenus, le personnel des Contributions Indirectes mérite la même haute considération que celui des autres administrations financières.

Vu : Le Président de la Thèse,
EDGARD ALLIX.

Vu : Le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

ADDENDUM

Nous avons indiqué page 16 quelques chiffres relatifs à l'importance des fraudes à l'époque actuelle. Une chronique toute récente du Bulletin municipal officiel est encore plus éloquente. On y relate les détails suivants :

	Nombre total de prélèvements.				Bons.	Passables.	Mauvais.
Lait	2103	930	621	552			
Vins	1313	265	361	687 (52 %)			
Spiritueux	1579	143 (9 %)	212	1224 (80 %)			
Huiles	440	20 (4,5 %)	13	407 (93 %)			
Eaux minérales	100	5 (5 %)	18	77 (77 %)			

On voit que c'est en particulier sur des produits qui relèvent fiscalement de la Régie que les fraudes se sont exercées avec le plus d'intensité.

Au total sur 8646 prélèvements opérés en 1928, 6261 ont été reconnus défectueux et 72 % transmis au Parquet.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX :

BÉDARRIDE : *Traité du Dol et de la Fraude*. 4^e édition 1887.

MONIER, CHESNEY et ROUX : *Traité sur les fraudes et falsifications*. 2^e édition, 1925.

DE BORSSAT : *Législation et jurisprudence sur les fraudes et falsifications*. 3^e édition. 1923.

P. TAQUET : *La loi sur la répression des fraudes*. 1909.

M. TOUBEAU : *La répression des fraudes sur les produits alimentaires*. 2^e édition. 1909.

G. PAGÈS : *La loi du 1^{er} août 1905* (1909).

COQUET : *Les indications d'origine et la concurrence déloyale*. 1913.

Manuel des Fraudes et Falsifications (DALLOZ).

TRESCAZE : *Dictionnaire général des Contributions Indirectes*. 1904-1906.

HOURLCADE : *Manuel Encyclopédique des C. I. et des octrois*. 5^e édition. 1922.

LOUIS HUE : *La falsification des boissons*. 1903.

HENRY TURPIN : *La Régie et le commerce des boissons*. 1908.

L'art de frelater les vins (E. DE NEYRENAND), 1888.

CURTEL : *La vigne et le vin chez les Romains* (1903)

PUBLICATIONS SPECIALES :

Annales des Falsifications.

Jurisclasseurs des Fraudes.

Journal des Contributions indirectes (OUDIN).

Bulletin du syndicat du commerce de gros.

*Bulletin du syndicat des courtiers et représentants en
vins et spiritueux de Paris et de la région parisienne.*

*Bulletin du commerce des vins et alcools. (Chambre
syndicale des débitants de vin de la Seine.)*

Moniteur agricole.

Revue vinicole.

Bulletin municipal officiel.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

(renvoyant aux pages).

A

Acquit.

A caution, 23; blanc, 39 et s.; régional, 123; jaune d'or, 140.

Agents des C. I.

Raison de leur intervention, 16.

Compétence en matière de fraudes, 67 à 71.

Alcoolisation des vins, 103.

Azerrad (arrêt), 81.

B

Bender (proposition), 138.

Beurre, 63.

Brasseurs, 32.

Brousse (loi), 47 et s.

But (de cette étude), 14-15.

C

Casier vinicole, 75.

Champagne, 128, 134, 142.

Compte spécial.

Loi 1903, 42, 44; d'origine, 131, 142.

Conclusion, 151 à 154.

Crise viticole 1905, 55 et s.

D

Débitants, 29 et s.

Déclaration de récolte, 28; 59 et s.; 131-139.

Décoloration (des vins), 103 et s.

Degré (indication), 144 et s.
Distillateurs de profession, 32.

E

Eaux-de-vie :
Garantie de provenance, 38 et s.; origine, 132 et s.;
nature, 115; mouillage, 116 et s.
Eaux minérales, 120.
Emmagasinement, 42 et s.; 132.
Etiquetage, 129, 137, 144 et s.
Exercice, 29 et s.
Expédition (inapplicable), 21.
Expertise (contradictoire), 74.

F

Falsifications, 7 et s.
Fictifs (t. de mouvement), 25 et s.
Foi (bonne), 87.
Formalités (à la circulation), 38.
Utilité fiscale, 20; utilité pour la répression des
fraudes, 19 et s.; efficacité, 29.
Fraudes : définition, 7; répression, 7 et s.; loi de
1905, 66 et s.

G

Garantie (des objets précieux), 34 et s.
Garrigos (affaire), 82 et s.
Griffe (loi), 46 et 47.

H

Hybrides (vins), 142.
Hygiène, 9.

I

Infraction (mixte), 15, 21, 69, 73, 76 et s.
Introduction, 7 et s.

M

Madère, 143.
Margarine, 63.

Marchands en gros, 31, 148.

Mouillage :

Du vin et autres boissons, 49, 79 et s.; 92 et s.;
à la cuve, 98 et s.; des eaux-de-vie, 116 et s.

O

Octrois, 120.

Ordre de visite, 33.

Origine (appellation d'), 28.

Historique de la loi de 1919, 122 à 129; loi de 1919.
130 et s., 146.

P

Particuliers (visites), 32.

Piquettes, 58-60.

Plan (de cette étude), 17.

Porto, 143.

Prélèvement (des échantillons), 72, 73.

Prescription, 88 et s.

Procédure (inf. mixte), 76 et s.

Produits œnologiques, 59, 114 et s.

Provenance (garantie de), 40.

R

Raisins secs, 49, 52 et s.

Recensements, 29 et s.

Roses (titres), 39 et s.

Rhums, 41, 44, 115.

S

Saccharine, 64.

Sucrage :

Loi de 1900, 53; loi du 6 août 1905, 57 et s.; loi
de 1907, 58 et s.; des vins et cidres, 96 et s.; à la
cuve, 98 et s.; remèdes, 102.

Surtaxe (sucres), 60, 62.

T

Transaction (en matière de mouillage), 95.

Turrel (loi), 52.

V

Vinage, 49 et s., 103.

Vins :

Décolorés, 103; artificiels, 45 et s., 70; inondés, 96;
plâtrés, 48, 108 et s.; piqués, 104 et s.; voir mouil-
lage.

Visas, 24.

Visites, 29 à 34.
